

POUR 1978

M. Barre évitera difficilement
un déficit budgétaire
de 10 milliards de francs

LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 D; Maroc, 1,00 M; Tunisie, 1,20 M;
Belgique, 1 M; Espagne, 1 M; France, 1 M;
Grèce, 1 M; Italie, 1 M; Pays-Bas, 1 M;
Portugal, 1 M; Royaume-Uni, 1 M;
Suisse, 1 M; Allemagne, 1 M;
Autriche, 1 M; Danemark, 1 M;
Irlande, 1 M; Japon, 1 M;
Norvège, 1 M; Suède, 1 M;
Séoudite, 1 M; Israël, 1 M;
Tchécoslovaquie, 1 M;
Yougoslavie, 1 M;
Taux des abonnements page 21
5, rue des Écoles
75002 PARIS - CEDEX 10
Tél. : 46-72-23

BULLETIN DU JOUR

Les risques de l'abondance

Les moissons sont belles : plus de 1 milliard de tonnes. Il y a trop de céréales : 50 millions de tonnes de blé en stock, et deux fois plus pour les autres grains. Pour qui se souvient des terribles famines qui, depuis le début de la décennie, ont décimé les populations des régions les plus pauvres du globe, pour qui garde en tête le fait que 450 millions d'être humains souffrent quotidiennement de la faim et sont victimes physiquement de carences en protéines ou en calories, pour qui n'a pas oublié l'insécurité alimentaire des rendements de 1973 à 1975 chez les grands pays producteurs, voilà sans nul doute un sujet de satisfaction.

Dans une certaine mesure, elle est justifiée. L'Inde, dont les besoins en grains paraissent insatiables, disposerait actuellement de 15 millions de tonnes de blé et de riz, dont elle envisagerait d'exporter une partie en raison des difficultés de stockage. Le Pakistan, qui semblait abîmé à l'aide alimentaire, n'a pas pris livraison de son contingent. Même au Bangladesh, la situation alimentaire paraît s'être améliorée après les famines meurtrières de 1974 à 1975.

Toutefois, ces résultats doivent être nuancés, car certaines régions subissent des conditions météorologiques défavorables. Une sécheresse grave frappe depuis plusieurs mois les Caraïbes. En Union soviétique, où la récolte atteindra pourtant un niveau record, il a fallu mobiliser la population de Biélorussie, quatrième région productrice, afin d'éviter que la moisson ne soit gâchée par le mauvais temps. En France, même un « été pourri » compromet les prévisions optimistes du printemps.

Il n'empêche que l'abondance céréalière globale retrouvée devrait permettre l'organisation du marché mondial afin de pallier les conséquences de nouvelles « vagues noires » toujours possibles. C'est l'avis des experts des organisations internationales, qui soulignent la constitution d'une réserve alimentaire mondiale d'urgence de 20 millions de tonnes de céréales. La F.A.O. craint en effet que les pays en voie de développement les plus démunis ne manquent de 85 millions de tonnes de grains en 1985. L'accord de principe a été acquis dans différentes instances, mais sa réalisation se heurte à de multiples obstacles, pratiques et politiques, en ce qui concerne la localisation, le contrôle et le financement. On peine donc. Le directeur général de la F.A.O., M. Edouard Saouma, n'a pas hésité à dire : « Ni les États-Unis ni le Canada n'ont gardé des stocks de céréales dans le but de constituer une réserve pour nourrir le tiers-monde ». De fait, les 170 millions de tonnes de céréales qui sont dans les silos encombrés du marché. Ce sont des inventaires. Ils ont provoqué un effondrement des cours mondiaux : de 150 dollars la tonne au début de 1976, ils sont tombés à moins de 90 dollars actuellement. Un niveau jamais vu depuis la flambée de 1974.

La conjonction de ces « excédents » et de cours mondiaux bas constitue un risque pour l'avenir. « Si nous ne faisons rien pour constituer des réserves », nous constatons une situation pire qu'en 1973 », a déclaré récemment le docteur Norman Borlaug, prix Nobel de la paix.

Véritables maîtres du marché céréalière mondial, qu'ils approuvent ou non, les deux tiers, les États-Unis et le Canada, ont eu recours à une double tactique : d'une part, ils envisagent d'inciter les agriculteurs à réduire les surfaces emblavées en blé; d'autre part, ils étendent, avec le Canada, l'Argentine et l'Australie, un prix-plancher pour les grains.

Une politique malthusienne et une cartellisation du marché sont-elles de bonnes bases pour une politique alimentaire mondiale? On peut en douter quand on sait que la récolte soviétique de céréales peut varier de 165 à 230 millions de tonnes d'une année à l'autre, et qu'il existe donc d'une mauvaise moisson en U.R.S.S. pour épuiser les stocks.

La reine Elizabeth en Ulster

Incidents et manifestations se poursuivent malgré un service d'ordre considérable

La tension est très vive en Irlande du Nord où, salué par une salve de vingt et un coups de canon, le yacht royal « Britannia » est arrivé ce mercredi matin 10 août, à 8 h 30, en rade de Belfast, avec, à son bord, la reine Elizabeth, le prince Philip et leurs deux plus jeunes enfants, les princes Andrew et Edward. Le navire est surveillé en permanence par un destroyer, un sous-marin, et la coque du bateau est inspectée par des hommes-grenouilles, tandis que trente-deux mille policiers et soldats sont en état d'alerte dans la province. En fin de matinée, la souveraine s'est rendue en hélicoptère au château de Hillsborough, ancienne résidence des gouverneurs de l'Ulster, situé à une vingtaine de kilomètres de Belfast. Au début de l'après-midi, elle devait y recevoir deux mille cinq cents invités au cours d'une garden party. Dans la soirée, la reine et le prince accueillent deux cents personnalités à bord du « Britannia ».

Malgré l'importance des forces de l'ordre, de graves incidents se sont poursuivis mardi et dans la nuit de mardi à mercredi à Belfast et à Londonderry. L'IRA provisoire avait prévu une manifestation, ce mercredi après-midi à Belfast, pour protester contre la venue de la reine.

À Londonderry, la police, qui craint des actions de l'IRA, a conseillé aux habitants d'être particulièrement vigilants pendant la visite de la reine en Ulster.

De notre correspondant

Belfast. — Le sixième anniversaire de l'introduction de l'internement sans jugement en Irlande du Nord — qui a été officiellement aboli en décembre 1975 mais peut toujours être rétabli — a été marqué mardi 9 août par de violents incidents à Belfast et à Londonderry où explosions et incendies se sont succédés. A Belfast, dans la nuit de mardi à mercredi, des feux de joie ont été allumés — en signe de dévotion — dans les quartiers catholiques. Des véhicules voiturés ont été incendiés, pour former des barricades qui ont été rapidement démantelées par les soldats britanniques. En fin de matinée, mardi, un jeune catholique de seize ans a été tué par un militaire dans le quartier de Ballymurphy alors que, selon la thèse officielle, il lançait des cocktails Molotov pour incendier un entrepôt. L'IRA provisoire assure que le jeune homme a été tué d'une balle dans le dos.

Quelques heures plus tard, une patrouille militaire était attirée par les « Provos » dans un quartier où un soldat de vingt ans était tué en représailles. L'incident qui a le plus ému les autorités a été l'explosion d'une petite bombe de fabrication artisanale sur le campus de l'université de Coleraine. À quatre-vingt-huit kilomètres de Belfast, où la reine doit prononcer jeudi un discours. Bien que l'engin ait été découvert dans le jardin botanique, assez loin du bâtiment où se déroulent les événements, le seul fait qu'il ait pu être posé malgré les sévères mesures de sécurité qui ont été prises depuis plusieurs jours autour de l'université inquiète les autorités. Les contrôles et les fouilles ont été encore renforcés, et il était difficile, mardi soir, de circuler dans Belfast sans se faire arrêter plusieurs fois par des baragouins militaires pour se faire passer pour un « gars ».

En Éthiopie
CINO A NEUF MILLE
« SOLDATS ÉTRANGERS »
IRAIENT SOUTENIR LE RÉGIME
D'ADDIS-ABABA

En Éthiopie

CINO A NEUF MILLE
« SOLDATS ÉTRANGERS »
IRAIENT SOUTENIR LE RÉGIME
D'ADDIS-ABABA

Nairobi (A.F.P., Reuters, U.P.I.). — De cinq mille à neuf mille « soldats étrangers » se dirigent actuellement vers l'Éthiopie pour soutenir le régime du colonel Mengistu Haile Mariam, a affirmé, ce mercredi 10 août, à Nairobi, au cours d'une conférence de presse, l'ambassadeur de Somalie au Kenya, M. Hussein Haji Ali Dualeh.

Celui-ci a refusé de préciser de quelle nationalité étaient ces soldats, affirmant seulement qu'ils venaient d'un pays « situé hors d'Afrique ».

« Nous ne savons pas où ces troupes seront stationnées. Nous ne savons pas non plus si elles participeront aux combats en Érythrée, et elles combattent le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), ou si elles seront là simplement pour maintenir Mengistu au pouvoir », a ajouté le diplomate.

LIRE PAGES 5 A 11.

LA JORDANIE
Vingt-cinq ans
d'un règne
tourmenté

« tissait » la sécurité de la famille royale. Le conseil municipal de Belfast, réuni en session extraordinaire, a envoyé un télégramme de félicitations à la reine pour la remerciement d'« apporter par sa présence un encouragement aux habitants de l'Irlande du Nord ».

Dans le camp des mécontents, le pasteur Paisley, chef de file des protestants « dur », se fait remarquer par sa violence : il est furieux de ne pas avoir été invité à la réception de jeudi qui a lieu dans sa circonscription.

RICHARD DEUTSCH.

LES GRANDES MANŒUVRES

Pourparlers et controverses entre les dirigeants de la majorité, polémiques entre les partenaires de l'union de la gauche ; au fort de l'été, le débat politique demeure étonnamment vif. Tout se passe comme si, dans les deux camps, on voulait se mettre en position de force en vue de la rentrée. Et même être prêt pour affronter, éventuellement, l'automne électoral qui n'est prévu, en principe, que pour mars 1978. Chaque initiative, chaque déclaration de M. Giscard d'Estaing ou de M. Barre suscite aussitôt une réplique de M. Chirac, chaque propos de M. Mitterrand ou de M. Fabre est aussitôt relevé et contredit par M. Marchais. En même temps, l'actualisation du programme

AU JOUR LE JOUR

Allons au ciné

Hitler, une carrière, tel est le titre d'un film projeté en Allemagne fédérale et qui a déjà fait cent mille entrées en quelques jours : c'est plus qu'un succès d'estime. Sans doute le sujet du film intéresse-t-il le public à titre strictement documentaire : comment Adolf Hitler, à force de persévérance et de travail, est-il parvenu peu à peu à se faire une place au soleil, comment a-t-il acquis un emploi mérité, une situation stable, comment, enfin, victime des employables lots de la jungle historique, a-t-il vu l'œuvre de toute une vie enfouie sous les décombres d'un bunker détruit? Autant de questions qui peuvent nous aider à comprendre qui étaient les grands personnages de l'histoire, qui, n'est-ce pas, après tout, étaient des hommes comme les autres.

Dans le même esprit d'objectivité, nous attendons impatiemment des films qui pourraient s'intituler : Staline, une enfance difficile, ou bien : Finchéck, une jeunesse studieuse, ou encore : le Chah d'Iran, un père de famille. Après quoi, comme le public allemand, les publics soviétique, chilien et iranien pourraient toujours s'imaginer que la vie de leurs grands hommes n'est que du cinéma.

BERNARD CHAPIUS.

Les divergences dans les deux camps

OPPOSITION : les socialistes parlent d'« agression » du P.C.

Après les déclarations de M. François Mitterrand au *Matin*, après la publication des « réflexions » de M. Georges Marchais répondant au premier secrétaire du parti socialiste, l'humanité a réagi vivement mercredi 10 août. Elle s'en prend à notre journal, qui se voit accusé de s'être prêté à une « manœuvre déloyale » en publiant les extraits d'un « texte qui n'a pu être transmis que par les négociateurs socialistes ou radicaux de gauche » ; « le *Monde* n'ayant même pas eu la correction » d'en informer le P.C.P. Le texte dont la publication est incriminée est celui concernant la défense nationale, élaboré par le groupe des « quinze » chargé d'actualiser le programme commun (le *Monde* date 10 août). M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.P. et chef de la délégation communiste au sein de ce groupe, affirme dans l'humanité que « le procédé est d'autant plus scandaleux qu'il met en avant et suggère des données contraires à la réalité ».

« Certains cherchent-ils, se demande M. Fiterman, au parti socialiste ou au Mouvement des radicaux de gauche, avec le concours du *Monde*, à conduire les négociations dans l'impasse ? »

Pierre Vianson-Ponté et Patrick Jarnieu, dépendent dans nos colonnes à ces accusations. À vrai dire, elles témoignent surtout de la volonté délibérée du P.C. de marquer des points contre ses partenaires, le P.S. étant particulièrement visé. On attendait en début d'après-midi, mercredi 10 août, une nouvelle déclaration de M. Georges Marchais sur les antennes de France-Inter. Les radicaux de gauche se disposaient d'ailleurs à répondre aux attaques dont ils sont l'objet.

En fin de matinée, le secrétariat national du P.S. a publié la mise au point suivante : « Le parti socialiste regrette la publication dans le *Monde* d'informations d'ailleurs incomplètes et partiellement inexactes sur l'état actuel des travaux auxquels sont parvenus en matière de défense les quinze représentants des trois partis signataires du programme commun de gouvernement ».

« Il juge inadmissible que le parti communiste lui impute la responsabilité de ces inexactitudes. Il y voit une nouvelle agression qui s'ajoute, malheureusement, à celles qui s'accumulent depuis quelques semaines ».

« Les trois partis s'étaient engagés à ce que les résultats des discussions menées par le groupe des quinze gardent un caractère interne jusqu'au « sommet » de la mi-septembre. Les responsables socialistes ont tenu scrupuleusement cet engagement. Mais l'insistance mise par les principaux dirigeants du parti communiste à porter ces discussions sur la place publique d'une façon très contestable et infondée autorise toutes les interprétations ».

(Lire nos informations page 13.)

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

commun, largement entamée, est interrompue, la négociation n'est pas achevée ni l'accord conclu ; et la tentative de coordination de la majorité, l'arbitrage de ses candidatures, se poursuivent avec des fortunes diverses. Querelles, rivalités, contestations, ce sont les grandes manœuvres de l'été.

Le plus récent épisode des discussions au sein de la gauche vient d'être marqué par ce qui ressemble fort à une opération de diversion. Au dossier de la négociation des partis de gauche sur la défense, le *Monde* a versé dans son précédent numéro — les points les plus importants — du texte sur lequel s'étaient entendus le 28 juillet, au terme de leur quinzième réunion, les quinze membres du groupe de travail mis en place pour préparer l'actualisation du programme commun. Il s'agit, précisons-nous, de « dispositions nouvelles » qui ne figuraient pas dans le programme commun, dont l'essentiel du chapitre consacré à la défense était, d'autre part, maintenant. Or, dans un éditorial de l'humanité, intitulé « Une manœuvre déloyale », le responsable de la délégation communiste au « groupe des quinze », M. Charles Fiterman, s'en prend ce mercredi matin, au *Monde*, il ne conteste pas l'authenticité des dispositions que nous avons publiées, mais déclare le texte « incomplet, inexact sur des points essentiels », incomplet, certes, et nous l'avons dit, inexact ? Dans la mesure, sans doute, où il est incomplet. Or il ne pouvait en être autrement, puisque diverses dispositions ont été mises en réserve et renvoyées à la reprise des discussions, en septembre, ce que nous avons écrit à maintes reprises. M. Fiterman nous avise que ce ne sont là que « des bases d'accord », mais que rien n'est définitivement conclu. C'est, mot pour mot, ce qu'on a pu lire dans le *Monde* du 30 juillet, page 6.

Curieusement, M. Fiterman reproche au *Monde* de « n'avoir pas eu la correction d'informer le parti communiste de cette publication ». Formule et exigence inquiétantes. Piqué peut-être du fait que, à côté de la relation de l'intervention de M. Marchais, le *Monde* ait donné hier la parole à un socialiste et à un radical de gauche, M. Fiterman accuse notre journal, conjointement avec ces deux partis, de chercher à « conduire la négociation dans l'impasse ». Faut-il répéter une fois de plus que le *Monde* n'est pas davantage l'organe des socialistes ou des radicaux quand il publie les points de vue de leurs dirigeants qu'il n'est celui de la majorité quand il interroge la

premier ministre ou donne la parole à M. Chirac, ni celui du parti communiste quand il publie un article de M. Marchais... ou de M. Fiterman (dans le *Monde* du 20 avril dernier, par exemple) ?

Pour le reste, on ne s'étonnera guère de le voir prendre ainsi à partie un journal alors qu'il vise en fait une tout autre cible, en l'espèce ses partenaires de l'union de la gauche. Et la réaction du parti socialiste, qui critique lui aussi le *Monde*, procède de la même erreur de tir ou de la même racherche d'une diversion. La presse, le *Monde* en particulier, n'ignore pas qu'il est de règle de faire porter aux journaux la responsabilité de tout ce qui ne va pas.

(Lire la suite page 12.)

UN ENFANT DE LA GUERRE FROIDE

Feu le Kominform

Il est possible de parler d'histoire contemporaine sans passion et de fonder ses sympathies et ses conclusions, non sur les préjugés, mais sur l'examen critique des documents et des témoignages de toutes origines ; c'est une des leçons que donne à beaucoup d'historiens d'aujourd'hui M. René Lill, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation internationale des sciences politiques, dans l'ouvrage extrêmement éclairant qu'elle vient de consacrer au Kominform.

« Hybride », au jugement de Jacques Duclos, « façade » pour tel de ses anciens membres honoires, le Bureau d'information des partis communistes, en abrégé Kominform, fut créé en septembre 1947 par Staline pour faire pièce à la doctrine Truman d'endiguement (« containment ») du communisme et au plan Marshall. Il n'eut jamais les dimensions de la troisième internationale, ou Kominform, fondée en 1919 par Lénine et dissoute par le Kominform en 1943 dans un esprit d'accommodement envers Roosevelt et Churchill. Non seulement, en effet, il ne regroupa que neuf partis communistes, tous européens (sept au pouvoir à l'Est, le P.C.F. et le P.C.I.), mais il n'eut jamais d'appareil à proprement parler. Il devait disparaître en 1956 avec la déstalinisation.

Avec le recul, le Bureau apparaît surtout comme un organe chargé de dire la doctrine communiste par le moyen tant de ses

MAJORITÉ : M. Chirac bloque les projets constitutionnels de l'Élysée

Dans une interview, accordée mardi 9 août à l'Agence centrale parisienne de presse (A.C.P.), M. Chirac a exprimé de très nettes réserves sur le projet de réforme des statuts des suppléants que M. Giscard d'Estaing souhaitait réaliser « avant les prochaines élections électorales », ainsi qu'il le déclarait, le mardi 2 août, à l'Élysée, au cours du déjeuner auquel il avait convié, à ce sujet, les présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et des groupes de la majorité (le *Monde* du 4 août).

Le président du R.P.R. accepte de discuter de cette question « sur le fond » mais il estime qu'elle ne revêt pas « un caractère prioritaire ». Soulignant qu'il serait inopportun de faire passer à une révision constitutionnelle « par une Assemblée qui tient sa dernière session », M. Jacques Chirac propose de réserver l'examen de ce projet « à la nouvelle Assemblée qui sortira des urnes au printemps prochain ».

Bien que son avis soit formulé de façon moins abrupte que celui de M. Michel Debré, qui dénonçait, le mercredi 3 août, « le retour à une République des partis », le président du R.P.R. ne s'oppose pas, dans l'immédiat, à l'initiative de l'Élysée, puisque, sans l'appui du R.P.R., la majorité requise des trois cinquièmes ne serait pas assurée au gouvernement en cas de convocation du Congrès.

Après ce nouveau refus opposé par M. Chirac à M. Giscard d'Estaing, on peut s'interroger sur la valeur des déclarations du président du R.P.R. lorsqu'il affirme, dans la même interview à l'A.C.P., « l'unité profonde de la majorité », au moment où les principales formations qui la composent tiennent, ce mercredi 10 août, leur quatrième réunion pré-électorale.

A. R.

(Lire la suite page 13.)

Le Kominform — faut-il le rappeler ? — a joué un rôle essentiel dans la définition de la doctrine « bloc contre bloc », puis dans la condamnation de la Yougoslavie. Mme Lily Marceau étudie amplement les raisons de ces deux événements.

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 2.)

EUROPE

Italie

La loi contre le chômage des jeunes n'a pas encore eu le succès espéré

De notre correspondant

Rome. — Les listes spéciales de placement pour les jeunes chômeurs, créées en juin par la loi 283, n'ont pas obtenu le succès escompté : seuls 300 000 jeunes sont actuellement inscrits et le chiffre final ne sera guère différent à la date limite, le jeudi 11 août, alors que l'Italie compte officiellement 1 million 400 000 chômeurs de moins de vingt-neuf ans. Scepticisme et manque d'enthousiasme face à une loi qui permettrait pourtant de déboucher 1 000 milliards de lires en trois ans, pour la création d'emplois réservés aux jeunes de moins de vingt-deux ans (vingt-six ans pour les étudiants), et qui est en Italie la première véritable tentative pour résorber le chômage des jeunes.

A l'ouverture des listes spéciales, en juin, la réaction éducatrice était encore toute proche. On s'attendait donc que les bureaux communaux de placement soient envahis par une armée de jeunes chômeurs laissés pour compte d'une société où le travail — droit inscrit dans la Constitution italienne — est devenu, à leurs yeux, un privilège. En fait, au 31 juillet, seuls 280 000 jeunes étaient inscrits sur les listes spéciales, selon les pointages du ministère du travail. Il est donc clair que les jeunes, qui représentent 72,2 % du nombre total des chômeurs officiels (1 433 000), n'ont pas été à la hauteur de l'attente. Après un fort moment contesté au printemps par le gouvernement, les partis politiques et les syndicats ouvriers, ils n'ont pas en confiance dans des propositions résultant d'une concertation entre ces forces traditionnelles.

Autre raison du peu d'empressement à aller s'inscrire sur les listes spéciales : le manque d'information. Beaucoup de jeunes ignorent qu'il fallait se rendre au bureau de placement et ne connaissent pas le contenu de la loi. Cela est surtout vrai dans les zones rurales, où le nombre des inscriptions a été particulièrement faible. On trouve sur ces listes plus de 50 % de femmes alors qu'elles ne constituent pas 30 % de la population active.

Des perspectives incertaines

Bien que houlée par les principaux intéressés, la loi 283 représente la première tentative concrète pour régler véritablement le problème de l'emploi des jeunes. M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L., le plus puissant syndicat italien, a estimé qu'il s'agit d'une occasion sans précédent pour l'organisation du travail des jeunes. Et tout en qualifiant le texte d'« imparfait », M. Lama y voit « un instrument utile ». Dès cette année, 1 000 milliards de lires seront déboursés essentiellement pour inciter les industriels, les exploitants agricoles et les commerçants à embaucher des jeunes. Les employeurs recevront une subvention mensuelle de 64 000 lires pour chaque jeune chômeur recruté dans le sud et de 32 000 lires dans le nord. Des cours de formation s'adressant à la jeunesse de moins de 25 ans doivent être mis sur pied d'ici à septembre. Des facilités seront données aux jeunes pour la mise en valeur de leurs talents, notamment sous forme de coopératives. Dans ce domaine les régions entendent jouer un rôle actif.

Il reste que, malgré les sommes dont on dispose et malgré la bonne volonté, on n'est pas certain d'atteindre les objectifs fixés. Si l'économie italienne donne des signes d'amélioration, on estime généralement, en revanche, que la situation de l'emploi ne sera pas plus satisfaisante en 1978. Selon la Confédération du patronat italien (Confindustria), l'emploi va, au contraire, diminuer de 0,7 % dans les mois qui viennent et l'accroissement prévu de 4,2 % de la production industrielle en 1978 ne sera obtenu que par une meilleure productivité. Le secteur

public, grand réservoir de main-d'œuvre largement sollicitée ces dernières années, risque lui-même de stopper son embauche. M. Alan Whitmore, chef de la délégation européenne du Fonds monétaire international (F.M.I.), a suggéré dans une lettre adressée le 26 juillet au ministre du travail, M. Gaetano Stancanelli, le patronat ne voulant pas compromettre une fragile reprise ne cache pas son scepticisme face à la loi 283. Pour lui, il sera difficile d'augmenter la productivité tout en embauchant du personnel. Au printemps, les étudiants avaient écrit sur les murs de Rome « Soyons réalistes, demandons l'impossible ». Mieux armé qu'en 1969 pour résister à la pression sociale, le patronat ne paraît pas décidé aujourd'hui à donner « l'impossible ».

(Interim.)

Espagne

Le projet de réforme fiscale suscite des critiques à droite et à gauche

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le ministre des finances, M. Fernandez Ordóñez, a défendu, le mardi 9 août, devant les Cortes le projet de réforme de l'impôt adopté récemment par le gouvernement. L'Espagne, a-t-il dit, connaît la pression fiscale la plus basse d'Europe. La fraude y est généralisée, surtout parmi les hauts revenus. L'imposition est archaïque et ne permet pas à l'Etat de mobiliser les ressources dont il a besoin avec la rapidité et la flexibilité souhaitables. Taxer la fortune, supprimer le secret bancaire, réformer l'impôt sur le revenu, instituer le dédit fiscal et l'incorporer au code pénal, telles sont les mesures nécessaires à ses yeux pour faire de l'Espagne un pays moderne. Que, qu'il, a reconnu le ministre, la fiscalité espagnole a aggravé plutôt qu'atténué l'inégalité dans la distribution du revenu. Il a cité à ce propos un écart moyen de 1 à 17 entre le bas et le haut de l'échelle sociale, et affirmé que 20 % de la population s'approprient 50 % de la richesse nationale, tandis que les 20 % plus défavorisés devaient se contenter de 5 %. D'ailleurs, a dit M. Fernandez Ordóñez, « nous connaissons mal la répartition du revenu, aussi la réforme fiscale permettra-t-elle de mieux l'appréhender et mieux la contrôler ».

Les parlementaires se sont fait l'écho des nombreuses critiques qui, à droite et à gauche, ont accueilli le plan d'urgence économique mis au point par le gouvernement Suarez. Deux anciens ministres de Franco, MM. Lopez Rodó et Fernandez de la Mora, ont traduit l'état d'esprit qui règne parmi les chefs d'entreprise : « L'Espagne consomme trop et ne capitalise pas assez. Il faut un plan d'austérité qui encourage l'épargne et réduise le déficit des entreprises publiques. Il faut, en

outre, créer un climat qui redonne confiance au secteur privé. M. Lopez Rodó a évoqué l'émol qui a saisi le monde des affaires, en raison de récentes déclarations du ministre du travail, M. Jiménez de Parga, qui a dit que, au sein de l'entreprise, le travailleur devait être un citoyen et non plus un simple ouvrier — déclaration interprétée aussitôt comme un appel en faveur de l'autogestion. Quant aux socialistes et aux communistes, ils estiment trop chiches les ressources dégagées par l'« impôt de solidarité » qu'impose la réforme fiscale : 30 milliards de pesetas, soit moins de 2 milliards de francs. Il s'agit là de mesures d'intervention conjoncturelle, affirment les représentants de la gauche, et non d'un plan d'ensemble visant à mettre fin au chômage, estimé actuellement à plus de 5 % de la population active. L'économiste du P.C., M. Ramon Tamames, s'en est pris particulièrement au coup de frein que le gouvernement entend opposer aux salaires et qui, selon l'hypothèse la plus optimiste, se traduirait par une diminution de 6 % du pouvoir d'achat des travailleurs. Il a comparé les 250 milliards de pesetas que, selon ses calculs, une telle mesure retrancherait de la demande des salariés, aux 30 milliards dépensés pour créer des emplois. La thèse du P.C. est que M. Adolfo Suárez ne peut obtenir la solidarité de tous, pour affronter la crise économique, qu'en formant un gouvernement de concentration nationale, constitué par les principales forces politiques du pays. Or le cabinet actuel, dit le P.C.E., comporte plusieurs hommes liés à la banque, mais aucun représentant des travailleurs.

Les syndicats ont accueilli avec hostilité le plan d'urgence gouvernemental. La semaine dernière, M. Adolfo Suárez a reçu les représentants des trois principales centrales syndicales légalisées au printemps : commission ouvrière (comisiones), Union générale des travailleurs (socialiste), et Union syndicale ouvrière (socialiste autonome). La réunion s'est limitée à une prise de contact. Le président du gouvernement a proposé néanmoins la création d'une commission mixte gouvernement-syndicats pour l'échange des informations et les trois centrales ont accepté une telle proposition, mais aucune négociation n'a été amorcée. Les syndicats se refusent à l'idée d'un « pacte social » qui neutraliserait l'action aux exigences gouvernementales, mais ils ne sont pas d'accord sur le tactique à adopter. Les communistes estiment que les conversations devraient être tripartites et inclure le patronat. Les socialistes pensent que l'on doit d'abord procéder à des élections syndicales, pour élire des comités d'entreprise, et connaître la représentativité de chaque centrale. Actuellement, 15 % des travailleurs espagnols, seulement, sont syndiqués. Les centrales revendiquent le patrimoine accumulé par l'organisation syndicale vertébrale, sous le régime franquiste, afin d'être capables de rendre des services à leurs affiliés. Au siège du P.C.T., on ne croit guère à un autonomie social exposée, en raison de l'ampleur du chômage. — C. V.

FEU LE KOMINFORM

(Suite de la première page.)

A propos du second, elle reprend toutes les pièces du dossier du projet de fédération balkanique, à propos duquel Staline et Tito s'opposèrent sous les yeux d'un Occident qui mit longtemps à se persuader de la réalité et de l'ampleur de leur querelle. Elle replace dans cette perspective la liquidation de la guerre civile grecque et les procès « antistaliniens » dans les démocraties populaires. Elle aborde des épisodes peu connus, comme le projet de transformation du Kominform en un nouveau Kominform et le refus de Togliatti, qui voulait demeurer en Italie, d'en prendre le secrétariat général. Ces deux sujets auraient été débattus au cours de la quatrième réunion du Kominform, celle qui s'est tenue en 1950 à Bucarest, à une date qui n'est pas davantage précisée, et sur laquelle aucune information officielle n'a jamais été donnée. D'après les témoignages que l'auteur a pu recueillir, il semble que la réunion aurait dû traiter également des problèmes du P.C.F., mais Jacques Duclos, qui y représentait celui-ci, n'avait pas gardé le souvenir qu'il en ait été effectivement question. De toute façon, la vic-

toire des communistes en Chine et la guerre de Corée allaient rapidement retirer beaucoup de son utilité à un organisme aussi délibérément « eurocentriste » que le Kominform.

On négligerait un aspect tout à fait intéressant du livre de Mme Marcou si l'on ne relevait pas les réflexions que lui inspirent certains silences dans le journal du Bureau d'information, par rapport au ton de bien d'autres publications du mouvement communiste à l'époque. Ces contrastes, qu'elle étudie minutieusement, lui paraissent étayer la thèse de l'existence au sein de la direction soviétique et des pays satellites de tendances assez divergentes quant à l'étendue des risques que l'U.R.S.S. pouvait se permettre de courir sur le plan international. Elle croit pouvoir en déduire que Staline n'était pas le moins prudent. Beaucoup d'autres auteurs sont parvenus avant elle à la même conclusion, mais rarement celle-ci aura été aussi bien argumentée.

ANDRÉ FONTAINE.

(*) Lily Marcou, « Le Kominform », Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 344 p., broché 130 F., relié 150 F.

Pays-Bas

LE FORMATEUR DU GOUVERNEMENT PROPOSE UN BLOCAGE DES SALAIRES POUR DEUX ANS

La Haye (Reuter). — Le formateur désigné du nouveau gouvernement néerlandais, l'ancien premier ministre, M. Joop Den Uyl et ses partenaires éventuels, les partis démocrate chrétien et démocratique, se sont mis d'accord, mardi 9 août, sur un plan de lutte contre l'inflation et le chômage prévoyant le blocage des salaires pendant deux ans.

L'accord en dix points, fruit de dix semaines de discussions, prévoit de ramener le nombre de chômeurs de deux cent trente et un mille à cent cinquante mille et de réduire d'un moins 1 % par an le taux d'inflation, qui est actuellement de 7,3 %.

En échange, les syndicats seront invités à accepter un blocage des rémunérations garantissant que le niveau de vie des salariés sera maintenu mais n'augmentera pas. Les salariés des tranches moyennes et inférieures de revenus recevront des indemnités pour compenser l'inflation. Ceux qui gagnent plus de 45 000 florins (80 000 francs) par an verront leur niveau de vie diminuer.

Les trois partenaires de l'éventuelle coalition ont aussi décidé de maintenir le plan de l'ancien gouvernement pour réduire les dépenses publiques de 4 milliards de florins par an (8 milliards de francs).

AFRIQUE

Ethiopie

La population participe de plus en plus à l'effort de guerre

M. Mengistu Deste, ambassadeur d'Ethiopie au Kenya, a admis officiellement mardi 9 août, que l'armée éthiopienne avait perdu le contrôle de la « majeure partie » de la région de l'Ogaden. Dans une conférence de presse tenue à Nairobi, le diplomate a notamment déclaré : « Soutenir que des forces de libération ont occupé l'Ogaden est faux. Dire que des troupes somaliennes occupent la majeure partie est pas vrai ». Le 5 août, Addis-Abeba avait déjà reconnu ne plus contrôler une partie importante de l'Ogaden (Le Monde du 6 août).

Réaffirmant la thèse éthiopienne selon laquelle le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) n'est qu'une « force », M. Deste a souligné : « Aucun Front de libération ne possède des Mig 21 et des Mig 17 des missiles Sam, des chars T-54 et des blindés. Nous avons déjà abattu deux Mig 21, remplacés, bien sûr, par l'Arabie Saoudite et l'Égypte ».

Il a noté que les revers éthiopiens sont « provisoires », car « nos trois cent mille militaires ne sont pas encore tous dans l'Ogaden. Nous ne céderons pas un seul pouce de notre territoire ni à la Somalie ni à aucun autre régime réactionnaire arabe. Nous avons des ressources et nous continuerons jusqu'à ce que l'Ethiopie existe depuis trois mille ans ».

Ouganda

FOSSOYEUR DANS LES PRISONS DU MARÉCHAL AMIN

Nairobi (A.P.). — Un étudiant en médecine ougandais, M. John Sekabira, vingt-cinq ans, vient d'apporter un témoignage détaillé sur les massacres et les atrocités qui se déroulent dans son pays.

M. Sekabira a été libéré en juin dernier, après quatorze mois d'emprisonnement. Sa tragique aventure commence le 5 janvier 1976 sur l'aéroport d'Entebbe alors qu'il s'apprête, en compagnie de deux amis étudiants, à prendre l'avion pour le Canada. La police les arrête, car « les étudiants n'ont pas le droit de se rendre à l'étranger ».

Deux mois plus tard, après avoir été torturé, M. Sekabira est transféré au camp de Louzira où croupissent de nombreux prisonniers politiques, dont M. William Ssemu, ancien directeur d'une agence de presse, et le commandant de l'armée de l'air, Robert Wabwire, officiellement « disparus ». M. Wabwire avait été accusé d'espionnage pour avoir « parlé à un touriste américain ».

Deux mois plus tard, en avril, M. Sekabira est, en charge de trois, conduit aux services de la sûreté où on lui annonce qu'il est « condamné à vingt et un mois de prison ». On lui assure qu'il a de la « chance ».

Il est alors transféré au camp de la baie de Mouchoulon où on le bat à nouveau. C'est dans ce camp qu'il est contraint, avec d'autres prisonniers, de creuser la tombe de douze officiers de l'armée de l'air ougandaise. Certains d'entre eux avaient la main coupée, et trois étaient encore vivants au moment où ils furent enterrés. « L'un d'eux demanda de l'acide pour se brûler les yeux », raconte M. Sekabira. On lui donna pour toute réponse un coup de balonnette dans la poitrine. A la fin de juin 1976, au moment du détournement du Boeing d'Air France vers l'aéroport d'Entebbe, quelques centaines de soldats, pour la plupart des soldats et des aviateurs, ont été enrôlés dans le camp selon le témoin.

En mars 1977, M. Sekabira est envoyé, avec une vingtaine d'autres prisonniers, à Parisland, une île du lac Victoria. Tous troquent la tenue de prisonniers pour des uniformes. Le 26 mars, ils voient arriver des soldats et des officiers, portant des bottes et accompagnés d'un orchestre. Avant le début de la « soirée dansante », un colonel lit une liste de noms de soldats qui auraient « complété contre le président ». Ils sont fusillés sur-le-champ et les prisonniers servent une nouvelle fois de fossoyeurs. Amin Dada, accompagnés d'un Blanc (probablement son « conseiller aux affaires britanniques », M. Bob Astor), arrive alors. Il inspecte les tombes avant de se joindre en chantant et dansant, à la petite fête. De bonne humeur, le président demande à M. Sekabira les motifs de son emprisonnement puis accepte de le faire libérer, à condition qu'il garde le silence sur ce qu'il a vu. L'étudiant parviendra ensuite à quitter l'Ouganda.

parce qu'elle a combattu pour son indépendance et sa liberté ».

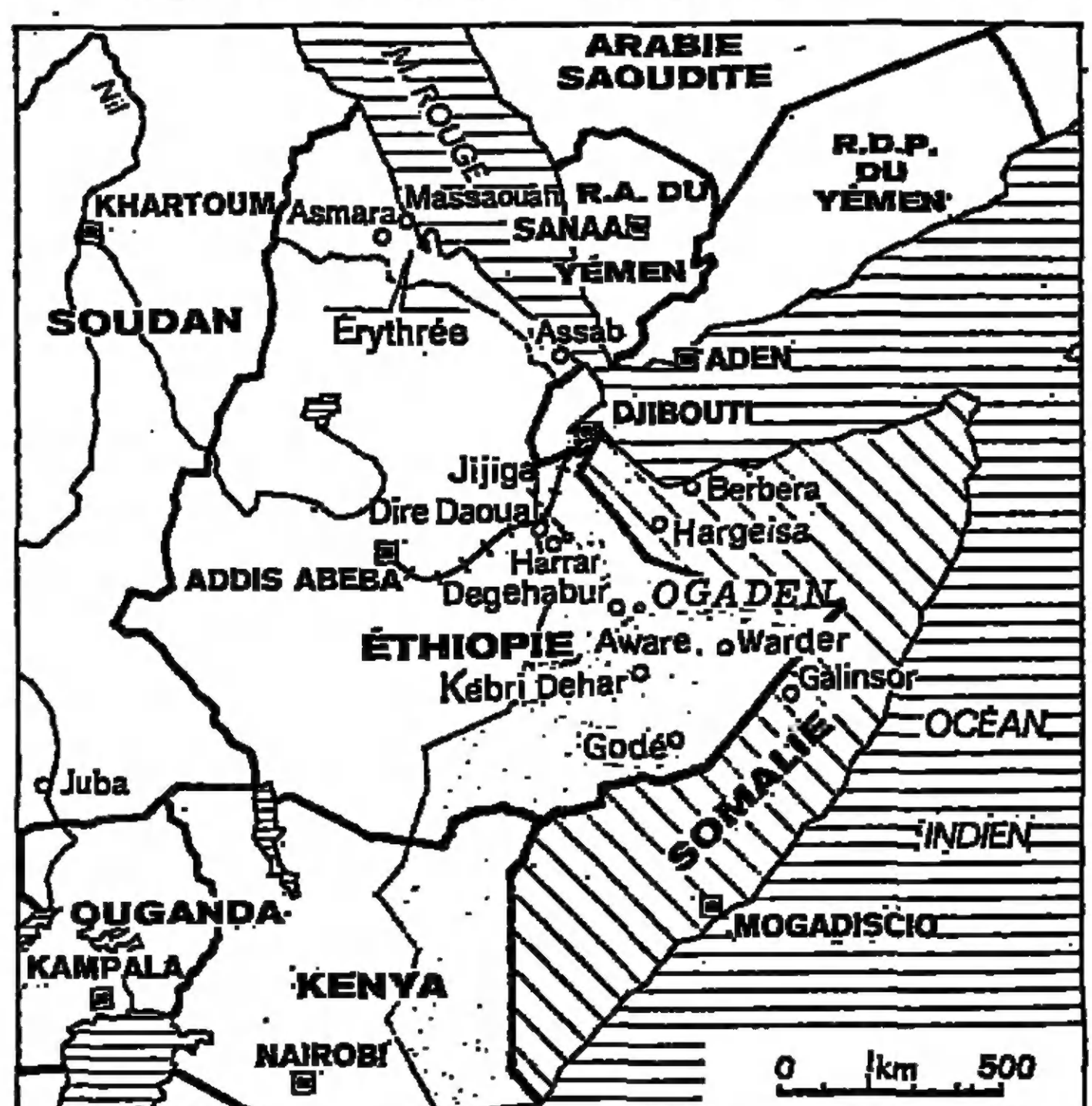
A Addis-Abeba, l'agence éthiopienne de presse a fait état d'un succès de l'armée gouvernementale en Ogaden. Celle-ci aurait repoussé une attaque lancée samedi dernier par les troupes somaliennes contre les localités de Zorcher et Tchene Hassan. Aidée de la milice et des anciens combattants, elle aurait tué « trente à quarante Somaliens » et récupéré d'importantes quantités d'armes. Pour sa part, le F.L.S.O. assure désormais le contrôle sur toute la Somalie Occidentale, à l'exception des trois villes de Barrat, Dire-Daoua et Jijiga.

D'autre part, des informations en provenance des diverses régions éthiopiennes montrent que le pays se prépare à un conflit prolongé. La population paraît plus en plus associée à l'effort de guerre. A Gondar, dans le Nord, les fonctionnaires ont réuni une somme de 35 000 Birr (85 000 F) destinée aux milices populaires et aux troupes régulières dépechées sur le front. Dans la capitale, quatre mille six cents personnes se sont por-

populaire à cette mobilisation est encourageante pour la junte au pouvoir. Depuis le 25 juin, des collectes ont réuni l'équivalent de 12 millions de francs, tandis que les fermes d'Etat promettaient d'augmenter leur production agricole de 11 % par rapport à 1976. Les ouvriers ont décidé d'apporter leur contribution au soutien de l'économie en effectuant des heures supplémentaires, y compris pendant les week-ends.

Par ailleurs, le correspondant de l'A.P. à Djibouti, qui s'est rendu récemment à Assala sur la frontière éthiopienne, rapporte que tous les postes de garde éthiopiens ont été abandonnés. Environ deux mille hommes de l'armée régulière somalienne seraient massés en face du poste djiboutien de Guisdir, point de jonction des trois frontières. Les maquisards du F.L.S.O. se seraient installés à Domelie, première gare éthiopienne le long de la voie ferrée Djibouti-Addis-Abeba. (Celle-ci est coupée depuis le 1^{er} juin.)

Le responsable du Front, dans cette localité, s'est rendu à plusieurs reprises au poste frontalier djiboutien de Guélie pour



territoires revendiqués par la Somalie

tées volontaires pour créer une banque du sang.

La campagne de soutien public à l'effort de guerre a été lancée après que le colonel Mengistu Halle Mariam, chef de l'Etat, eut accusé le 12 avril dernier le Soudan d'« intervention armée ouverte en Éthiopie ». Elle s'est intensifiée après l'annonce, le 23 juillet, de « l'agression somalienne ». Sur les murs d'Addis-Abeba, des slogans appellent la population « à tout donner pour les Fronts nord et est », à « défendre les frontières avec les justes », et l'économie avec les charmes ».

Bien qu'elle grève lourdement le budget des Éthiopiens, la réponse

prendre contact avec les autorités locales. Toutes les autres garnes comprises entre la frontière et Dire-Daoua, capitale de la province du Barrat, seraient également aux mains du F.L.S.O.

Depuis le début des affrontements dans la région, les postes frontaliers djiboutiens ont été renforcés en hommes et en matériel. Chaque jour, une trentaine de réfugiés se font enregistrer à Boudara, principal lieu de passage entre l'Éthiopie et l'ancien territoire français. Ils sont ensuite acheminés sur Dikhil, où deux mille d'entre eux sont déjà regroupés et pris en charge par les autorités du nouvel Etat. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Des coopérants en danger

La chaleur accablante qui règne durant l'été au Sahara ne ralentit en rien le rythme des opérations menées par les guérilleros du Front Polisario contre les « forces d'agression marocaines ». Elles s'ont intensifiées après l'annonce, le 23 juillet, de « l'agression somalienne ». Sur les murs d'Addis-Abeba, des slogans appellent la population « à tout donner pour les Fronts nord et est », à « défendre les frontières avec les justes », et l'économie avec les charmes ».

Bien qu'elle grève lourdement le budget des Éthiopiens, la réponse

2 août. D'autres accrochages auraient eu lieu ensuite dans la même zone, à Tiroin et à Ouadane. Les dirigeants du Moukchout ont continué ces affrontements. Le Front a, d'autre part, annoncé qu'il avait attaqué, le 4 août, le poste d'Amali, au sud de Tan-Tan, dans la province marocaine de Taraya. Les autorités chérifiennes ont gardé, selon leur habitude, un silence total sur cette opération.

Est-il encore possible, devant la multiplication de ces combats, de croire que le raid, effectué le 1^{er} mai dernier, contre la ville militaire de Zouérate, et au cours duquel six ressortissants français ont été enlevés et deux autres tués, constituait une opération exceptionnelle et isolée ?

Si les gouvernements de Nouakchott et de Rabat s'emploient à minimiser ou à nier les affrontements, les autorités françaises ne peuvent plus sous-estimer la gravité de la situation. Il est clair qu'à la sécurité des coopérants français (1) ne peut plus être garantie, tant en Mauritanie que dans le sud du royaume marocain. Il ne semble pas cependant que leur présence soit ramifiée en cause ni même qu'ils soient officiellement évacués des dangers que comporte leur mission. La question se pose pourtant avec d'autant plus d'acuité que plusieurs d'entre eux doivent rejoindre leur poste au moment de la rentrée scolaire en septembre. Le gouvernement français pourrait-il éviter de voir sa responsabilité mise en cause au cas où de nouveaux drames se produiraient ?

DANIEL JUNQUA.

(1) Ils sont plus de trois cents en Mauritanie et plus de sept mille au Maroc, mais dans ce dernier pays la plupart d'entre eux exercent leur activité au nord d'Agadiz.

LES REVOLUTIONS DE L'AFRIQUE

Indicateur de la révolution

هناك امين الاصل

Ethiopie

cipe de plus en plus à l'effort de guerre

LES RÉVOLUTIONS DE L'ÉGLISE BRÉSILIENNE

III. — Pour les Indiens, le droit à l'autodétermination

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Dans les précédents articles (« Le Monde » des 9 et 10 août), Charles Vanhecke a montré l'évolution du catholicisme dans un des États le plus défavorisés du Nordeste brésilien, là où l'évêque veut que l'Eglise naissse du peuple, puis il a décrit les difficiles expériences d'éveil populaire dans un autre diocèse.

Diamantino (Mato-Grosso). — « De l'Indien, nous voulons faire un Blanc. Nous lui « chantons » ce qu'il doit croire. Nous parlons de paradis que nous donnons le point d'arrivée de toute civilisation. Aujourd'hui, nous sommes que l'Indien à une vie spirituelle plus riche que la nôtre. Nous ne cessons pas d'en être émerveillés. »

Le Père José de Moura a cru apparemment qu'il était, avec sa Bible, un « point d'arrivée ». Dire qu'il y a entièrement renoncé serait beaucoup dire. Mais quand il évoque l'évangélisation d'autrefois, il ne peut éviter une sorte de mea culpa collectif. Désormais, en effet, les jésuites de Diamantino, bourgade perdue du Mato-Grosso, n'approchent plus l'Indien qu'avec mille précautions. Aux lumières du Christ ils ajoutent celles, plus compliquées, de l'ethnologie. Catéchiser, « acculturer », autant de mots interdits. L'heure est à ce que l'Eglise appelle l'« incarnation » : vivre comme les Indiens, et pas seulement avec eux.

Le diocèse de Diamantino est l'un des plus vastes du pays : 350 000 kilomètres carrés de savanes et d'arbustes épineux, irrigués par des fleuves qui, régulière-

ment, débordent. Vestige de la « ruée vers l'or » qui a enflé le Brésil du dix-huitième siècle, Diamantino, la ville des diamants — et aussi des pépites — est le « dernier point de civilisation » à l'entrée des grandes brousses du Brésil central. Depuis que le colonel Rondon y a posé les premiers poteaux télégraphiques, au début du siècle, et depuis les premières incursions de Lévi Strauss — chez les Nambikwara — la région n'a rien perdu de sa virginité.

Pourtant, les tribus ont fondu, les unes après les autres : il ne reste plus que trois mille sylvo-colons répartis sur une « terre de mission ». Arrivés il y a un demi-siècle, les jésuites ont catéchisé, « fabriqué » des petits Blancs dans leur internat d'élite. Ils n'ont renouvelé leurs méthodes qu'il y a dix ans. Aujourd'hui, la mission Anchieta (1) est connue dans tout le Brésil pour son opposition à la politique indigéniste du gouvernement : elle reconnaît en effet aux Indiens le droit à l'autodétermination.

Le Père José de Moura s'est « incarné » avec les Indiens, l'une des dix tribus assistées par les jésuites. Après s'être « incarné » pendant dix ans chez les Pareci, l'un de ses compagnons, le Père Adalberto Holanda, a dû se « désincerner » il y a quelques mois. Avant de raconter ses déboires, Adalberto explique comment, à force de collecter mythes et croyances — car il est ethnographe autant que missionnaire — il a fini par douter des mérites, suspects au départ, de toute catéchèse.

Évangéliser ? Pour ajouter quoi ?

« Évangéliser ? Pour ajouter quoi ? dit-il. Le Dieu éternel, l'âme immortelle, le purgatoire, le jugement dernier, tout cela existe chez les Pareci. Chez eux, les âmes, pour être sauvées, vont passer par une passerelle formée par un boa et des cailloux, celles qui ont été bonnes franchissent la passerelle, les autres tombent. »

Les papillons qui symbolisent l'âme des morts, les oiseaux messagers de l'au-delà, la chasse, la cueillette, la danse, les Indiens, chaque acte de la vie quotidienne marqué d'une relation avec l'Étre suprême : Pareci, tranche du Nambikwara sous aux yeux des missionnaires plus religieux qu'eux-mêmes. En outre, ils ont une « vie morale » : « Sur ce plan-là, nous n'avons rien de particulier à leur dire », Le Père José de Moura ajoute : « Nous qui faisons tant d'efforts pour alléger l'école... Il n'y a pas d'école plus légère que celle des Indiens ! »

Le mythe est la méthode « scolaire » par excellence. Fable, légende, le mythe « évolue par métaphores et métamorphoses » ; il est sans cesse recréé pour les besoins du jour. Il est l'expression, l'interprétation de la vie. Didactique, poétique, dynamique. « L'Indien n'opprime pas l'Indien, il lui raconte des histoires

tellement bien tournées que l'enfant sait comment se diriger dans la vie. » En outre, le mythe est sincère, authentique. « Au contact de la nature, l'Indien ne peut pas mentir. C'est pourquoi il est plus proche du Christ que beaucoup d'entre nous. Avant d'être contaminé par le Blanc, son « oui » est toujours « oui », et son « non » toujours « non ».

Pourtant, surprise : bien qu'ils soient subjugués par la richesse spirituelle et morale des Indiens, les jésuites de Diamantino n'ont pas renoncé pour autant à leur apporter un « message ». Adalberto confesse que plus il cherche, plus il doute. Mais ses doutes naissent de l'identité constatée entre les croyances des Pareci et les siennes. Si les Pareci n'avaient ni Étre suprême ni âme immortelle, où en serait Adalberto ?

Le Père José de Moura, lui, croit à la nécessité de témoigner d'une foi qui « transcende les cultures ». Le Dieu chrétien, selon lui, doit être révélé. « Le Dieu investi dans l'amour qui scelle le mariage, le Dieu venu vivre parmi les hommes, ce Dieu-là n'existe pas chez les Indiens. Il n'y a pas de peuple qui puisse découvrir tout seul un Dieu qui est à la fois Père, Fils et Saint-Esprit. »

Les tribus du « seriao »...

La nouveauté consiste à éviter que la « révélation divine » n'enfonce en conflit avec la façon de vivre et de penser des Indiens. D'où le recours à l'ethnologie. D'où le soin mis à apprendre la langue des tribus (chacune a sa sienne, sept ou huit) et à collecter mythes et croyances. Il s'agit d'insérer le message avec habileté, sans rien détruire ni même contraindre. Ainsi le Dieu chrétien est-il identifié avec celui des Indiens, les tribus du seriao avec celles d'Israël. « Nous leur montrons que leur organisation sociale est très proche de celle des Hébreux », Le témoignage d'aujourd'hui a donc des chances d'être plus efficace que l'ancienne catéchèse. L'Indien atteint que la surface des Étres. Les Indiens « croyaient » au Dieu des missionnaires pour leur faire plaisir, ou obtenir un bon parainage. « Mais dès qu'ils le pouvaient, ils disparaissaient dans

la forêt pour pratiquer leurs cultes. »

Les jésuites de Diamantino ont donc fait un bout de chemin, mais pas tout le chemin, entre les pratiques « ethnocentriques » du passé et le respect dû à l'identité indigène. Sur un point, pourtant, ils sont allés aussi loin que possible : en essayant de faire des Indiens des producteurs autonomes et libres.

Producteurs ? Oui, car les tribus n'ont plus le même espace vital qu'autrefois, cette aire de chasse et de cueillette où elles vivaient de la moitié « nomade », passant l'autre moitié « sédentaire » à travailler le sol avec des outils de pierre. Au fur et à mesure que les Indiens vivent sur un terrain plus réduit, et de surcroît peu fertile, les meilleures terres ayant été réservées aux grands fermiers. Sans peine de mort jette, il leur faut devenir de vrais agriculteurs.

Les « mirages » de la route

Les Pareci, par exemple, sont en voie de dénutrition progressive. Installés près de la route Cuaba-Porto-Velho, ils en ont subi tous les mirages : l'alcool, le transistor, le revolver, les panaches de fibre synthétique. Le village le plus exposé (les Pareci ont dix-huit villages) fait face à une station-service : les Indiens guettent les camionneurs pour vendre les colliers de fruits sylvestres, les ballons en caoutchouc sauvage, les hamacs, grâce à quoi ils accèdent aux ambulances modernes. Leur « aide » même traduit, de façon dérisoire, leur passage progressif d'une société à une autre. Une seule case est restée la « casa grande » des villages d'autrefois : l'enclos aéré, ombragé par le toit de palmes, qui sert à tout : à cuire le maïs ; à rouler sur la cendre les fibres de tucum, palmier sauvage, pour tresser un hamac ; à abriter les chiens et les dindons ; à faire la sieste ; à recevoir les hôtes de passage. Les autres cases sont cimentées ; au

lieu d'être communautaires, elles sont réduites au noyau familial : signe que la collectivité commence à se dissoudre.

La plupart des Indiens refusent le « progrès ». Ils sont réfractaires à la planification et à l'accumulation. Ils disent : « À quoi bon travailler, si le travail n'en finit jamais. » Les Pareci, eux, se sont déjà faits à l'idée d'un monde évoluer, progressivement accéléré. Ils veulent accéder à la panoplie blanche. « Mais le jour où ils échangeront leurs flèches contre des fusils, dit Adalberto, ils risquent de s'arrêter pour pouvoir acheter des carabines. » Les missionnaires ne cessent de buter sur ce problème : éviter que les Indiens n'aient des désirs dont ils soient incapables de payer le prix.

Les Jeeps, les émetteurs-radio, les tracteurs : autant d'outils que la mission Anchieta met à la disposition des tribus en vue d'une autonomie véritable. Mais en véri-

fiant d'abord que le tracteur n'a pas été demandé pour des raisons de « standing », parce que les voisins en ont un. « Nous nous méfions des impulsions indigènes, des désirs que la volonté étouffe. L'Indien qui veut du bétail, nous lui disons de faire d'abord un pâturage. Si la plante de l'herbe, nous savons alors qu'il désire vraiment avoir des bœufs. Telle est notre méthode : opposer mille difficultés à chaque demande, pour en vérifier l'authenticité. »

Le langage de la « participation » n'est pas toujours le plus facile à tenir. Adalberto l'a appris à ses dépens : « Padre não ajuda, só dá cubeca », ont dit un jour les Pareci à son propos. « Le père ne nous aide pas, il ne fait qu'ex-pliquer. » Et ils l'ont invité à

Des assemblées de chefs indigènes

Les missionnaires — du moins une avant-garde — pensent exactement l'inverse. L'Indien, disent-ils, doit être traité en être respecté. Il faut l'écouter et l'inciter à se prendre en charge. C'est pourquoi le CIMI organise, depuis quelques années, des assemblées de chefs indigènes : « Pour que les Indiens parlent d'eux-mêmes, prennent conscience de leurs droits, pour qu'ils s'unissent dans la défense de leurs terres et de leur culture », dit le président du CIMI, Mgr Tomas Balduino, évêque de Goiás. Quatre assemblées ont eu lieu. Mais la cinquième, qui réunissait, en janvier dernier, cent vingt chefs indigènes représentant quinze mille Indiens du Roraima (l'État de l'Amazonie), a été interrompue et interdite.

Le CIMI est une organisation de pointe. Il ne représente pas toutes les missions : beaucoup pratiquent encore une catéchèse traditionnelle, reflet d'un ethnocentrisme destructeur. Mais l'action du conseil a débordé le diocèse de Diamantino. D'autres tribus du Mato-Grosso ou d'Amazonie — Xavante, Bororo, Tapiapé, Mundurucú — ont commenté à « prendre la parole ». Cette action libératrice a porté les relations entre le gouvernement et l'Eglise missionnaire au point de rupture.

En décembre 1976, en effet, le ministre de l'Intérieur a menacé d'abolir les missions des zones indigènes et d'obtenir en dix ans une « intégration » totale des derniers sylvo-colons. Il s'est ravisé par la suite. L'Eglise catholique tient en permanence deux cents postes d'assistance, et l'ensemble des missions — protestantes et catholiques — assiste 50 000 des quelque 120 000 Indiens survivants. En outre, les religieux reviennent à transférer la F.U.N.A.I. la protection de toutes les tribus, ce que ses moyens ne lui permettent pas. Les déclarations ministérielles n'ont sans doute été

déguerpis. Aujourd'hui, Adalberto a mis un bon kilomètre entre sa case et celles d'une tribu réputée pour sa rugosité : elle est allée jusqu'à « séquestrer » le tracteur d'un fazendeiro qui avait eu l'imprudence de s'avancer sur ses terres.

C'est de la mission Anchieta qu'est né le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), organisme lié à la conférence épiscopale, et l'un des « casse-tête » du gouvernement de Brasilia. Le CIMI s'oppose en effet entièrement à la politique indigéniste officielle, telle qu'elle est appliquée par la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI). Pour eux, l'Indien est un mineur, et l'État doit exercer sur lui sa tutelle. Jusqu'au jour de son émancipation. En tant que mineur, il n'a qu'un droit d'« occupation » sur ses terres, et il ne peut gérer lui-même ses « plans de production ».

qu'une manœuvre, mais elles ont produit leur effet. Lors de leur dernière assemblée générale, en février, les évêques ont décidé de contrôler plus étroitement l'action et surtout les propos du CIMI, que son zèle missionnaire a souvent conduit à des diatribes violentes.

L'action progressiste des missions laisse cependant quelques questions sans réponse. Peut-on motoriser, « tractoriser », impunément les Indiens ? Adalberto se garde de toute conclusion définitive. Il ne nie pas les risques, à long terme, d'une « mort culturelle » des Pareci. Il sait que leur soutien des tracteurs, leur apprendre à les conduire, entraîne des bouleversements difficilement mesurables. Mais, à son avis, il s'agit là d'un moindre mal, destiné à prévenir une autre mort, biologique celle-là, par manque de cultures de subsistance. En tout cas, il parie sur la résistance du sentiment religieux. L'action, c'est ce qui reste quand les Indiens ont tout oublié. Chez les Pareci, comme dans d'autres tribus, la clé de voûte du système culturel et religieux est la « maison des flûtes sacrées », appelée ailleurs la « maison des hommes », parce que c'est là que les hommes se réunissent pour préparer les fêtes du groupe. Or, « quand les Pareci veulent acheter un vélo ou un tracteur, ils sont capables de vendre tout le système culturel et religieux », dit-il en conclusion le missionnaire. Mais les flûtes sacrées, jamais ! »

(1) Du nom d'un jésuite du seizième siècle, l'un des premiers missionnaires arrivés au Brésil.

Prochain article :

« NOUS NOUS LIBÉRERONS TOUS ENSEMBLE »

Uruguay

Le gouvernement promet

des élections générales pour 1981

Le gouvernement uruguayen a annoncé, mardi 10 août, que des élections présidentielles et parlementaires auront lieu en novembre 1981. Le président Aparicio Mendez, démissionnaire le 1^{er} septembre 1976 à la tête de l'État par les forces armées, a pris cette décision à la demande des chefs militaires.

Cette intention ne modifie rien le calendrier du plan de « redressement national » que les militaires avaient établi l'an dernier après avoir congédié M. Juan Bordaberry, élu président de la République en novembre 1971. Normalement prévues tous les cinq ans, les élections présidentielles et parlementaires, qui auraient dû avoir lieu en novembre 1976, avaient été suspendues en vertu de l'acte institutionnel numéro un. L'ordre établi temporairement, avait-on alors expliqué, est incompatible avec le libre jeu des partis. La date de

1981 avait toutefois été retenue pour organiser la prochaine consultation électorale libre.

Cette liberté sera toute relative. Seul sera autorisé le parti politique dit « traditionnel », Colorado et Blanco, qui depuis le début du siècle, avec une interruption de dix ans avant la seconde guerre mondiale, alternent au pouvoir, seront autorisés à y prendre part. Encore devront-ils, si le projet original se réalisait, se présenter à la présidence de la République, choisis parmi les rares personnalités qui n'ont pas été déshonorées de leurs pratiques politiques, et, présumé-t-on, avec l'approbation des forces armées. Les formations politiques qui avaient constitué en 1971 le Front élargi — les partis communiste, socialiste et démocrate-chrétien entre autres — et avaient alors recueilli près de vingt pour cent des suffrages, devront, semble-t-il, attendre 1986 avant de pouvoir présenter des candidats.

Un geste de conciliation à l'égard de Washington

En réaffirmant, une semaine avant la visite à Montevideo de M. Terence Todman, sous-secrétaire d'État aux affaires inter-américaines, leur volonté de rétablir les institutions démocratiques, en précisant la date de la prochaine consultation électorale, les militaires uruguayens ont, d'évidence, voulu faire un geste de conciliation à l'égard du gouvernement américain. Washington, qui a partiellement suspendu, au mois de mars, son aide militaire à l'Uruguay, continue d'exercer de vives pressions sur lui, pour que cessent les graves violations des droits de l'homme. Un nouvel ambassadeur américain a été nommé dans la capitale uruguayenne, en remplacement de M. Ernest Syracusa, qui avait partie liée avec les militaires et

ne cachait pas sa désapprobation à l'égard de la politique de M. Carter et du Congrès. « Je peux vous assurer, avait écrit M. Cyrus Vance, secrétaire d'État, à M. Eduardo Koch, membre de la Chambre des représentants, au mois de juin, que notre principale préoccupation, s'agissant de l'Uruguay, est d'y obtenir une amélioration de la situation des droits de l'homme et des pratiques du gouvernement uruguayen. »

Les gouvernants uruguayens ont, dans un premier temps, réagi de manière indignée, réjetant au bloc toute l'assistance militaire américaine. Mais ils savent que leur petit pays est très vulnérable aux pressions économiques et ne peut affronter la puissance des États-Unis. — Ph. L.

PROCHE-ORIENT

Egypte

L'influence politique des États-Unis n'a pas d'équivalent économique

Le Caire. — Lorsque, après la guerre d'octobre 1973, Washington et Le Caire renouèrent les liens rompus à l'époque de Nasser, nombreux furent ceux qui prédisaient une rapide « invasion » de la vallée du Nil par les Américains. En réalité, si ces derniers ont, depuis lors, développé leur influence politique en Egypte, leur pénétration dans les autres secteurs de la vie du pays est restée jusqu'ici relativement modeste. Ni dans l'industrie, ni dans l'armée, la présence américaine n'a pris l'allure de monopole contraignant pour la souveraineté égyptienne qu'avait la présence soviétique au début de cette décennie.

De notre correspondant

arabo-américain, avec un investissement de 10 millions de dollars, et de Mac Avoy, firme spécialisée dans le matériel pétrolier. Quant aux parts américaines dans l'Arab International Insurance et dans la société hôtelière Marriott-Egypt, elles atteignent dans chaque cas un montant de 5 millions de dollars.

Un rôle important dans le secteur bancaire

Les banques sont l'unique branche de l'économie américaine ayant réalisé une réelle pénétration en Egypte. Quatre établissements mixtes, dans lesquels Le Caire détient 51 % des actions, ont été formés avec des grandes banques américaines comme la Chase Manhattan, sans compter les filiales en Egypte de groupes bancaires américains autorisés à opérer qu'en devises. On estime que les banques américaines ont assuré cette année la moitié de l'activité bancaire étrangère en Egypte, laquelle représente 15 % environ de l'activité bancaire totale du pays. La Chase Egypt avait déclaré un bénéfice de 2 500 000 dollars en 1976.

Sur le plan militaire, la récente annonce (le Monde du 29 juillet) de la vente éventuelle de 200 millions de dollars d'armement par les États-Unis à l'Egypte pourrait, si elle est suivie d'autres achats égyptiens outre-Atlantique, modifier sensiblement une situation caractérisée jusqu'ici par une très faible présence américaine. Le matériel américain en service dans

l'armée égyptienne est constitué essentiellement, à ce jour, par des véhicules non blindés et par six avions de transport C-130. Le montage de jeeps américaines au Caire reste un vague projet. Dans l'immédiat, le Raïs voudrait pouvoir acheter des chasseurs F-5 aux Américains, mais ceux-ci ne lui proposent pour l'instant que de nouveaux C-130 et des appareils de reconnaissance.

Dans le domaine culturel, la pénétration américaine demeure également limitée. Les films d'Hollywood n'étaient pas moins largement distribués à l'époque de la rupture. L'université américaine du Caire, avec ses deux mille étudiants, reste marginale malgré la validation accordée maintenant par l'Egypte à certains de ses diplômes.

En visite au Caire en juin 1974, le président Nixon avait signé un protocole portant sur divers projets d'amélioration de l'infrastructure globale de deux milliards de dollars. Trois ans plus tard, on en est pratiquement toujours au même point, sauf, semble-t-il, en ce qui concerne la modernisation de l'usine textile de Mohalla-El-Koubra (Delta), la cimenterie de Suez et la centrale électrique d'Ismaïlia. Michelin ayant été préféré à Goodrich pour la fabrication de pneus spéciaux, la firme américaine s'installera-t-elle en Egypte pour fabriquer des pneus ordinaires ?

L'organisme égyptien pour les investissements étrangers, les ceux-ci atteindraient, toutes provenances confondues, 200 millions de dollars en 1977, tandis que le Banque mondiale estime que seule la moitié de cette somme sera effectivement investie.

2,3 milliards de francs d'aide civile publique en cinq ans

L'aide civile publique américaine, nulle au début de cette décennie, a représenté depuis cinq ans la somme globale de 2 milliards de dollars, dont 980 millions de dollars pour l'exercice 1977, y compris une « rallonge » de 60 millions de dollars attribuée après les troubles de janvier dernier. Sur ces 970 millions de dollars, 280 sont en principe destinés à des études et projets, mais il est probable que la bureaucratie égyptienne empêchera qu'une bonne partie de cette somme soit dépensée dans cette année. Depuis sa reprise, l'aide publique américaine n'aurait été effectivement utilisée qu'à raison de 20 % de son total. Aussi bien les concours financiers publics américains en faveur de l'industrialisation sont-ils en baisse. En revanche, les « soft loans » des États-Unis à la balance des paiements, qui ont doublé d'une année sur l'autre, atteignant 500 millions de dollars en 1977. Ce « soft loan » est en fait, comme l'ensemble de l'aide publique américaine, avec un délai de grâce de dix ans, assorti d'un taux d'intérêt de 0 %.

Ces prêts étant « liés », une forte hausse des achats égyptiens outre-Atlantique a été enregistrée, faisant des États-Unis les premiers fournisseurs du pays avant la France et l'Union soviétique. Les ventes américaines sont passées de 75 millions de dollars en 1972 à 810 millions de dollars l'an passé.

La moitié de la valeur des importations égyptiennes d'Amérique est constituée par des céréales et des dérivés. Les achats américains en Egypte restent insignifiants, une part considérable du déficit commercial égyptien, lequel a été de 2,5 milliards de dollars l'an dernier, provient des échanges avec les États-Unis. La « scorbomanie » égyptienne n'est pas responsable de la seule de la timidité de la perçue économique des États-Unis en Egypte. L'absence quasi intégrale d'investissements privés américains s'explique aussi par les incertitudes sur l'avenir politique du Proche-Orient et par le maintien de lois nassériennes qui empêchent l'Egypte, malgré un certain retour au système libéral, de pratiquer totalement la libre entreprise.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Liban

LE DIRECTEUR DU BUREAU DE L'A.F.P. A BEYROUTH EST INTERPELLÉ ET CONDUIT A DAMAS

M. Paul Delfer, directeur du bureau de l'Agence France-Presse au Liban, a été interpellé dans la soirée du dimanche 7 août, à son domicile de Beyrouth, par deux personnes non identifiées qui l'ont conduit au bureau libanais de l'agence syrienne Sana. Retenu pendant près de deux heures dans les locaux de cette agence, M. Delfer a ensuite été transféré à Damas, où il se trouvait actuellement entre les mains des autorités civiles syriennes. L'Agence France-Presse a saisi les autorités diplomatiques françaises, libanaises et syriennes.

LA MISSION DE M. VANCE

Selon les dirigeants israéliens, Jérusalem ne considérera jamais l'O.L.P. comme un interlocuteur

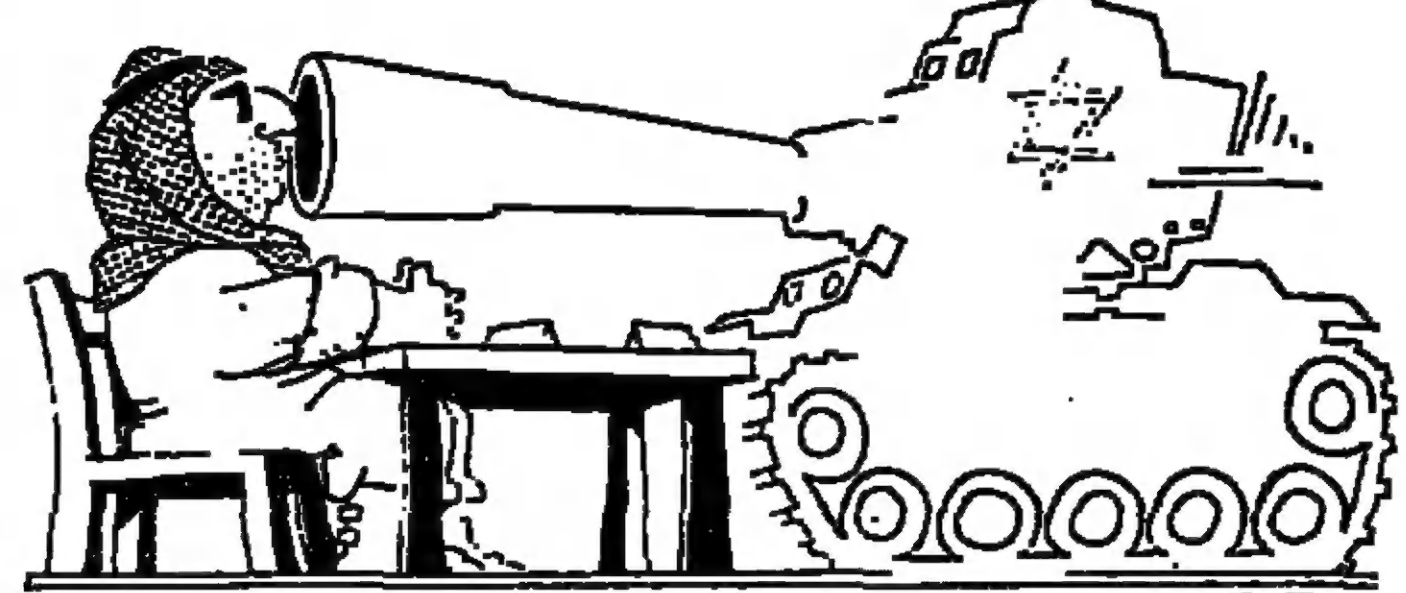
De notre correspondant

ne serait pas admise à la table de négociations.

Dans l'allocution prononcée au cours du dîner de quelques centaines de couverts donné au pied de la tapisserie de Chagall qui orne le foyer de la Knesset, M. Begin s'est plu, pour sa part, à saluer les premiers succès que M. Vance avait enregistrés dans son effort de médiation. Le premier ministre n'a fourni aucune précision sur ces « succès ». Le chef du gouvernement a ensuite longuement expliqué le refus d'Israël d'admettre l'O.L.P. comme interlocuteur. Cette organisation est, pour M. Begin, une menace

procédure que sur le fond du problème. A aucun moment, dans ses déclarations publiques, il n'a mentionné l'O.L.P. ni l'éventualité d'une modification de la composition de la conférence de Genève.

Cette conférence paraît d'ailleurs sinon compromise, du moins retardée. Il semble exclu, en tout cas, qu'elle puisse se réunir en octobre prochain. En revanche, il est question de la présence à New York, en septembre prochain, des ministres des affaires étrangères des pays de la région pour assister à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies. A cette occasion, les Américains espèrent arracher des décisions soit par des rencontres dans des « groupes de travail » qu'ils ont déjà suggérés, soit par des entretiens séparés avec chacun des ministres. Ce malgré bilan de la mission



(Dessin de PLANTU.)

pour le monde libre, et la charte palestinienne est un « Mein Kampf » arabe » aussi dangereux que celui que, quarante ans plus tôt, le monde n'a pas eu de voir prendre au sérieux.

Avant été suffisamment clair avant son arrivée à Jérusalem, M. Cyrus Vance a choisi de s'en tenir aux généralités dans sa réponse à Begin et dans ses brèves déclarations à la presse. Les États-Unis, dit-il notamment, entendent jouer un rôle actif de médiateur, tant sur le plan de la

Vance était en somme prévisible, et certains vont à Jérusalem, jusqu'à penser que le président Carter et son ministre des affaires étrangères ont fait leurs frénétiques déclarations du 8 août en prévision de cet échec et en sachant pertinemment ce que serait la réaction israélienne. Le refus israélien permet de faire porter la responsabilité de cet échec à tous les interlocuteurs de M. Vance.

ANDRÉ SCAMAMA.

A travers le monde

Italie

● UN RELAIS diffusant, notamment en Italie, les émissions de Tété-Monte-Carlo a été détruit à l'explosion dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 août, sur le mont Pinocchio, apprend-on à Lucques (Toscane). Le relais devait commencer dans quelques jours à retransmettre des émissions de la télévision suisse et de la chaîne Capodistria. Il a été mis totalement hors de service. L'attentat a été revendiqué par un tract signé Lutte groupe Lutte armée pour le communisme. — (A.F.P.)

Maroc

● SOIXANTE DIXETTES MARXISTES-LENINISTES de la prison de Kentira viennent d'observer une grève de la faim de treize jours pour protester contre la mise en secret d'un de leurs camarades. Ce sont leurs parents qui ont diffusé cette information en envoyant une lettre au quotidien de l'« Itidalj l'Opinion ». A la suite de ce mouvement, présentiel, les autorités pénitentiaires ont procédé à une série de vexations et de privations aggravant ainsi « de façon déstabilisante » les conditions de détention. — (Reuters)

Papouasie - Nouvelle-Guinée

● M. MICHAEL SOMARE, chef du gouvernement depuis l'indépendance, en 1975, a été réélu pour cinq ans premier ministre, mardi 8 août, par la nouvelle Assemblée nationale.

Union soviétique

● LES ÉTATS-UNIS ont refusé d'accorder un visa d'entrée à un groupe de syndicalistes soviétiques auxquels une invitation avait été adressée le 28 mars dernier par le Comité national du syndicat d'actions pour la démocratie, a annoncé l'agence Tass le mardi 8 août, jour où cette délégation devait partir pour les États-Unis. — (A.F.P.)

Yugoslavie

● LE SÉNATEUR DÉMOCRATE AMÉRICAIN GEORGE McGOVERN est arrivé mardi 8 août à Belgrade pour une visite officielle de quatre jours. Samedi, le sénateur quittera Belgrade pour Budapest, deuxième étape d'une tournée qui le mènera ensuite à Varsovie, Leningrad, Kiev, Moscou et Copenhague. — (A.F.P.)

Le projet d'amendement de la résolution 242

La réunion du conseil central de l'O.L.P. est reportée au 25 août

La réunion du conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) qui devait se tenir le 18 août à Damas, en vue de se prononcer sur une éventuelle acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité, a été ajournée au 25 août à la demande de M. Yasser Arafat. Selon M. Khaled Fahoum, président du Conseil national palestinien, le chef de l'O.L.P. a jugé utile de reporter cette réunion afin de permettre au comité exécutif d'examiner de manière approfondie l'impact de la question palestinienne, sur le plan arabe et sur le plan international.

L'O.L.P. a, d'autre part, rendu publique, mardi 8 août à Beyrouth, une « mise au point définitive » au sujet de l'« avisance d'intention » sur l'attitude palestinienne à l'égard de la résolution 242. Soulignant que l'attitude de l'O.L.P. à l'égard de cette résolution se fonde sur les décisions du Conseil national palestinien, l'agence d'information de l'O.L.P. Wafa précise que l'organisation palestinienne ne pourra pas participer à la conférence de Genève, tant que la résolution 242 ignore le peuple palestinien et ses droits nationaux à retourner dans sa patrie, à bénéficier de l'autodétermination et à instaurer son Etat national indépendant sur son sol national.

L'agence précise que l'amendement de la résolution devra « garantir les droits nationaux du peuple palestinien » et être rédigé en conformité avec les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, notamment la résolution 2236, qui « reconnaît les droits légitimes nationaux des Palestiniens ». L'agence rappelle à ce propos que l'Assemblée générale avait voté ce texte par 80 voix contre 8 (dont Israël et les États-Unis) à l'issue du débat sur la Palestine qui avait été ouvert par le discours de M. Yasser Arafat, en novembre 1974.

● A Damas, le président Assad a repris, mardi, l'idée d'une « délégation commune arabe » à Genève, mais a ajouté que s'il n'était pas possible de former une délégation unique, « la Syrie, l'Egypte, la Jordanie et l'O.L.P. devront être représentées par des délégations indépendantes à condition qu'il existe entre elles une coordination totale ». Réaffirmant son refus d'un « groupe de travail » israélo-arabe, le chef de l'Etat syrien a rappelé les grandes lignes de la position de son pays : exercice des droits du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination ; retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers en Palestine, conformément aux résolutions des Nations

unies, et retrait israélien total des territoires occupés en 1967. — (A.F.P., U.P.I.)

● A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré, mardi 9 août, que la France n'a pas actuellement l'intention de demander une réunion du Conseil de sécurité pour modifier la résolution 242 sur le Proche-Orient. Cette mise au point fait suite à une information du Caire indiquant que le ministre français des affaires étrangères s'était entretenu de cette question, en février, dans la capitale égyptienne, avec les dirigeants palestiniens et que, pendant la prochaine Assemblée de l'ONU, en septembre, la France demanderait une réunion d'urgence du Conseil de sécurité. « La France a toujours estimé que la résolution 242 devait être complétée pour tenir compte des droits du peuple palestinien », a déclaré le porte-parole, mais ce point n'a pas été spécifiquement abordé lors de la visite de M. de Gaulle au Caire et aucune initiative française en ce sens n'est à l'étude.

(1) Instance intermédiaire entre le Conseil national palestinien, qui fait fonction de Parlement, et le comité exécutif de l'O.L.P., le conseil central se réunit pour discuter des grandes orientations de l'organisation palestinienne.

ASIE

Thaïlande

SEPT CAMBODGIENS SONT LYNCHÉS PAR DES VILLAGEOIS

Bangkok (U.P.I., A.F.P.). — Sept Cambodgiens interceptés lundi 8 août, dans le hameau frontalier de Thap-Siem, à 300 kilomètres au nord-est de Bangkok, ont été battus à mort par la population, rapporte la presse thaïlandaise. Le même jour avait été le théâtre, le 2 août, d'un raid de Khmers rouges au cours duquel vingt-huit villageois et policiers avaient été tués (le Monde du 3 août). Selon le quotidien de Bangkok *Thai Rath*, le dernier incident s'est produit lorsque l'un des Cambodgiens, qui prétendaient chercher asile, a participé à l'attaque de la semaine précédente, suscitant la fureur de la foule.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du

Monde

Au sommaire du numéro d'août

Polémique autour du P.C. italien

SAUVER UN ÉTAT EN DÉCOMPOSITION ?

(Ferdinando Scianna)

LA TENTATION DU PROTECTIONNISME

(J. Busnel et J. Saglio)

LE MALAISE DE LA GAUCHE JAPONAISE

(Philippe Pons)

AU KURDISTAN IRAKIEN : LA FICTION DE L'AUTONOMIE

(Chris Kutschera)

ISLAM ET POLITIQUE Domination ou libération ?

Le jeu changeant des puissances coloniales (H. Chérif). — En Afrique noire : distanciation et occultisme (Pierre Alexandre). — Le nouvel élan des Frères musulmans (Abdel Aziz Ramadan). — Iran : De l'indépendance religieuse à l'opposition démocratique (Nikki Kodjic). — Pacte islamique et impérialisme (Sami Mansour). — Une nouvelle approche de l'islam sunnite (Hussein Hanafi). — Pouvoir communiste et islam en U.R.S.S. (Hélène Carrère d'Encausse).

CINÉMA POLITIQUE : Ecrans arabes

L'Albanie, un petit pays qui ne prétend pas se poser en modèle (Yves Letourneur et Eric Vigne).

La Thaïlande, ou la fragilité de la manière forte (reportage de Marcel Borag).

La stratégie du Front Polisario après un an et demi de combats au Sahara occidental (Raoul Weizsäcker).

Tiers monde : Encoder l'agriculture ou former des paysans ? (François de Ravignan).

L'activité des organisations internationales.

Supplément sur la Catalogne.

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.



Le roi Hussein mèn

هذه امينة الاصل

MISSION DE M. VANCE

rachem. Jérusalem ne considérera jamais l'O.N. comme un interlocuteur



JORDANIE : 25 ans d'un règne tourmenté

Etabli sur le trône le 11 août 1952 par l'Assemblée nationale, le roi Hussein de Jordanie est devenu aujourd'hui le doyen des chefs d'Etat arabes en exercice. Le souverain se trouve confronté, après vingt-cinq ans d'un difficile exercice du pouvoir, aux défis et souvent douloureux problèmes que valent à la Jordanie une création trop artificielle et la menace permanente que constitue la présence d'Israël à ses frontières.

Si, après des années de tensions avec les Palestiniens, le roi Hussein a pu de nouveau rétablir le dialogue avec l'O.L.P. du président Yasser Arafat et si, aujourd'hui, un long processus a conduit la Jordanie à rechercher avec persévérance les formes d'une alliance avec la Syrie, les incertitudes comme les craintes ne sont pas toutes effacées. Pour garder à son pays la place qu'il occupe dans le monde arabe, le roi Hussein, qui n'ignore pas qu'Amman est plus que jamais au centre du conflit israélo-arabe, poursuit auprès des grandes puissances, comme auprès des pays arabes, un jeu diplomatique difficile mais vital pour l'existence même de son royaume.

Le roi Hussein mène un jeu diplomatique serré

La défaite des armées arabes en juin 1967, en privant la Jordanie de la riche rive occidentale du Jourdain et en provoquant l'afflux de deux cent quatre-vingt mille nouveaux réfugiés palestiniens sur son territoire, a créé les conditions de l'affrontement jordanien-palestinien de septembre 1970. Le roi Hussein, dont le royaume se trouve désormais réduit à la Transjordanie, ne peut tolérer qu'un double pouvoir s'instaure à Amman et prend prétexte des actions du Front populaire de la Palestine (F.P.L.P.) de M. Georges Habbache pour engager une épreuve de force avec la résistance. Sa victoire éclatante acquise en juillet 1971 lui vaut une réputation quasi générale et suscite l'isolement de la Jordanie au sein des pays arabes.

Desormais, bon nombre d'obstacles se trouvent levés sur le chemin d'une réconciliation entre le souverain hachémite et M. Yasser Arafat. Sous la pression de Damas, le conseil central de l'O.L.P. engage en janvier 1977 le comité exécutif à entamer le dialogue sur la base des résolutions du sommet de Rabat. Une délégation palestinienne, conduite par M. Khaled Fakhoury, président du C.N.P., se rend à Amman le 22 février pour amorcer les premiers contacts après une rupture de six ans. Le 8 mars, à l'occasion du sommet arabo-africain du Caire, le roi Hussein et M. Yasser Arafat, qui ne s'étaient pas rencontrés depuis septembre 1970, scellent cette « réconciliation ».

Encore peu convaincu de la nécessité de voir l'O.L.P. se rendre à Genève en délégation autonome, le roi précise que la patrie des Palestiniens « ne se situe pas à l'est du Jourdain, mais à l'ouest, en Cisjordanie », mais se déclare favorable à l'établissement « de liens étroits entre la Jordanie et un nouvel Etat palestinien ». Parallèlement, plusieurs pays arabes — la Syrie, l'Egypte et l'Arabie Saoudite — sont aujourd'hui tentés de reconsidérer, cette fois avec bienveillance, le projet de confédération entre la Jordanie et le futur Etat palestinien sous une forme assez proche de celle du Royaume arabe uni de 1972. Rendu prudent par le relatif échec de sa politique d'intégration des Palestiniens et tirant les leçons du passé, le roi Hussein relance le vieux projet dans la mesure où il lui apparaît être une chance de voir régler le problème

national depuis le précédent « sommet » d'Alger de 1973, se rallie à la résolution en cinq points qui affirme notamment « le droit du peuple palestinien d'établir un pouvoir national indépendant sous la direction de l'O.L.P. en sa qualité de seul et légitime représentant du peuple palestinien sur tout territoire libéré ». De ce fait il abandonne publiquement ses prétentions sur la Cisjordanie.

La « réconciliation » avec l'O.L.P. palestinien tout en maintenant l'intégrité de son royaume. L'O.L.P., quant à elle, semble peu disposée à y souscrire. Abdallah, émir de la Transjordanie puis roi de Jordanie, en voulant réaliser sous son égide une « grande Syrie » englobant la Syrie, la Transjordanie, le Liban et les Palestiniens, provoque, en août 1947, la création d'un front commun syro-libanais pour faire face à cette entreprise. La mort du roi, assassiné en 1951, puis les conséquences de la signature du pacte de Bagdad en 1955, auquel l'adhère pas, sous la pression de l'opinion, la Jordanie, ouvrent d'abord une période faste dans les relations avec la Syrie. Après un échange de visites des deux chefs d'Etat en avril et en mai 1956, une union économique et douanière est instituée en août. La désignation de M. Soliman Naboulsi à la tête du gouvernement jordanien favorise la signature d'un traité militaire tripartite avec l'Egypte et la Syrie, qui place les armées sous un commandement unifié et, en janvier 1957, la conclusion d'un pacte de solidarité arabe auquel adhère également l'Arabie Saoudite.

Depuis, les rapports vont rapidement se détériorer lorsque l'aide américaine à la Jordanie se fait, durant l'année 1957, plus précise, et que des armes sont livrées. La formation de l'union syro-egyptienne en février 1958 conduit à la rupture des relations diplomatiques entre Amman et Damas. Une période de tension, au cours de laquelle se répètent des incidents, dont certains assez graves, se prolonge jusqu'en 1972. L'écla-

tement de la R.A.U., en septembre 1961, s'il permet le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, puis la ratification d'un protocole commercial en 1965, ne suffisent pas à assainir l'atmosphère. L'accusation portée par les autorités jordaniennes contre Damas d'entretenir des groupes subversifs ayant pour mission de renverser le roi Hussein comme la politique d'Amman à l'égard de la résistance palestinienne — une brigade blindée syrienne formée en partie de contingents de l'Armée de libération de la Palestine tente de pénétrer en Jordanie le 19 septembre 1970 — portent cette tension à son paroxysme : les relations sont de nouveau rompues et les frontières fermées.

Mais la réactivation du front arabo-palestinien en janvier 1973, qui donne lieu à la formation d'un commandement militaire unifié placé sous la responsabilité du ministre de la guerre égyptien, incite le président Assad à rouvrir le dialogue avec le roi Hussein. Tout ira des lors très vite et, le 9 septembre 1973, un « sommet » de la réconciliation réunit au Caire le roi Hussein, le président Assad et le président Sadate. Le 4 octobre, les relations diplomatiques sont rétablies. Malgré la faible participation de la Jordanie à la guerre d'octobre, son attitude, lors du dernier « sommet » de Rabat, à l'égard de l'O.L.P. lève les derniers obstacles à ce qui va devenir une véritable coopération syro-jordanienne.

L'entente avec la Syrie

La visite du président Assad, le 10 juin 1975, à Amman, concrétise de manière éclatante ce tournant décisif : une haute commission de coordination, sous la présidence des deux premiers ministres, est installée pour définir des programmes de développement, de coordination et d'intégration dans les domaines politique, militaire, économique, industriel, de l'information et de la culture. Les commissions se réunissent avec une fréquence et une régularité assez remarquables et des réalisations en résultent, en particulier dans le secteur économique. La visite, en août 1975, du roi Hussein à Damas est l'occasion de mettre en place un conseil de commandement suprême syro-jordanien, qui, sous l'autorité des deux chefs d'Etat, a pour mission de coordonner la politique étrangère, d'intégrer les politiques économiques, de coordonner l'éducation et l'information et, enfin, de prendre des dispositions conjointes dans le domaine militaire et de la sécurité.

Les sessions de la haute commission de coordination, sous celles du conseil de commandement donnent lieu à des rencontres « au sommet », tandis qu'aux échelons subalternes s'opère un travail permanent de coordination, qui paraît considérable si l'on dresse le bilan de deux ans à peine d'efforts. Aujourd'hui, le degré d'intégration est tel que l'on parle volontiers de buses jetées pour une fédération syro-jordanienne. Un journal koweïtien écrit même pouvoir annoncer en avril qu'une « union syro-jordanienne » est sur le point d'être proclamée. Quelle que soit la forme que pourrait prendre à plus ou moins longue échéance cette alliance de la Jordanie et de la Syrie et quelles que soient les intentions prêtées au président Assad — l'homme fort de la région — le roi Hussein, en n'ayant pas craint de développer des liens aussi étroits avec une République progressiste, a su sortir la Jordanie de l'isolement qui fut, à une époque encore récente, le sien. La stratégie hégémonique régionale de Damas, la naissance d'une Palestine retrouvée et la survie de la Jordanie en tant qu'Etat ont-elles des chances d'être réalisées au sein d'une vaste confédération ? L'histoire des relations inter-arabes, si fertile en rebondissements imprévus, n'autorise pas à tenir pour probable une telle hypothèse. Mais, en ayant fait de la Syrie un allié puissant, le roi Hussein s'est constitué un de ses atouts les plus précieux dans le difficile combat diplomatique qu'il conduit.

La participation jordanienne à la guerre d'octobre 1973 est bien moins importante. Sollicité par les pays arabes pour ouvrir un troisième front contre Israël, le roi Hussein refuse et n'engage, le 13 octobre, sur le flanc sud du front syrien, que la 40^e brigade blindée forte de trois mille cinq cents hommes. Le roi interdit, par ailleurs, à l'armée irakienne la traversée de son territoire et l'utilisation de ses aéroports. Pour motiver cette attitude, mal accueillie par l'ensemble des pays arabes, le gouvernement jordanien invoque l'absence de moyens de franchissement sur le Jourdain et la faiblesse des défenses aériennes. En fait, écarté de la préparation de la guerre par l'Egypte et la Syrie, le roi Hussein n'a pas voulu s'engager son armée dans un conflit pour lequel il jugeait ses forces insuffisamment préparées.

En 1977 l'armée jordanienne, forte de soixante-dix mille hommes, bien entraînée et disposant d'une aviation équipée de soixante-six Starfighters F-5 et 7-104, va recevoir les quatorze batteries de Hawk payées par l'Arabie Saoudite qui manquaient à sa panoplie. Lorsqu'on l'interroge sur une participation de son armée à une nouvelle guerre, le roi Hussein affirme avec force que celle-ci serait engagée. Le processus d'intégration des forces armées de la Syrie et de la Jordanie sous un commandement unifié confirme cette volonté.

PHILIPPE RONDOT.

(Lire la suite page 8.)

La JORDANIE

l'un des plus anciens pays du monde

La Jordanie d'aujourd'hui, avec ses villes, ses hôtels et ses innombrables sanctuaires, est aussi un pays moderne qui a beaucoup à offrir à ses visiteurs. Depuis l'aventure et le dépaysement d'une excursion dans le désert à Wadi Rum, jusqu'à la fraîcheur des eaux cristallines d'Aqaba l'été indien.

L'émerveillement de la découverte ne s'arrête pas là. Il continue avec Amman, l'antique Phénicie, aujourd'hui capitale en plein essor, ornée de son théâtre romain et de sa citadelle; Petra, la ville rose-rouge taillée dans le roc par les Nabatéens; les monuments pré-romains de Jerash, exemple parfait d'une ville romaine de province; Amra, l'oasis aux 250 variétés d'oiseaux; la vallée du Jourdain, avec ses nombreux sites historiques; la Mer Morte, dont le niveau, situé à 392 mètres au-dessous de celui de la mer, est le point le plus bas du globe.

"Ahlau Wa Sahlan"

Bienvenue en Jordanie, terre antique et moderne.

Pour de plus amples informations, écrire à : Jordan Ministry of Tourism and Antiquities, P.O. Box 254, AMMAN, JORDANIE





JORDANIE 1952-1977

L'histoire orageuse

DEPUIS plus d'un demi-siècle, la dynastie hachémite régit le royaume de Jordanie. Mais il y a près de huit siècles qu'a été fondée la dynastie des Hachémites, descendants du prophète Mohamed par sa fille Fatima et son petit-fils Hassan, la haute dignité de grand chef de la Mecque, gouverneur des lieux saints de l'islam. Et c'est en 1916 que le chef Hussein, lançant contre les Ottomans la fameuse « Révolte dans le désert », se fit le grand pionnier de l'indépendance arabe.

Aussi le roi Hussein, l'arrière-petit-fils du chef Hussein, déclare-t-il avec fierté : « Depuis des années, tous les conflits qui ont agité la nation arabe sont mes conflits (1). Depuis quatre générations, les Hachémites se battent pour la même cause, pour le même idéal. Le chef Hussein, à la Mecque, a été le premier à brandir l'étendard ; mon grand-père Abdallah a été le deuxième, puis vint mon père. Moi, je suis de la quatrième génération de ceux qui se battent pour la même cause, pour le même idéal (1). »

Et, sans nul doute, l'énergie et le sens politique de l'actuel souverain jordanien sont pour beaucoup dans le fait que la dynastie hachémite régit toujours à Amman, qui avait pu paraître initialement son bastion le moins important, alors qu'il n'y avait pas de Damas. Elle a cessé de dominer à La Mecque dès 1924 et à Bagdad en 1958.

La vocation étatique de la Transjordanie, devenue par la suite la Jordanie, ne découle ni d'une configuration géographique originale ni des lointains développements de l'islam. Elle procède indirectement des dispositions arrêtées par les Alliés durant la première guerre mondiale. Les

effets combinés d'une répartition des territoires arabes du Levant entre mandat français (Liban et Syrie) et mandat britannique (Palestine, Irak), puis de l'institution d'un Foyer national juif dont l'emprise fut bientôt limitée à la région ouest du Jourdain, mettent en quelque sorte à part, sur la rive gauche de ce fleuve, les prolongements des collines et des plaines de Syrie au sud de la limite conventionnelle du mandat français. De cette région, Londres croit vite expédient de faire un petit Etat sous sa tutelle.

Bon gré mal gré, les princes hachémites qui avaient aidé les Alliés à rejeter les Ottomans hors de ces territoires arabes et escomptaient pour eux-ci l'indépendance immédiate, sous leur sceptre, et l'unité, doivent, au moment des règlements de paix, se rallier à ces arrangements et s'accommoder de leurs conséquences.

L'émir Faysal, auquel les Britanniques avaient conféré le premier rôle de la « Révolte dans le désert », bien qu'il fût seulement le troisième fils du chef Hussein, accède au début de 1920 au trône de Damas. Son royaume arabe recouvre l'ensemble syro-palestinien, comprenant la Transjordanie, à l'exception des régions méridionales de Mésopotamie et d'Arabie, lesquelles appartiennent au royaume de Hedjaz. Mais, à la suite d'un conflit avec les représentants du mandat français, le roi Faysal doit, en juillet 1920, quitter Damas, pour régner à Bagdad.

En vertu des arrangements internationaux, tandis que la Syrie proprement dite reste sous mandat français, les Britanniques exercent leur contrôle à l'ouest du Jourdain sur la Palestine ; à

l'est, sur la Transjordanie. Très vite, ils songent à conférer un statut distinct à cette dernière région, qu'ils excluent de l'application de la promesse Balfour instituant un Foyer national juif en Palestine. La constitution de la Cisjordanie en Etat distinct, sous un prince hachémite, doit leur permettre, à la fois, de faire la transition entre un Irak voué à une grande politique anglo-arabe et une Palestine dévolue à un complexe jeu multiconstitutionnel, de tenir en lisières les Saoudites, dont la puissance grandit au sud et au sud-est, et de contraindre en Syrie la politique du mandat français en appuyant contre elle les nationalistes locaux.

Un prince hachémite, précisément, apparaît à point nommé

La marche vers l'indépendance (1921-1948)

Jusqu'alors, peut-être sous l'influence du colonel Lawrence, qui ne l'approuvait guère, l'émir Abdallah s'était vu écarté des premiers rôles. Et la chance qui lui est offerte au printemps 1921 apparaît encore comme très modeste. Il a pour coadjuteur un bourgeois, Amman, pour domaine un territoire peu peuplé, une grande partie désertique, pour moyens de gouvernement ceux que le futur britannique voudra bien lui accorder. Mais il détient, en sa personne même, des atouts décisifs : sa haute culture arabe, sa maîtrise de la langue, son intelligence aiguë et fertile en expédients, ses qualités diplomatiques de souplesse, de sens du compromis, de patience, et, enfin, les ressources de son caractère de croyant musulman capable, lorsqu'il estime

en Transjordanie. C'est l'émir Abdallah, le deuxième fils du chef Hussein, dépêché par celui-ci au secours de son troisième fils, Faysal. Cependant, Abdallah, venant du Hedjaz à la tête d'un contingent bédouin, arrive seulement fin novembre 1921 : les Britanniques le dissuadent d'une intervention trop tardive en Syrie, mais se félicitent de le voir sur place et méditent à son intention une offre séduisante. Le 20 mars 1921, Winston Churchill, alors « Colonial Secretary », organise à Jérusalem une conférence au cours de laquelle l'émir Abdallah accepte d'exercer sous tutelle britannique une administration autonome (« self-government »), l'autorité sur la Transjordanie désormais bien distincte de la Palestine proprement dite.

En jeu la justice et le bien de son peuple, d'une persévérance et d'une fermeté à toute épreuve, comme d'une stoïque résignation à tous les sacrifices personnels. En trente ans, il amènera peu à peu à l'indépendance cette marche dévotieuse et il en fera un royaume prospère.

Un mémorandum britannique, approuvé le 15 septembre 1922 par le conseil de la S.D.N., exonère le territoire transjordanien et de l'application de la promesse Balfour relative à l'institution d'un Foyer national juif, et de l'administration mandataire directe inscrite en Palestine. La haute commissaire britannique à Jérusalem proclame, le 25 mai 1923, que met fin à son mandat sur la Palestine ; toutefois les dispositions du partage de ce pays, décidées par la majorité des Nations

réservent du contrôle mandataire qui, dès le 20 février 1923, s'exerce d'ailleurs sous forme contractuelle aux termes d'un traité passé entre Amman et Londres. Le pays, qui en 1924 s'est accru des régions de Maan et Akaba, relevant naguère du Hedjaz mais soustraites à l'envahissement de celui-ci par les Saoudites, reçoit, le 16 avril 1928, une Constitution, et est doté le 6 août 1939 d'un véritable cabinet ministériel remplaçant l'initial conseil exécutif.

La Transjordanie participe à l'effort de guerre britannique durant le deuxième conflit mondial et, dès les derniers mois de celui-ci, elle agit comme un Etat souverain. Elle adhère, le 22 octobre 1944, au Protocole d'Alexandrie, premier instrument d'union arabe ; elle devient, le 22 mars 1946, l'un des sept Etats fondateurs de la Ligue arabe. Le 22 mars 1946 est signé, à Londres, un traité qui, entretenant l'allégeance considérable du contrôle britannique, se substitue à l'acte de 1923. Enfin, est conclu, le 15 mars 1948, une sorte de traité d'émancipation qui institue pour vingt ans une alliance politique et militaire entre les deux Etats, la Grande-Bretagne conservant d'ailleurs en Transjordanie l'usage de deux bases aériennes et un

droit de transit pour ses troupes. Entre temps, l'émir Abdallah se fait couronner roi, le 23 mai 1946. Il octroie, le 12 juillet 1946, une nouvelle Constitution.

Certes, le traité de 1948 est inégal et la Constitution de 1946 ne fait encore que préparer un régime parlementaire qui interviendra seulement six ans plus tard. Mais le souverain hachémite peut se féliciter d'avoir, sans heurts graves, obtenu une large émancipation assortie d'institutions étatiques. On doit encore lui reconnaître le mérite, partagé par ses conseillers britanniques, d'avoir sagement géré de modestes finances, mis sur pied une armée réduite mais solide, jeté les premières bases d'un développement économique harmonieux.

Parmi les nationalistes arabes, il n'est pas beaucoup pour estimer tardives et excessives ces réalisations et la longue discrétion d'Amman à l'égard de la politique palestinienne de la Grande-Bretagne. Et si d'autres savent gré au souverain hachémite de la fermeté arabe qu'il manifeste, nombreux sont ceux qui craignent que son zèle en faveur d'une « Grande Syrie » répondra surtout à des intérêts dynastiques.

Du drame palestinien à l'avènement du roi Hussein (1948-1953)

Mais voici venir, pour le royaume hachémite, les heures tragiques. Le 15 mai 1948, conformément à ses déclarations antérieures, le gouvernement britannique met fin à son mandat sur la Palestine ; toutefois les dispositions du partage de ce pays, décidées par la majorité des Nations

unies le 29 novembre 1947, ne peuvent entrer en application, car les formations irrégulières sionistes ont d'ores et déjà pris pied dans beaucoup de régions non dévolues à l'Etat juif et en particulier dans Jérusalem. Les Etats arabes voisins décident de réagir par les armes, mais seule la



LA BANQUE CENTRALE DU ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE

Principale institution jordanienne dans le domaine monétaire et bancaire

LA Banque centrale de Jordanie a pris la succession du Jordan Currency Board le 1^{er} octobre 1964. Il a été, aussitôt, mis fin à l'application de la loi jordanienne sur la monnaie (loi de 1958, n° 35) pour lui permettre d'acquiescer de la responsabilité de l'émission, du contrôle et de la réglementation de la monnaie.

Depuis cette date, trois lois cadres, monétaires et bancaires, visant à réglementer les fonctions et les opérations de la Banque centrale ont été promulguées, en 1958, 1968 et 1971. Elles valent pour objectif d'introduire plus de souplesse dans l'application de ces lois et donc de préparer et de faciliter les changements rapides et spectaculaires de l'économie jordanienne.

Les objectifs de la Banque centrale (loi n° 23 de 1971, art. 4) sont de maintenir la stabilité monétaire du royaume, d'assurer la convertibilité du dinar jordanien en accord avec la politique économique des pouvoirs publics.

Pour atteindre ces buts, les moyens suivants ont été mis en œuvre :

I. — Emission et réglementation de la monnaie et des pièces d'or

La Banque centrale est la seule institution chargée de l'émission des billets et des pièces. A la fin de 1964, la monnaie émise s'élevait à 24,39 millions de dinars jordanien ; elle était de 164,93 millions de dinars jordanien en 1976 et 173,90 millions de dinars jordanien à la fin avril 1977, soit une augmentation d'environ 576 % entre 1964 et 1976.

En raison de l'augmentation des activités économiques, tant dans le secteur public que privé, la masse monétaire (déposits à vue, plus monnaie en circulation) est passée de 39,78 millions de dinars jordanien en 1964 à 285,9 millions de dinars jordanien en 1976 et à 377,19 millions de dinars jordanien à la fin d'avril 1977.

D'autre part, pour célébrer certains événements, des séries de pièces d'or, d'argent et de bronze ont été émises. Ainsi, en 1968, pour marquer la visite de Sa Sainteté le pape Paul VI, des pièces d'or et d'argent décorées d'images des lieux historiques et sites touristiques du pays ont été frappées. Des initiatives identiques ont été prises pour participer à la campagne de la F.A.O. contre la misère et la faim ; pour célébrer le dixième anniversaire de la Banque centrale ; à l'occasion du lancement du plan quinquennal de développement (1976-1980) ; pour marquer le programme de protection de la faune naturelle en Jordanie.

Cette année enfin, en raison du jubilé d'argent de Sa Majesté le Roi (1952-1977), la Banque centrale émettra des pièces ordinaires, ainsi que des pièces d'or et d'argent.

II. — Gestion des réserves et contrôle des changes

La politique monétaire est basée sur le maintien en permanence des réserves en or et en devises étrangères à un niveau qui ne soit pas inférieur au volume de la monnaie en circulation. Ce rapport a créé la confiance dans la monnaie, tant sur le plan interne qu'à l'étranger. Cette politique a conduit à une plus grande stabilité de la monnaie dans un monde où le système monétaire international se dégrade et elle a assuré le maintien de la convertibilité du dinar jordanien.

A la fin de 1976, les réserves en devises de la Banque centrale s'élevaient à 162,67 millions de dinars jordanien, contre 27,33 millions en 1964. Parallèlement, la monnaie en circulation s'élevait à 164,93 millions de dinars jordanien à la fin de 1976, contre 24,39 millions de dinars jordanien en 1964. Le ratio entre les réserves en devises et la monnaie en circulation était de 119,2 % en 1964 et de 118,7 % en 1976.

Pour assurer une meilleure rentabilité et plus de sécurité pour ces réserves, la Banque centrale a dû prendre des mesures énergiques.

En 1965, la Banque centrale a inclus dans ses réserves, aux côtés de la livre sterling, le dollar américain, les lingots d'or ; deux ans plus tard, c'était au tour du deutschemark, du franc suisse, du franc français et de la branche or du quota jordanien au F.M.I. Les D.T.S. ont été inclus en 1971.

D'autre part, pour éviter les risques et garantir une politique saine d'investissement des réserves, la Banque centrale

s'est dotée d'une politique pour en contrôler et en superviser environ 95 %.

Ainsi, elle a pu en superviser les paiements et les transferts entre la Jordanie et les pays étrangers et contrôler les revenus en devises étrangères du royaume. La gestion des réserves a permis une augmentation des bénéfices de la Banque centrale, qui sont passés de 1,16 million de dinars jordanien pour l'exercice financier 1964-1965 à 10,29 millions de dinars jordanien en 1976.

En ce qui concerne le contrôle des changes, la Banque centrale a assoupli les formalités sur les transferts vers l'étranger et les changes de monnaie. Le but est de doter le pays d'une politique monétaire libérale.

La Banque centrale fournit aux banques agréées les devises étrangères nécessaires au financement de leurs obligations envers l'étranger. Elle les a également autorisées à émettre des lettres de crédit de banque de banque et à émettre des lettres de crédit de banque de banque. En outre, elle a continué à augmenter les allocations nécessaires pour couvrir les autorisations de paiement en devises étrangères émises pour les transactions invisibles.

III. — Régulation de la quantité, de la qualité et du coût

Cette fonction de la Banque centrale s'est développée en raison de la stabilité économique et monétaire qui ont caractérisé les premières années de sa fondation : augmentation modérée des prix et excédents de la balance des paiements. A la suite de la guerre de 1967 et de ses prolongements (occupation de la rive occidentale du Jourdain et fermeture des agences de ce secteur) ainsi que des pertes dues à la dévaluation de la livre sterling, la Banque centrale a été contrainte de modifier sa politique de crédit, pour fournir des liquidités aux banques agréées et pour réactiver l'économie.

Afin de contenir, à partir de 1973, les pressions inflationnistes mondiales, la Banque centrale a mis en vigueur une politique restrictive du crédit comportant ces mesures :

1. Introduction, dès 1974, des « plafonds » de crédit. La dernière réglementation des plafonds de crédit, publiée le 28 juin 1976, prescrivait que les facilités de crédit directes ne devaient pas dépasser 10 % des crédits en cours d'une banque agréée, à la date du 31 mai 1976.

2. Pendant le premier semestre 1977, la Banque centrale a cessé d'appliquer la politique des plafonds et l'a remplacée par l'utilisation de ratios entre les crédits et les dépôts. Pour la première fois, la Banque centrale a adopté une politique « préférentielle » envers les banques agréées maintenant un ratio de liquidités des dépôts de 85 % au 31 mai 1976. Cette politique a permis à ces banques d'accorder des crédits supplémentaires ne dépassant pas 13 % du total des crédits en cours au 31 mai 1976.

3. La Banque centrale a poursuivi sa politique consistant à intervenir sur la liquidité des banques agréées au moyen du coefficient de réserves obligatoires et du coefficient de liquidités. La dernière décision fixant le coefficient de liquidité à 30 % a été publiée le 1^{er} janvier 1975. Le coefficient de réserves obligatoires a été fixé le 1^{er} novembre 1976 au niveau de 12 % des dépôts d'épargne et à terme, et au niveau de 15 % des dépôts à vue.

4. Pour éviter que le crédit ne se dirige de préférence vers le secteur commercial et pour instaurer une répartition équitable du crédit entre les divers secteurs de l'économie, la Banque centrale a prescrit que le taux minimal d'intérêt payé sur les crédits accordés au secteur commercial ne soit pas inférieur à 7,5 % pour les meilleurs clients.

Il a été également demandé aux banques agréées de déposer à la Banque centrale, sur un compte spécial, une part de 3 % des découvertes en cours utilisées par leurs clients.

5. Pour la première fois, la Banque centrale est intervenue en 1976 pour modifier la structure des taux d'intérêt. Elle visait à encourager l'épargne et à réduire la consommation.

dans le but de diminuer l'augmentation de la masse monétaire et les conséquences inflationnistes. Les taux minimaux prescrits par la Banque centrale étaient de 5 % sur les dépôts d'épargne et sur les dépôts sujets à un préavis d'une semaine, 5,25 % sur les dépôts sujets à un préavis d'un mois et plus et 5,50 % sur les dépôts à terme (six mois et plus).

IV. — Rapports entre la Banque centrale d'une part, les banques agréées et institutions de crédit spécialisées d'autre part

En tant que banque des banques, la Banque centrale est chargée d'accorder aux banques commerciales et institutions de crédit spécialisées toutes facilités et tous services bancaires. Elle fournit aussi des compensations entre banques et assure l'échange d'informations de crédit concernant les clients des banques commerciales. L'escompte et le réescompte figurent parmi les facilités fournies par la Banque centrale aux banques commerciales. Elle peut accorder des avances pour des périodes fixes n'excédant pas neuf mois aux banques agréées, contre la fourniture de garanties accessoires. De même, la Banque centrale peut accorder des avances pour des périodes fixes n'excédant pas cinq ans aux institutions de crédit spécialisées, contre l'apport de garanties par des instruments de crédit précis.

De ce point de vue, les encours de crédit accordés aux institutions de crédit spécialisées sont passés de 4,39 millions de dinars jordanien en 1976 à 8,15 millions de dinars jordanien en 1976. Le plus grand des crédits sont allés à la Banque de développement industriel, à la Banque du logement et à l'Organisation coopérative jordanienne. La Banque centrale mettant davantage d'argent à la disposition de ces institutions en vue de les aider à accorder plus de prêts aux clients des secteurs productifs.

Afin de renforcer la situation financière des organismes de crédit spécialisés, la Banque centrale a participé au capital de certains d'entre eux comme la Banque pour le logement et le groupe du Crédit agricole.

V. — Relations avec les pouvoirs publics

La Banque centrale est le banquier et l'agent fiscal des pouvoirs publics, Etat et collectivités locales.

Elle leur fournit tous les services bancaires. Elle se charge du placement et de la gestion des emprunts émis par l'Etat. La Banque centrale effectue pour le compte de l'Etat l'émission et la gestion de la Dette publique (emprunts) offerte à la souscription du public. Cette opération est régie par la loi n° 1 sur la Dette publique de 1971 et ses amendements. Jusqu'ici, la Banque centrale a émis les formes suivantes de dette publique :

a) Bons du Trésor pour une valeur nominale de 1,2 million de dinars jordanien. Ils ont été émis pour la première fois le 21 janvier 1969. Le montant des bons du Trésor en circulation atteignait, en 1976, 25 millions de dinars jordanien.

b) Obligations de la Dette publique. Les obligations au porteur ont été émises pour la première fois le 15 juin 1971. Les obligations nominatives (obligations de développement) ont été émises le 25 août 1972. Le tableau ci-dessous donne l'état des diverses émissions d'obligations à la fin de 1976 et de 1977.

Année de remboursement ou d'échéance (émissions)	1975	1976	Type d'obligations
1971	3	3	au porteur
1976	3	2	au porteur
1978	4	4	développement
1982	3	5	développement
1983	6	6	développement
1984	—	6	développement
1985	—	3	développement
Total	23	33	deux types

c) Les obligations nominatives pour la construction émises en 1976 pour le compte de la Société de radio et de télécommunications, d'une valeur nominale totale de 2 millions de dinars jordanien, rapportant un intérêt de 6,5 % l'an. Ces obligations viennent à échéance au 15 avril 1982.

En sa qualité de banque de l'Etat, la Banque centrale accorde des avances au Trésor. La première avance au Trésor d'un montant de deux millions de dinars jordanien a été délivrée au début de 1968. D'autres ont suivi. Le montant cumulé de ces avances au Trésor s'élevait, à la fin de 1976, à 130,3 millions de dinars jordanien et la dette en cours représentée par ces avances était de 20,3 millions de dinars jordanien.

Pour améliorer le niveau des services bancaires des agences des banques agréées du royaume, la Banque centrale a décidé, à la fin de 1973, d'ouvrir des agences à Akaba et à Irbid. L'agence d'Akaba a commencé à fonctionner le 1^{er} septembre 1974, celle d'Irbid ouvrira au cours du second semestre de 1977.

des Hachémites

WORLD PAPER COMPANY LTD
JORDAN

Voyagez à bord
et profitez roya

هناك امنا الاصل

JORDANIE 1952-1977



des Hachémites à Amman

Transjordanie est en mesure d'accomplir un effort militaire important et décide à le faire d'embellie : l'Arab Legion, enlevée la vieille ville de Jérusalem et prend le contrôle de la Samarie et d'une partie de la Judée, tandis que plusieurs centaines de milliers de Palestiniens affluent dans les contrées arabes voisines et, en particulier, outre-Jordanie.

Un congrès arabo-palestinien, qui se réunit en septembre à Jéricho, sur la rive orientale du Jourdain, acclame Abdallah comme « roi de toute la Palestine ». Plus tard, le roi Hussein dit : « Mon grand-père remportait la plus grande des victoires, celle du cœur » (2). Les régions palestiniennes que tient l'Arab Legion sont alors incorporées dans l'Etat hachémite, qui, dès le mois de décembre 1948, prend le nom de « royaume hachémite de Jordanie ». Pour le roi Hussein « il ne fait aucun doute que, par cette annexion, le roi Abdallah empêche cette grande région de la Palestine d'être annexée par Israël » (2).

Au modeste émirat peuplé de quelques quatre cent mille cultivateurs et nomades, dont une habile politique bedouine et quelques moyens de police suffisent à maîtriser les problèmes, se substitue ainsi un Etat oriental moderne. Parmi ses un million cinq cent mille habitants figurent nombre de citoyens, et plus de cinq cent mille réfugiés palestiniens, auxquels est accordée la nationalité jordanienne. Les problèmes du royaume changent d'échelle et de nature ; toutes les passions du monde arabe s'y répandent et s'y exaspèrent. Les

nationalistes palestiniens, dont beaucoup réprouvent la réunion de la « rive droite » à l'ancienne Transjordanie, entretiennent l'agitation à Amman. Un complot est découvert durant l'été 1950. Le roi Abdallah estime alors qu'il convient d'instaurer enfin un régime parlementaire qui donnera au peuple une possibilité régulière d'expression, et rendra le gouvernement responsable devant la nation. Des élections sont prévues pour août 1951 afin de préparer cette réforme, mais le roi Abdallah ne les verra pas se dérouler : en effet, le 30 juillet 1951, sur le seuil de la mosquée Al Aqsa de Jérusalem, il est assassiné par l'assassinat de Palestiniens de l'« Association de la lutte sacrée » ; parmi les suspects condamnés à mort et exécutés comme organisateurs du

crime figurent un neveu du grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al Hussein.

Le fils aîné du défunt, Talal, d'ailleurs malade, est alors absent du royaume : le prince Naïef, fait fonction de régent. Talal est cependant proclamé roi le 5 septembre 1951, et son fils Hussein, âgé de seize ans et qui s'est comporté avec un grand courage lors de l'assassinat de son grand-père, est désigné comme prince héritier. Le roi Talal approuve, le 8 janvier 1952, l'amendement à la Constitution, projeté par son père, qui institue le régime parlementaire ; mais son état de santé empire, et le 11 août un vote unanime du Parlement met fin à son règne et déclare roi son fils Hussein, au nom duquel un conseil de régence agira jusqu'au 2 mai 1953 date de sa majorité.

Les problèmes arabes (1953-1967)

Bénéficiaire de l'excellente éducation britannique de Harrow et de Sandhurst, mais formé surtout par les leçons morales et politiques de son grand-père Abdallah, objet de sa vive admiration, le roi Hussein s'adonne d'emblée à la tâche avec beaucoup de sérieux et d'énergie. A plusieurs reprises, pour l'opinion arabe et internationale, il s'explique sur ses vues politiques (3). Il estime, entre autres, que le nationalisme arabe ne peut qu'être l'ennemi du communisme ; le monde arabe ne saurait donc être neutre entre Est et Ouest, même si le « monde libre » l'a souvent desservi. L'unité arabe est évidemment nécessaire, mais il convient qu'elle concerne

en premier lieu la culture, l'économie et la défense, éventuellement ensuite la politique ; d'abord devraient s'associer volontairement et graduellement les pays inclus dans « les quatre unités naturelles du monde arabe » : croissant fertile, péninsule arabe, vallée du Nil et le Maghreb », grâce à une Ligue arabe active et respectée, dans laquelle soit éliminé tout danger de domination. Ce serait « pas à pas » vers le but grandiose d'une nation arabe. Lorsqu'il commence de régner à Amman, le jeune souverain s'efforce d'être en bons termes avec les dirigeants de tous les Etats arabes voisins. Mais bientôt

Gamal Abdel Nasser accède au pouvoir en Egypte et, remarquant le roi Hussein, « vu propre conception du nationalisme arabe est toute différente de celle que je crois voir chez le président Nasser. (...) Le nationalisme arabe ne peut survivre qu'à la condition d'une complète égalité entre les Etats qui se réclament de lui. (...) Mais Nasser pense que le nationalisme arabe ne peut que s'identifier à une flamme particulière d'unité politique ». Le nouvel élan procuré par le nasserisme aux sentiments nationalistes arabes aura souvent ses répercussions dans l'opinion jordanienne, mais le roi Hussein ne se laissera pas égarer de la ligne qu'il a définie.

Après avoir fait face, fin 1955, à l'agitation populaire contre une éventuelle accession de la Jordanie au pacte de Bagdad, le jeune souverain affirme la souveraineté jordanienne et la liberté de ses choix stratégiques en condamnant avec éclat le 2 mars 1956, le fameux Glubb Pacha, chef de ses forces armées. Durant la crise de Suez, à l'automne 1956, la Jordanie soutient l'Egypte ; la Grande-Bretagne s'abstient d'utiliser ses bases locales, le roi croit cependant nécessaire d'obtenir de Londres, le 13 mars 1957, l'abrogation du traité de 1948 et le départ des militaires britanniques ; quelques semaines plus tard, il confie le cabinet de M. Soliman Nabulsi, un nationaliste pro-nasserien tenu pour communiste, que le jeu des institutions avait mis en place l'automne précédent ; c'est l'armée qui lui permet alors de réprimer émeutes et complots.

Durant les mois qui suivent, les relations de la Jordanie avec la Syrie et avec l'Egypte se détériorent. Au début de 1958, la conjonction de ces deux Etats sous l'autorité de Nasser, pour former la République arabe unie, entraîne une immédiate riposte hachémite : le 14 février 1958, le roi Hussein conclut l'Union arabe, avec son cousin Fayçal II, du peu son aîné, qui règne sur l'Irak : les deux Etats restent distincts, Amman et Bagdad alternant dans le rôle de capitale du nouvel « Etat arabe », que dirige Fayçal II. Hussein, son suppléant, l'avertit vainement des dangers révolutionnaires qui le menacent : mais lorsque, en effet, le 14 juillet suivant, Fayçal est tué et la république proclamée à Bagdad, le roi de Jordanie constate que son pays, entièrement bloqué par ses voisins, non seulement ne peut agir en Irak, mais se trouve lui-même menacé. Il demande aide à l'Occident. Des parachutistes britanniques sont largués, le 16 juillet, près d'Amman.

Complots, émeutes, tentatives d'empoisonnement et meurtre d'arraisonnement en vol : durant des années, le roi Hussein, dans des conditions souvent dramatiques, déjoue toutes les embûches. Mais en juin 1967 il subit sa plus douloureuse épreuve : la guerre de six jours, d'où son pays sort vaincu. Celle-ci est suivie par sa confrontation avec les « fedayin » de M. Yasser Arafat, qui lui vaut l'immunité de plusieurs pays arabes. Il faudra plusieurs années au roi Hussein pour rétablir, peu à peu, les relations de l'Etat jordanien avec l'ensemble du monde arabe. Le 10 mai 1977, il reprend cependant l'initiative en publiant un plan de règlement palestinien : un Royaume arabe uni réunirait une région jordanienne, ayant pour chef-lieu Amman qui serait également capitale fédérale, et une région palestinienne ayant pour chef-lieu Jérusalem. Enfin, lors du « sommet » arabe tenu à Rabat en octobre 1974, le souverain jordanien accepte de reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine comme seul représentant du peuple palestinien.

Renonçant, au profit d'un futur Palestine ressuscitée, à la Cisjordanie encore occupée par Israël, le roi Hussein entend cependant continuer à servir, selon ses conceptions, la cause arabe, en jouant un rôle dans les futures négociations de paix. Et, de concert avec le président Hafez al-Assad, il réalise le 22 août 1975 une réconciliation jordanienne, conçue pour conduire progressivement les deux pays à l'unité. Ainsi, après maintes dramatiques traverses, s'affirme de l'effort hachémite pour la Palestine et pour l'arabisme unitaire.

PIERRE RONDOT.

(1) Hussein de Jordanie, Mon maître de roi, propos recueillis par Freidoune Sahebjian, Robert Lafont, 1975, p. 231.
(2) Ibid., p. 101.
(3) Voir en particulier : Hussein de Jordanie, Il est difficile d'être roi, Buchet-Chastel, 1962, pp. 92-100. Ces vues sont moins complètement exposées dans la version nouvelle, citée ci-dessus, des Mémoires du souverain.

THE ARAB POTASH COMPANY Ltd

(Compagnie Arabe des Potasses)

B.P. 1470 Amman JORDANIE Tél. : 1683

Adresse télégraph. : Potash, Amman, Jordanie. Téléphone : 66165

Le capital de la compagnie est actuellement de 40 millions de dinars jordaniens. Son principal objectif est l'exploitation des produits chimiques existant potentiellement dans les saumures de la mer Morte, qui contiennent plus de 40 milliards de tonnes métriques de réserves minérales en solution concentrée.

La potasse de qualité engrais (KC 1) sera le produit primaire : elle sera extraite au rythme de 1 million de tonnes par an en 1981. Parmi les autres produits chimiques susceptibles d'être exploités figurent le bromure, le magnésium, le chlorure de sodium, le chlore, la soude caustique et d'autres composés voisins.

D'autres engrais à base de potasse (principalement sulfates, nitrates et phosphates) seront également produits.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au siège social de l'Arab Potash Company, à l'adresse ci-dessus.

بنك فراب الدولي

FRAB-BANK INTERNATIONAL

BANQUE FRANCO-ARABE D'INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

COMPARAISON DES BILANS au 30/6/1976 et 30/6/1977

(en millions de francs français)

ACTIF	30 juin 1976	30 juin 1977	PASSIF	30 juin 1976	30 juin 1977
Banques	1 184 274	1 674 195	Banques	1 673 286	2 482 990
Clients	796 993	1 060 624	Clients	224 626	167 840
Divers	109 358	118 242	Divers	120 583	127 012
Titres	4 068	7 766	Réserves	1 316	1 491
Immobilisations	2 331	2 057	Capital	70 000	70 000
			Résultat provisoire	7 213	13 551
Total	2 097 024	2 862 884	Total	2 097 024	2 862 884

Tél. : 630255 (général)
610543 (services
des changes)



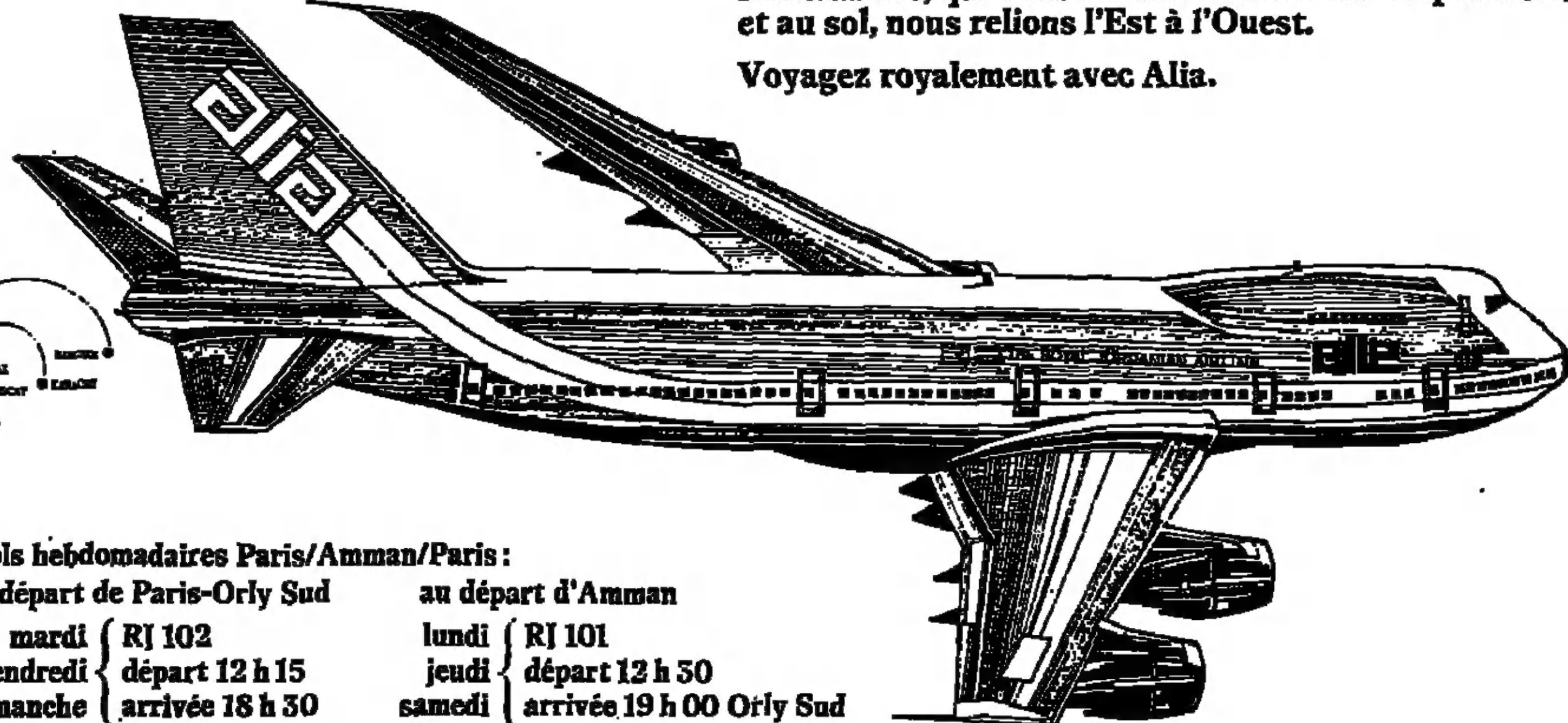
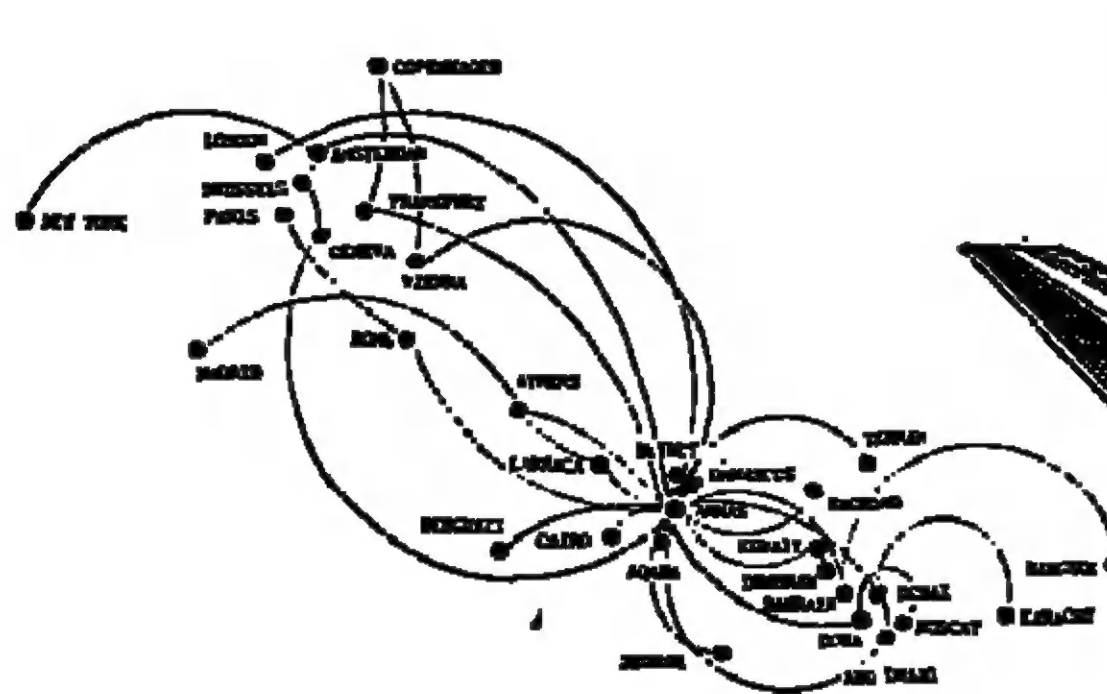
Téléphone : 553-05-69 +
260-36-39 +

55-57, avenue Kléber. — 75116 PARIS.

Voyagez à bord de notre "Jet" Royal et profitez royalement de votre voyage

Avec une flotte entièrement composée de Boeing, des pilotes hautement qualifiés et des hôtesses de toutes nationalités, qui vous assurent un service impeccable en vol et au sol, nous relierons l'Est à l'Ouest.

Voyagez royalement avec Alia.



alia

THE ROYAL JORDANIAN AIRLINE
12, rue de la Paix
PARIS 2^e
Tél. : 261-57-45

5 vols hebdomadaires Paris/Amman/Paris :

au départ de Paris-Orly Sud
mardi RI 102
vendredi départ 12 h 15
dimanche arrivée 18 h 30

au départ d'Amman
lundi RI 101
jeudi départ 12 h 50
samedi arrivée 19 h 00 Orly Sud



JORDANIE 1952-1977

Un jeu diplomatique serré

(Suite de la page 5.)

Lors d'un entretien accordé, en mai 1977 à l'A.F.P., le souverain achémite a déclaré que les pays arabes n'accordent pas un effort suffisant à leur préparation militaire pour faire face à Israël : « J'ai constamment invité les frères arabes à renforcer leur coordination et à édifier une force qui nous permette d'égaliser Israël sur le plan militaire. Je regrette de dire que mes appels, dans les meilleurs cas, n'ont suscité que des réactions mitigées. »

Depuis que le roi Hussein se voit réinvestir d'une nouvelle responsabilité dans le processus de paix au Proche-Orient, autant par les pays arabes que par les grandes puissances et, plus récemment, l'Union soviétique, il ne cache pas à ses divers interlocuteurs son inquiétude. « J'ai le pénible sentiment que le gouvernement israélien n'engage pas de négociations sérieuses une fois fondée sur la restitution des territoires conquis en 1967. (...) Ceux qui font croire à l'opinion arabe que la paix pourrait être établie en 1977 jouent avec le feu. L'ampleur de l'explosion risque d'être à la mesure des espoirs infondés qu'on aura suscités », déclare-t-il en avril 1977 à Eric Rouleau.

La victoire du Likoud aux élections israéliennes le 17 mai 1977 et les premières déclarations de M. Begin donnent le sentiment au gouvernement jordanien qu'Israël ne ferait aucune concession et ne négocierait jamais son retrait des territoires arabes occupés. Si pour Israël la constitution d'un Etat palestinien indépendant sur la rive ouest du Jourdain paraît inconcevable, une formule de confédération jordanio-palestinienne n'est plus rejetée. Le roi Hussein s'efforce de préserver en Cisjordanie auprès des notables palestiniens une certaine influence en octroyant une aide à plusieurs communautés. L'attitude du cheik Jaabari, l'ancien maire d'Hébron, est à cet égard significative. Mais cette politique ne remet pas en question, aux yeux du roi, les décisions du « sommet » de Rabat et le « droit sacré des Palestiniens à l'autodétermination ».

La monarchie achémite, persuadée qu'Amman se trouve aujourd'hui plus qu'hier au centre du conflit israélo-arabe, n'entend pas ignorer les Palestiniens des territoires occupés qui pourraient,

tôt ou tard, faire cause commune avec ceux de Jordanie pour prendre en main, ensemble, leur destin.

L'apparente fragilité du royaume achémite a imposé au roi Hussein de se constituer rapidement un réseau de relations internationales diversifiées. Dans ce domaine, rares sont les pays arabes qui pourraient se prévaloir de liens aussi étroits avec les Etats-Unis. Ainsi, l'isolement du régime consécutif à la crise de 1970 est en grande partie contrebalancé par le soutien américain. Après la guerre d'octobre, le roi se montre un ardent défenseur de l'action diplomatique de M. Kissinger, et manifeste par la même occasion sa volonté de ne pas être tenu éloigné des négociations. De son côté, Washington n'omet jamais, suivant les besoins, de faire pression sur Israël pour qu'il ménage la position du roi Hussein. La qualité des rapports a été confirmée lors de la première rencontre entre le roi Hussein et le président Carter en avril dernier. Les déclarations de celui-ci concernant la constitution d'un « homeland » palestinien ont suscité en leur temps quelques inquiétudes à Amman, où l'on craignait que celle-ci ne se fasse au détriment de la couronne achémite. Depuis, la décision prise de livrer des fusées Hawk et l'identité de vues sur les perspectives d'un règlement négocié, en jouant à fond la « carte jordanienne », ont clarifié la situation. Les récentes divulgations concernant des versements opérés par la CIA au roi Hussein comme l'annonce de la découverte d'un complot fomenté par cette organisation pour renverser la monarchie n'ont pas compromis cette entente.

Le 17 juin 1976, le souverain achémite se rend à Moscou. C'est son deuxième voyage depuis 1967. Si l'on évoque une possible livraison d'armes soviétiques — de façon à adapter la défense jordanienne au système syrien — les conversations les plus importantes concernent l'établissement d'une « paix juste et durable non par des mesures partielles, mais par un règlement général ». Les dirigeants soviétiques n'omettent pas de rappeler à cette occasion que « le problème du Proche-Orient ne peut trouver une solution au détriment des intérêts des Palestiniens ». L'avertissement est net. Mais, surtout, en recevant officiellement le chef de l'Etat

jordanien à Moscou, M. Brejnev reconnaît à la Jordanie, pays du champ de bataille, un rôle à tenir dans les négociations de paix.

La puissance financière de l'Arabie Saoudite et le caractère monarchique des régimes, réconciliés en 1951, ont institué entre les deux pays une coopération amicale. Déjà à partir de 1972, à la demande du roi Fayçal et du sultan Kabous, le roi Hussein assure une participation arabe à la réduction de la rébellion du Dhofar, dans le sultanat d'Oman. La livraison de trente et un avions Hawker-Hunter et l'envoi d'un contingent militaire et de spécialistes en sécurité contribuent grandement à l'extinction du mouvement révolutionnaire en 1975. La Jordanie, grâce à cette intervention limitée, ne laisse pas à l'Iran, également intervenu et qui se pose en rival de l'Arabie Saoudite dans le Golfe, l'exclusivité d'un engagement militaire dans un pays arabe. En 1977, c'est Ryad qui accepte de financer pour 540 millions de dollars l'achat de fusées Hawk et enlève ainsi à Amman la tentation de se fournir en Union soviétique. Attentif au développement du processus d'unification syro-jordanien, le roi Khaled paraît aujourd'hui décidé à en limiter l'ampleur. Le roi Hussein, qui mesure l'influence de Ryad sur les Palestiniens et le poids que pèse en 1977 la diplomatie saoudite, reste soucieux de ménager son puissant voisin.

Les mêmes considérations de prudence poussent le souverain achémite à renouer avec l'Egypte : amorcée durant la conférence arabe du Caire d'octobre 1976, la réconciliation est effective lors de la visite du roi au président Sadate, en janvier 1977. L'adhésion de la Jordanie au « commandement politique unifié », créé en décembre 1976 par les chefs d'Etat de Syrie et d'Egypte, est étudiée à cette occasion.

Ainsi, avec obstination et non sans courage, le roi Hussein, en insérant la Jordanie dans un réseau complexe d'alliances et d'amitiés, entend bien préserver l'existence de son royaume. Mais sera-t-il assez puissant pour lui garder une réelle indépendance ou une place honorable dans un ensemble régional qui pourrait se constituer ?

PHILIPPE RONDOT.

L'AMORCE D'UNE FRUCTUEUSE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE

En quittant l'Elysée après un entretien avec le président Giscard d'Estaing lors d'un séjour privé effectué en avril 1975, le roi Hussein de Jordanie déclarait : « Je suis certain que cette visite ouvrira les portes à une coopération mutuelle plus étroite. » Deux ans après cette affirmation, les relations entre la France et la Jordanie, malgré leur qualité, n'ont pas abouti aux espérances que l'on avait exprimées de part et d'autre.

Sur le plan politique, les positions officielles françaises connues en ce qui concerne les Palestiniens et leur droit à retrouver une patrie ne peuvent contraindre le souverain achémite qui, depuis le « sommet » de Rabat de 1974, a sensiblement modifié son attitude à l'égard de l'O.L.P. Le roi Hussein, qui avait rencontré jadis à plusieurs reprises le général de Gaulle, ne sous-estime pas l'influence que pourrait avoir la France dans un règlement global de la crise au Proche-Orient : « La France a un rôle très important à jouer, compte tenu de sa position en Europe et de ses intérêts dans le problème de notre région actuellement en crise. La France est un pays qui a toujours défendu des principes élevés et elle peut apporter la contribution la meilleure pour atteindre une paix juste et durable » (1).

Dans le domaine économique, l'on constate entre 1971 et 1974 un accroissement de 60 % des échanges, mais ceux-ci ne représentent que 4 % des importations du royaume en 1976. Les exportations, quant à elles, sont encore négligeables. Les premières tentatives de coopération remontent à l'année 1965 lorsqu'un accord d'assistance est signé entre les deux pays concernant une assistance technique dans le domaine

de l'agriculture. Un comité franco-jordanien d'experts prépare alors un programme de projets dans les secteurs de la géologie et de l'irrigation. En juin 1974, un agrément est conclu entre le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) et le département jordanien des ressources naturelles pour l'exploitation du cuivre. En mars 1975, une étude est engagée dans le but de lancer une industrie d'engrais : Rhône-Poulenc s'intéresse à la construction d'une usine pour la production d'acide phosphorique. Depuis, un consortium français conduit par la société Spie-Batignolles est bien placé pour monter l'usine d'engrais phosphatés d'Alaba, dont le prix s'élève à 1 milliard de francs et fera l'objet d'un prêt de la part de la France.

En visite à Paris en juin 1976, le prince héritier de Jordanie, Hassan, frère du roi Hussein et qui manie avec une grande aisance la langue française, annonçait à Roland Deltour (2) : « Nous avons beaucoup à offrir aux industriels français. Nous allons, en effet, coopérer avec l'Institut géographique national (I.G.N.) pour établir le bilan de nos ressources fondamentales : les eaux, notamment thermales, les phosphates, les différents minerais, le cuivre, le pétrole éventuellement... Lors de la récente conférence économique qui s'est tenue à Amman pour préparer notre plan quinquennal 1976-1980, nos interlocuteurs français ont été étonnés de l'ampleur de nos projets. »

Les Jordaniens suggèrent aussi que la France s'intéresse à la recherche et à l'exploitation du cuivre, du kaolin, du manganèse et aux projets d'électrification du sud de la Jordanie, dont la réalisation est inscrite dans le plan

de développement quinquennal. Ils pensent également que les industries locales qui pourraient en naître sont susceptibles de retenir l'attention de nos industriels.

En ce qui concerne la coopération scientifique et culturelle, l'on est entré désormais dans le domaine des réalités. Déjà, une cinquantaine de Jordaniens bénéficient de l'expérience française dans la science géographique et suivent actuellement des stages de formation qui feront d'eux les futurs techniciens du Centre géographique de Jordanie. L'I.G.N., dans le même secteur, a obtenu l'exclusivité des travaux cartographiques du royaume pour une durée de cinq ans. Ces échanges ont développé l'enseignement de la langue française et le rayonnement de notre culture. Il faut d'ailleurs noter à cette occasion l'apport certain des réfugiés palestiniens (75 % de la population active), dont beaucoup ont suivi l'enseignement du français dans les écoles religieuses de Jérusalem et de Jaffa. Aujourd'hui, plus de douze mille jeunes sont initiés à notre langue tandis que le centre culturel français d'Amman reçoit quelque cinq cents élèves.

Malgré ces résultats appréciables, le champ est ouvert à une coopération plus dynamique dans tous les secteurs de la vie économique ou culturelle de la Jordanie. La place du royaume achémite dans un grand ensemble régional, tel qu'il semble se dessiner dans l'évolution politique du monde arabe, doit encourager la France à développer des liens qualifiés de part et d'autre de particulièrement amicaux.

Ph. P.

(1) Déclaration faite à Paris en avril 1975.
(2) Entretien paru dans le Monde du 9 juin 1976.



JORDAN TELEVISION CORPORATION

La télévision jordanienne est reçue dans plus de 1.000.000 de foyers.

Véhiculé par l'un des meilleurs médias du Proche-Orient, votre message publicitaire bénéficiera ainsi d'une grande diffusion et obtiendra de meilleurs résultats.



1952-1977

HASHEMITE BROADCASTING SERVICE

H.B.S. offre la meilleure couverture radio pour tout le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Votre message publicitaire sur H.B.S. vous ouvre toutes grandes les portes du marché arabe et vous fera vendre mieux et plus.

COMMERCIAL DEPARTMENT

Téléphone : 42211-42212, P.O. Box 2398
Câbles : Commercial-Amman
Télex 1244 Amman - Jordan

Une économie en p...

بيو باف
B.A.F.

مكة امنه الاحل



Une économie en pleine expansion

L'ECONOMIE jordanienne est une des rares économies dans le monde à avoir subi autant de secousses dans l'espace d'une décennie. La guerre de 1967 priva le pays de deux ressources vitales : les terres agricoles les plus fertiles de la Cisjordanie et le tourisme jadis prospère grâce aux lieux saints. Ramenée à ses frontières d'avant la guerre israélo-arabe de 1948, la Transjordanie n'est plus qu'un territoire de 80 000 km² désertique à plus de 87 % et abritant deux millions d'habitants. L'économie jordanienne a été durement affectée en 1970 par les affrontements sanglants entre l'armée et les palestiniens. La guerre d'octobre 1973, suivie de la hausse du prix du pétrole, a ralenti l'essor économique. Cependant, plusieurs facteurs internes et externes ont contribué à relancer le développement depuis 1974 : la hausse du prix du phosphate en 1973-74, la réouverture du canal de Suez le 5 juin 1975, la fermeture de la place et du port de Beyrouth, la coopération avec la Syrie, la politique des « ponts ouverts » avec les territoires occupés par Israël, etc.

L'économie jordanienne repose essentiellement sur l'exploitation du phosphate. Le royaume occupe le rang du dixième producteur et du sixième exportateur mondial. Les réserves sont estimées à plus d'un milliard de tonnes, dont 300 millions déjà confirmées. Les gisements sont, pour la plupart, à ciel ouvert, ce qui rend leur extraction la moins coûteuse du monde. L'exploitation se fait sous le contrôle de la compagnie nationale « Jordan Phosphates Mines Company Ltd », dont le capital a été porté récemment à deux milliards de dinars jordaniens. Selon les chiffres du P.O.C. de la compagnie Thabek El Tasher, la production serait passée de 700 000 tonnes en 1972, à 1 100 000 tonnes en 1973, à 1 700 000 en 1974, à 2 800 000 en 1975 et 5 millions en 1976.

Les prix de leur côté ont subi une flambée comparable à celle du pétrole. La tonne est passée de 10 à 14 dollars avant 1973 à 36 à 43 dollars après 1973 et à 63 dollars depuis le 1^{er} juillet 1974.

Le phosphate constitue à lui seul près de la moitié des exportations jordanienues depuis 1974. L'exportation se fait surtout par le port d'Akaba sur la mer Rouge. Une partie est acheminée par camions vers Beyrouth et Lattaquié. La réouverture du canal de Suez a permis de reprendre les exportations à destination de l'Europe. La principale mine, Al Hassa, est reliée au port par une voie ferrée récemment construite par la firme britannique Anderson et la firme française Chatelet. Un complexe d'engrais chimiques d'un coût de 120 millions de dollars est en cours de construction à Akaba. Il devrait assurer 5,5 millions de dinars jordaniens de revenus annuels. Les acheteurs traditionnels du

phosphate jordanien sont l'Inde, le Japon, la Turquie et le Liban. D'autres clients sont apparus sur le marché depuis 1973, l'Iran, la Malaisie et la Corée du Sud.

Le port d'Akaba, sur la mer Rouge, est le seul dont dispose le pays. C'est essentiellement un port d'exportation (86 % du phosphate) et de réexportation. Son activité s'est beaucoup accrue depuis 1973 pour subvenir à la hausse des importations des pays pétroliers voisins (Arabie Saoudite, Irak, Iran) survenues après la fermeture du port de Beyrouth pendant la guerre civile et l'ouverture du canal de Suez ont contribué à cette reprise. La capacité d'exportation du port devra aller de pair avec celle de l'extraction du phosphate. Un million de tonnes de phosphate brut seront travaillées sur place, à Akaba, dans l'usine en cours de construction. Cent vingt kilomètres de voies ferrées relient le port à Darras en Syrie et des routes en bon état le relient à Damas et à Bagdad. Akaba dispose d'une zone franche qui attire une main-d'œuvre abondante. L'aéroport, construit récemment, est le second après celui de la capitale ; un troisième sera inauguré prochainement à 25 kilomètres au sud d'Amman.

Une seule raffinerie de pétrole opère à Zarka, à 25 kilomètres d'Amman. Elle est la propriété de la Compagnie jordanienne de raffinage au sein de laquelle le gouvernement détient 50 % des intérêts. Construite par Snom-Progetti — du groupe ENI — elle débuta sa production en octobre 1960 avec une capacité initiale de 7 000 barils/jour, portée à 15 000 barils/jour en 1970. La compagnie Universal Oil products entreprend actuellement l'élargissement de la raffinerie, afin d'atteindre la capacité de 80 000 barils/jour. La production de la raffinerie est passée de 675 519 tonnes en 1973 à 750 585 tonnes en 1974, accusant un accroissement annuel de 11 %. La majeure partie est exportée vers la Syrie.

Une agriculture insuffisante

Depuis 1973, le gouvernement a relancé ses efforts pour l'exploration du pétrole. Le 7 avril de la même année, un accord d'une durée de trente ans a été signé avec la firme américaine Plion Exploration Corporation couvrant une superficie de 8 400 km².

Quant aux redevances perçues par l'Etat de la part des sociétés pétrolières, elles ont accusé une forte baisse ces dernières années, à cause de la conjoncture politique qui prévaut dans la région. Elles sont tombées de 3,39 millions de dollars en 1973, à 1,16 million en 1974.

Dans le domaine pétrochimique, la firme américaine Agico Chemical Company entreprend depuis janvier 1975 la réalisation d'un complexe d'une capacité de

600 000 tonnes/an, près d'Akaba, pour la production de l'acide phosphorique. Le projet sera terminé en 1978.

Amputée de la Cisjordanie, l'agriculture ne dispose que de surfaces limitées arrosées par le Jourdain et le Yarmouk. La production agricole est tombée de 46 millions de dinars en 1966 à 18,33 millions après 1973. La région la plus fertile se trouve dans la vallée du Ghor au nord-ouest du pays et s'étend sur près de 21 000 doublers et prédominent les cultures maraichères.

En dehors du Ghor, il existe en Jordanie 6 322 094 doublers de surface cultivable, dont la moitié seulement est exploitée. La production agricole ne couvre que la moitié des besoins du marché intérieur. La Jordanie reste tributaire de l'étranger pour ses besoins alimentaires. Les premiers clients et fournisseurs en produits agricoles sont les pays arabes, suivis des Etats-Unis, qui fournissent le blé.

Le gouvernement porte un intérêt particulier aux problèmes de l'irrigation. Moins de 4 % des superficies cultivées sont irriguées. Deux grands projets sont en cours de réalisation pour subvenir à ce manque : l'aménagement de la rivière Zarka, et le canal du Ghor oriental creusé dans la vallée et qui longe le bassin du Jourdain du nord au sud sur 120 kilomètres. 25 millions de dinars ont été consacrés à ce projet qui permettra l'irrigation de 111 000 doublers.

Le plan quinquennal

La balance commerciale jordanienne est constamment déficitaire. Les chiffres de 1974 montrent que les importations s'élevaient à 156,5 millions de dinars répartis de la manière suivante : 27,2 % des produits alimentaires, 26,1 % des biens d'équipement, et 19,2 % des matières brutes. Les principaux fournisseurs sont par ordre d'importance : les pays de la C.E.3.2 (29,3 %), les Etats-Unis (18,9 %), les pays socialistes (9,1 %). Pour la même année 1974, le déficit de la balance commerciale a atteint 105,93 millions de dinars. Les transferts ont permis d'équilibrer la balance des comptes courants grâce à une entrée nette de près de 90 millions de dinars, dont la majeure partie provenait des transferts gouvernementaux en provenance des pays arabes (55,2 %), des Etats-Unis (30 %) et de l'O.N.R.W.A. (10,5 %).

Les statistiques de 1976 révèlent une nette amélioration. La production industrielle s'est accrue de 25 %, tandis que les revenus de l'exportation ont augmenté de 40 % entre janvier et août de la même année. Le secteur privé continue à jouer un rôle dominant sur le plan bancaire, car les douze banques commerciales du pays lui appartiennent (dont cinq banques occidentales et quatre arabes).

Au plan triennal qui a été réalisé en bonne partie entre 1973 et 1975, avec pour but de « reconstruire » l'économie, et de réaliser une croissance annuelle de 8 %, a succédé le plan quinquennal 1976-1980. Ce dernier fut au centre des débats qui se sont déroulés récemment à Amman avec la participation d'une centaine d'experts étrangers invités par l'émir Hassan, frère du roi, et artisan de la nouvelle politique économique.

Ce nouveau plan prévoit des investissements de l'ordre de 785 millions de dinars répartis presque à égalité entre les secteurs public (49,9 %) et privé (50,1 %). Il attribue 500 millions de dinars, soit 75,8 % du total, aux projets de développement économique, tandis que les 284,2 % restant vont aux projets à caractère social. Au terme de ce plan, la production intérieure brute (P.I.B.) devra passer de 300 millions de dinars à 500 millions de dinars, en réalisant un accroissement de 75 % en l'espace de cinq ans, soit un taux de croissance annuel de 11,9 %. Tous les pays sont conviés à apporter leur soutien, y compris l'O.R.S.S.

Grâce à l'exploitation des phosphates d'Al Hassa, la part de l'industrie dans le P.I.B. passera de 15,8 % à 28,3 %. Dans le domaine agricole, une attention particulière sera accordée à la mise en valeur de la vallée du Jourdain et de la région du Ghor.

Quant au secteur des services, son accroissement total ne dépassera pas 51,1 % contre 161 % pour le secteur productif. La plus grande érosion sera ressentie au niveau de deux branches : l'administration et la défense. Leur part tombera respectivement de 19 % à 15,3 % pour la première et à 15,3 % pour la seconde. Au terme du plan, le déficit de la balance commerciale devra tomber de 153 millions de dinars en 1975 à 131 millions de dinars en 1980, ce qui équivaut à une baisse de 16,8 %.

Le secteur des industries et mines « figure en tête des préoccupations des planificateurs. Il lui sera alloué 229,12 millions de dinars, répartis dans leur majorité sur les projets suivants :

— 61 millions de dinars pour la construction d'une usine d'en-

grais chimiques à Akaba, par la firme américaine Agico ;

— 39 millions de dinars pour l'expansion de la raffinerie de Zarka, dont la capacité devra être portée de 1 million de tonnes par an en 1975, à 3,5 millions de tonnes en 1979. Le projet a déjà été confié à une firme roumaine ;

— 25 millions de dinars pour la construction d'un complexe d'extraction de potasse dans la région de la mer Morte. La phase finale du projet ne sera atteinte qu'en 1982 et son coût total s'élèvera à 45 millions. Sa capacité sera de l'ordre de 1 million de tonnes par an de chlorure de potassium ;

— 24 millions de dinars pour améliorer la production du phosphate, qui devra passer de 3,5 millions de tonnes par an en 1978 à 7 millions de tonnes en 1980. Les exportations devraient rapporter au pays près de 100 millions de dinars par an, contre 21 millions en 1975, soit 75 % des exportations totales du pays ;

— 21,3 millions de dinars pour l'implantation d'une cimenterie dans le sud ;

— 5 millions de dinars pour la construction d'une usine de traitement du minerai de cuivre ;

— 4,63 millions de dinars pour la recherche du pétrole et du gaz naturel ;

— 35 millions de dinars seront alloués aux projets industriels du secteur privé, orientés essentiellement vers le textile, l'alimentation et les produits de consommation courante.

La coopération avec la Syrie

Quant au secteur irrigation et agriculture, il recevra 137,4 millions de dinars, dont 97,4 millions pour les projets d'irrigation (le seul barrage de Magarris sur le Yarmouk coûtera près de 25 millions de dinars).

Les allocations réservées au secteur transports s'élèveront à 119,9 millions de dinars, tandis que le tourisme n'aura droit qu'à 24,4 millions, et l'électricité à 42,8 millions.

En ce qui concerne les projets de développement social, la priorité est donnée au secteur logements et bâtiments publics (84,04 millions), suivi par l'éducation (34,53 millions), la santé (9,4) et

la formation professionnelle et technique (3,9).

L'aspect le plus important peut-être de l'expansion économique actuelle en Jordanie est fourni par la coopération croissante avec la Syrie. Une haute commission de coordination supervise la réalisation des projets communs à tous les niveaux. Un comité mixte a préparé plusieurs projets industriels : une usine d'immobilier à Lattaquié, une usine de ciment en Jordanie, une usine mixte d'habillement, de pneus, de bragues, de carreaux de céramique, etc.

Les deux parties ont d'ailleurs décidé de coordonner leurs industries chimiques et textiles et sont d'accord sur le principe de l'intégration économique, qui s'étendrait à l'agriculture, l'industrie, les transports, les communications, l'énergie électrique, le tourisme, les douanes et les finances.

Les taxes douanières sont d'ores et déjà unifiées par rapport aux matières premières. Une société d'investissement mixte est en cours de création avec un capital de 62,5 millions de dollars en vue de la production de pneus, de câbles électriques et de téléphones.

La commission bilatérale a décidé, d'autre part, que chaque projet devrait avoir un capital minimum de 17 millions de dollars. Une zone franche de 4 000 km² sera implantée des deux côtés de la frontière. Des projets communs concernant les réseaux d'énergie sont en cours de réalisation. Une autoroute ainsi qu'une ligne de chemin de fer relieront les deux pays et un réseau commun de télécommunications sera mis en place.

A n'en pas douter, une expérience unique dans les annales du monde arabe est en voie de réalisation. Pour la Jordanie, elle contribuera à accélérer la réalisation du plan quinquennal. L'économie jordanienne pourrait peut-être alors compenser, dans une large mesure, la perte de la Cisjordanie.

Deux dangers restent cependant à juguler : des troubles politiques qui menacent de secouer la région et l'inflation galopante qui suscite une forte polarisation sociale.

GEORGES EL RASSY.

ARAB BANK LIMITED

La plus ancienne banque du Proche-Orient



Fondée en 1930

A JÉRUSALEM

DIRECTION GÉNÉRALE : AMMAN, JORDANIE

	En millions de dinars jordaniens			
	1973	1974	1975	1976
CAPITAL ET RESERVES	16,1	17,1	20	30
DEPOTS	300,8	276,1	472	682
TOTAL DE L'AVOIR	316,9	492,2	492,5	1371

1 dinar jordanien = U.S. \$ 3

L'ARAB BANK a des succursales dans les pays suivants :

ABU DHABI, AJMAN, BAHRAIN, DUBAI, EGYPTE, GAZA, JORDANIE, LIBAN, OMAN, QATAR, RAS ALKHAIMAH, ARABIE SAOUDITE, SHARJAH, UMM ALQAIWAIN, FUJAIRAH, TUNISIE, REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN, GRANDE-BRETAGNE.

FILIALES :

ARAB BANK (OVERSEAS) LIMITED
ZURICH, GENÈVE.

UNION DE BANQUES ARABES ET EUROPÉENNES (U.B.A.E.),
LUXEMBOURG, FRANCFORT.

ARAB BANK MAROC
CASABLANCA, RABAT

ARAB BANK (NIGÉRIA) LIMITED
LAGOS, KANO, APAPA, ISOLO.

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.

« Le France » 4, rue Ancelle 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex
TEL. : 747.7242 - CABLE : UBAFRA - TELEX : 610334 & 610640

agences :

U.B.A.F. TOKYO BRANCH
Room 508 - Nishi-Shinjuku
Mitsubishi, Nishinoshin
Chuo-Ku Tokyo 103 (Japan)

U.B.A.F. BAHRAIN BRANCH
Kanoo Building - P.O. Box 5595
Manama
Bahrain

banques affiliées

UBAF BANK LIMITED
Commercial Union Building
St. Helen's - 1 Underneath
London EC3P 8HT

UNIONE DI BANCA ARABE
ED EUROPEE - U.B.A.E. (Italia) S.p.A.
Rome - 11 Piazza Venezia
Milan - 7, Piazza Diaz

UNION DE BANQUES ARABES
ET EUROPÉENNES S.A. - U.B.A.E.
Luxembourg 1250 - 1251
Frankfurt - Grosse Gallusstrasse, 15

UBAN - ARAB JAPANESE
FINANCE LIMITED
Alexandre House - Room 2204-2205
16-20, Chater Road, Central Hong Kong

UBAF FINANCIAL SERVICES LIMITED
Palmerston House 51 Bishopsgate
London EC3P 2AA

UBAF ARAB AMERICAN BANK
645 Park Avenue
New York, N.Y. 10022

Représentation de l'U.B.A.F. au Moyen-Orient
Centre Général
P.O. Box 9022 - Beyrouth (Liban)

ARAB



JORDANIE 1952-1977

ENTRE ROME ET LA MECQUE

Qu'il se souvienne encore qu'un Jordanien avant la lettre, Philippe l'Arabe, gouverna le monde de 244 à 249 et présida, en sa qualité d'empereur, les festivités du millénaire de Rome ? Avant d'être érigée en province romaine, la Jordanie antique avait été l'Arabie Pétrée, royaume de marchands amateurs d'art et de bonne vie, les Nabatéens, Carthaginois de la mer Rouge. C'est peut-être l'idylle d'un dignitaire nabatéen avec la sœur d'Hérode le Grand, roi de Judée, qui incita ce dernier, scandalisé, à envahir la future Jordanie. Mais l'histoire venge les amis du Jourdain : puisque Hérode Antipas, frère et successeur d'Hérode le Grand, épousa la fille d'Arétas IV, prince de Pétra. Aujourd'hui le jubilé d'argent d'Hussein de Jordanie est l'occasion de ressusciter, *in situ*, les riches heures d'une reine nabatéenne à travers la voir et le visage uniques de Fârouk, la seule chanteuse arabe capable, peut-être, de faire un jour oublier Qum Kalsoum.

Amman, sage capitale d'un royaume industriel, n'a pas toujours eu cet air de vierge aux yeux baissés. C'est sous ses murailles que David, fou de Bethsabée, envoya mourir le mari de celle-ci, Urias. Salomon naquit de cet assassinat passionnel. Amman, qui en ce temps-là s'appelait Rabbath-Ammon, avait alors pour roi le lit de fer du géant Og. Plus tard, le pharaon grec d'Égypte Ptolémée-Philadelphe arma assez la cité ammonite pour en faire la première Philadelphie. Celle-ci eut pour déesse protectrice Tyche, belle femme coiffée d'un chapeau orné à la manière dont Marie-Antoinette se mettait une caravalle dans les cheveux.

Les Omeyyades, bâtisseurs épicuriens

Avec les Arabes, Philadelphie devait reprendre son ancien nom, qu'elle porte toujours. Si Rome avait fait de sa possession sur le Jourdain l'un des points forts du limes de son empire, face à une Arabie *felix* que les légions n'aperçurent qu'en mourant de soif dans les sables, les conquérants venus de La Mecque eurent des fils, bâtisseurs épicuriens, qui firent de la province d'Amman « la Touraine de l'Orient ». Châteaux d'hiver, palais d'été, garçonniers du désert, pavillons de chasse, kiosques aériens, bains aux peintures écarlates, vivants passer les dynasties omeyyades dans un éblouissement qui, au Levant, finit dans le sang, avant d'aller, au couchant, irradier l'Andalousie. Les Croisés redonnèrent à la principauté jordanienne une allure plus martiale.

Cette existence contrastée a ponctué de traces rocaillées et collines, des rives d'Aqaba à ceux du lac de Tibériade. La Bible même a certaines de ses pages écrites sur la terre brune du royaume hachémite. C'est à Zor, sur la mer Morte, que Loth et ses filles se réfugièrent après l'embrasement de

Sodome. Des pentes du mont Nebo, là où gisent aujourd'hui les vestiges d'un couvent byzantin, Moïse aperçut la Terre promise dans laquelle il n'entra jamais. Aujourd'hui les jeunes Palestiniens escaladent ce djebel pour voir une patrie qu'ils n'ont pas connue.

Sur le Jourdain, aux abords de Karamé, Jésus fut baptisé par saint Jean-Baptiste, et, dans la forteresse de Macheronte, la moderne Maseur, le précurseur du Messie fut décapité sur un caprice d'Hérodiade. En perdant Jérusalem et Bethléhem, la Jordanie n'a pas cessé d'être Terre Sainte.

Une étrange défilé sous des voûtes millénaires

Amman cache quelques belles villeries dans les pans d'un habit résolument contemporain. Après des siècles étonnants suivis de siècles d'oubli, la capitale des Ammonites était devenue il y a cent ans un village où la Sublime Porte installait des Circassiens musulmans — leur descendance compose aujourd'hui la garde tcherkesse des Hachémites — luyant la colonisation russe. Protégée par sa déshérence, choyée par les archéologues de ce siècle, Amman offre aujourd'hui, au milieu de ses villas modernes, la surprise d'une nymphée antique, d'une citadelle islamique assise sur un temple de Zeus et d'un amphithéâtre de quatre mille places don des Antonins à l'Arabie romaine.

Dans les anciennes resserrées de ce monument, Sâidia El Jabri Tall, une femme comme on n'en fait plus, venue d'Alep avec son français style couvent des Oiseaux et des manières pleines de simplicité, donc de dignité, apprises par un père qui servit les derniers sultans à Constantinople, a créé envers et contre tout un musée des arts populaires jordanien où aucun objet n'est de qualité seconde. Certains jours privilégiés, une flûte bédouine annonce sous les voûtes millénaires un étrange défilé de mode : de jeunes jordaniennes ont revêtu les robes de leurs aïeules : cotonnades tête-de-nigra brodées de vert acide et de rouge sang, résilles dorées ou argentées, velours ottomans violet ou orange, coiffes pointues dont les Françaises tirent le hennin, se remettent à vivre.

Au septentrion d'Amman, Djerash, gros bourg agricole, fut l'antique Gerasa, fondée selon la tradition par Alexandre le Grand, ornée par Hadrien, qui y séjourna longuement, puis par Justinien de Byzance. Les édifices de cette cité furent comme amplifiés les uns sur les autres par un tremblement de terre, au Moyen Âge. Notre époque n'a eu qu'à les débarrasser de leur gangue de terre et à les remettre en place. Théâtres du Nord, ou du Sud, temple de Jupiter ou de Diane, thermes de l'Est ou de l'Ouest,

voie monumentale de 600 mètres de long, synagogue, églises Saint-Pierre-Saint-Paul ou Saint-Cosme, Saint-Damien, se sont redressés comme dans un film tourné à l'envers — la plus belle pièce de l'ensemble étant le grand forum ovale, avec son dallage d'origine et sa colonnade presque intacte. Livrés les trois quarts du temps à la mauvaise herbe et aux paillis oiseaux, Gerasa est le paradis du voyageur solitaire, de l'antiquaire.

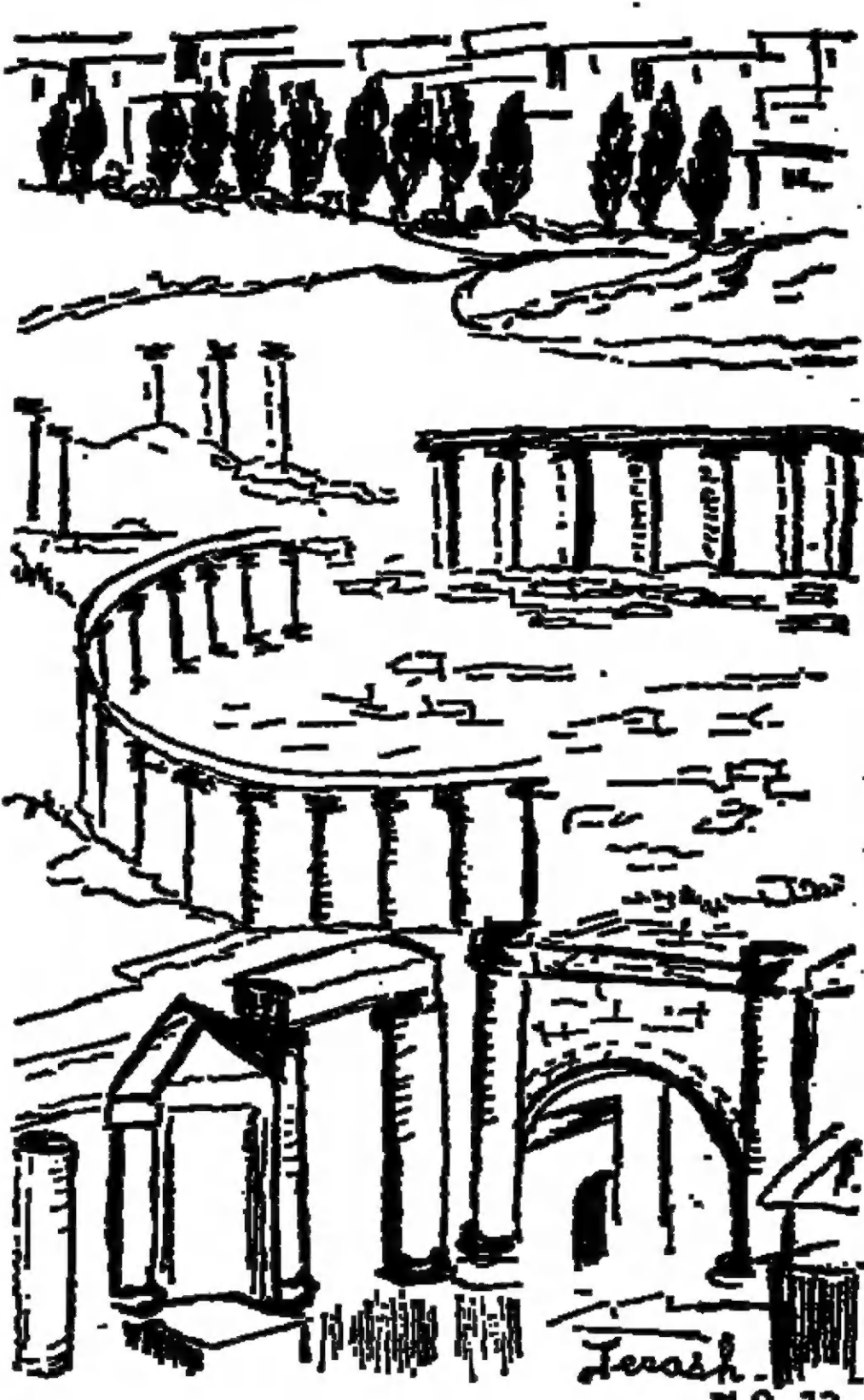
Un peu plus au nord encore, tout aussi à l'écart de l'agitation et du bruit, mais plus roborative que Djerash, veille Ajloun sur son piton. C'est une énorme citadelle arabe posée là en 1184 par ordre de Saladin, sultan d'Égypte, et qui fut jusqu'au siècle dernier l'objet de soins de la part des gouvernements nilotiques, du même-tout Balbars à Ibrahim-Pacha. En haut du donjon, d'où l'on peut apercevoir Jérusalem dans un poudroiement rose et gris, se reposaient jadis les pigeons voyageurs allant du Caire à Damas.

L'empreinte de Lawrence

C'est aussi à des musulmans, mais ceux-là hédonistes, que l'on doit les manoirs du désert que sont Kharanah ou Qasr-Hamra. Kharanah a certes l'allure d'un petit fort, mais c'était un rendez-vous de chasse dont les créneaux cachèrent des salles de festin et des stables à chevaux plutôt que des chambres. Avec ses coupoles et ses entablures Qasr-Hamra, le « château rouge », est sans doute bâti pour le plaisir et le fanatisme, loin des obligations religieuses et protocolaires de Damas. Ici vint Walid I^{er}, calife omeyyade, vainqueur de Roderic, dernier souverain wisigoth d'Ibérie. Il croyait aux signes du zodiaque et il aimait tant la nature, la musique et la vie de famille qu'il entreprit les interdictions islamiques pour faire des murs de son manoir, ce qu'il se sentait encore aujourd'hui : le catalogue de ses joies terrestres.

Le royaume hachémite est saupoudré de vieilles tours. Après le « château rouge », le « château bleu » : Qasr-Azraq, ici « Histoire, poètes errants, guerriers, royaumes morts », ont été tirés du néant par Lawrence d'Arabie. Le « bédouin anglais » y eut son quartier général en 1918, d'où l'entrée de Qasr-Azraq dans « Les Sept Pilliers de la sagesse » (1). Ce gros livre sur une grande aventure humaine est aussi un livre sur la Jordanie. Lawrence aime passionnément ce pays (où le réalisateur anglais David Lean devait venir plus tard le resusciter) et il l'a décrit superbement.

« Nous approchons de Roum (au nord-est d'Akaba). (...) Vallée bien digne d'occuper ma pensée puisque les Haoussates eux-mêmes, peu sentimentaux d'ordinaire, m'avaient vanté son charme. (...) Chacun des blocs rocheux était coiffé de dômes (ces niches de dômes) d'un rouge moins chaud que le corps même de la mon-



(Dessin de Michelle BONDOT.)

tagne, grisâtres plutôt que plats. Ils donnaient la dernière touche, une vague apparence d'architecture byzantine, à cet ensemble écrasant : voie religieuse plus grande que toute imagination. Les armées arabes se fussent perdues dans son ampleur, et, à l'intérieur des murailles, une escadrille d'avions aurait pu avancer. (...) Dans les rêves d'enfance, les paysages ont ce silence et cette ampleur.

Sur la route terrestre de Rome à La Mecque est une contrée rude, mais harmonieuse. Au crépuscule, le petit vent déjà frais du désert, récompense suprême après un jour torride, fait voler dans le dos des méharistes les pointes de leurs keffiyehs, qui sont roses comme les façades et les falaises de Pétra.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Traduction intégrale de Charles Mauron, Payot, Paris, 1959.

SEUL UN TAPIS VOLANT PEUT VOUS FAIRE PARCOURIR PLUS VITE LE PROCHE-ORIENT!

Nulle part dans le monde il n'est plus important de mener les pourparlers d'affaires face à face qu'au Proche-Orient. Le contact personnel peut y sceller un contrat.

C'est pourquoi nous avons créé Arab Wings (Ailes Arabes), le premier service charter d'avions d'affaires à réaction au Proche-Orient. Seul un tapis volant vous permettrait de parcourir plus vite le monde arabe. Nos appareils Learjet 35/36, d'une capacité de cinq à huit passagers sont stratégiquement basés dans tout le Proche-Orient. Volant depuis Amman (Jordanie), Beyrouth (Liban), Dhahran (Arabie Saoudite) et depuis des capitales de plusieurs États du Golfe, dont Oman, Koweït, Bahrein, Dubaï, Abu Dhabi et Qatar, nos appareils vous permettent de n'être jamais à plus de trois heures de n'importe quel point du monde arabe.

Sur Arab Wings, vous ne payez que les kilomètres parcourus à des taux comparables à ceux d'Europe. Nos vols sont confidentiels et totalement assurés.

Nos équipages sont spécialement formés

pour vous faciliter les formalités de passeports et de douane.

Vous pouvez donc compter sur Arab Wings pour vous transporter n'importe où dans le monde arabe, à tout moment, 24 heures par jour, 365 jours par an.

Notre service bénéficie de l'appui de toutes les ressources d'ALIA, la Compagnie Aérienne Royale Jordanienne. Nos appareils sont pilotés, entretenus et réparés sous la direction de véritables professionnels qui doivent répondre aux normes de performances élevées fixées pour le personnel d'Alia.

C'est pourquoi nous vous disons : Seul un tapis volant peut vous faire parcourir plus vite le Proche-Orient.

Si vous souhaitez réserver un appareil Arab Wings, il vous suffit de téléphoner à 1608 ALIA JO ou de téléphoner ou écrire à : Gabriel Mousa ALIA, the Royal Jordanian Airline 12, Rue de la Paix 75002 Paris Téléphone : 261.57.45

Il se passe toujours quelque chose à l'Inter-Continental



HOTEL JORDAN INTERCONTINENTAL

Jabal Amman - P.O. Box 35014 - 35015

Amman - télex : AMN 1207 - 1267

Adresse télégraphique : INHOTELCOR Amman

Téléphone : 41361



Le Jordan Inter-Continental est plus qu'un hôtel. C'est une oasis autonome à air climatisé où vous vous sentez à l'aise et décontracté. Restaurant gastronomique, cafeteria ouverte 24 heures sur 24, boutiques, tous services pour hommes d'affaires et beaucoup d'autres facilités sportives et récréatives, qui transformeront votre travail en plaisir. Détendez-vous avec classe à l'Inter-Continental.

JORDAN PHOSPHATE MINES Ltd

(Mines jordaniennes de Phosphates)

B. P. 30 Amman JORDANIE Télex : 1223

Capital de 10 millions de dinars jordanien, entièrement versé.

Nous exportons du minéral de phosphate dans vingt-trois pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Nos produits comprennent :

Minéral T.C.P. 66/68 % ;

Minéral T.C.P. 70/72 % ;

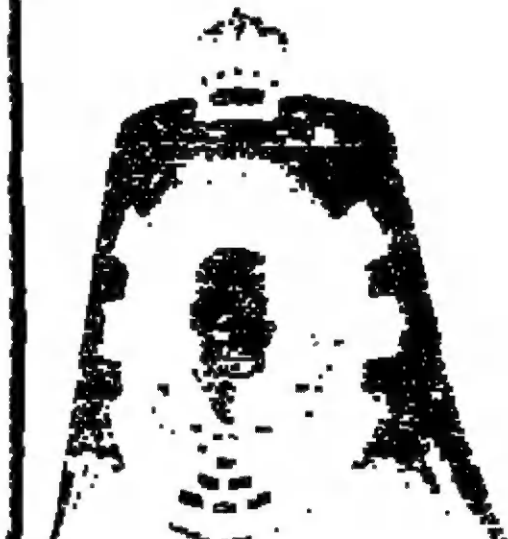
Minéral T.C.P. 73/75 % ;

Roche de phosphate broyée (en sacs).

Nous maintenons en activité trois usines de concentration et quatre séchoirs et nous installons actuellement deux usines supplémentaires de concentration et trois nouveaux séchoirs à la mine méridionale d'El-Hassa. Notre port d'Akaba possède deux quais spéciaux pour les phosphates dont l'un peut accueillir des navires jusqu'à 50 000 tonnes et des installations de stockage pour 180 000 tonnes, des entrepôts supplémentaires étant en construction.

Nous avons entrepris un programme d'expansion qui nous permettra de produire 6 millions de tonnes à partir des installations minières existantes et de créer un nouvel emplacement de mine qui produira 3 millions de tonnes supplémentaires en 1980.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez nous écrire à l'adresse ci-dessus.



la Jordanie hospitalière
vous souhaite la bienvenue

هناك امين الاصل

JORDANIE 1952-1977



Un avenir prometteur pour le tourisme



Pétra - N.E.H.

Le tourisme en Jordanie a été profondément affecté par la guerre de 1967 qui priva le pays des Hauts Lieux saints de la chrétienté et de l'islam. Avant cette date, le tourisme constituait le seul poste positif important de la balance des services. La perte des Lieux saints remplaça l'excédent antérieur par un déficit. En 1974, la balance des « voyages » se soldait par 0 et l'on a pu remarquer une dégradation continue de ce déficit depuis l'année 1970. En 1973, il ne représentait plus que 570 000 dinars jordaniens. D'après les chiffres publiés par la Banque centrale de Jordanie, le nombre de touristes arrivés dans le pays en 1974 aurait atteint 551 700, dont 350 000 Arabes. Ces chiffres absolument sans aucune comparaison avec 1973 se rapprochent de ceux de l'année record de 1966.

Les retombées de la guerre civile au Liban furent bénéfiques pour le tourisme jordanien. Grâce aux quelque 15 000 libanais et Palestiniens qui avaient fui Beyrouth et s'étaient installés à Amman au cours de ce conflit, la capitale jordanienne a connu, pendant deux ans, un véritable boom économique et touristique. Certains secteurs comme l'hôtellerie connurent une expansion rapide. Mais le retour au calme au Liban provoqua un malaise en Jordanie où les autorités essayent de remédier à ce coup de frein brutal donné à l'expansion du secteur « services » par un effort soutenu de promotion touristique à l'étranger mené en collaboration avec le ministère du tourisme syrien. De même que l'autorisation récente aux touristes de passer de la rive est à la rive ouest du Jourdain permettra sans aucun doute une reprise du mouvement touristique.

Si le plan quinquennal (1976-1980), qui consacre 24,4 millions de dinars au secteur « tourisme » et antécédent à se concrétiser dans les faits, les rentrées touristiques devraient doubler à la fin du plan en passant de 21 à 42 millions de dinars.

Un passé grandiose

La Jordanie s'inscrit dans le sillage des grandes civilisations qui se sont succédées dans cette partie du monde. Aucune frontière naturelle ne la sépare de ses voisins : l'Irak, la Syrie et l'Arabie Saoudite. C'est partout le même désert qui s'étend à perte de vue et d'où ressortent de temps en temps les vestiges d'un passé grandiose. Amman, la capitale, est mentionnée à plusieurs reprises dans la Bible, sous le nom de Rabboth-Ammon. Sa population est passée de deux cent mille en 1973 à près de trois cent mille aujourd'hui. Elle est bâtie sur sept collines et son monument le plus prestigieux est le théâtre romain, qui date du II^e siècle de notre ère et qui offre six mille places assises sur ses gradins. C'est un cadre idéal pour les festivals de musique, de danses folkloriques, de concerts et autres spectacles, grâce à son excellente acoustique et à sa scène restaurée et illuminée.

Pétra, découverte par hasard en 1812 par l'explorateur suisse Burckhardt, est située à 275 kilomètres au sud de la capitale. Une ville unique dans son genre, taillée dans le roc par les Nabatéens et célèbre par sa couleur rose-rouge. Son plus bel édifice est « al Khaznat » ou trésor du Pharaon, orné de colonnes taillées et de déesses sculptées. On y accède par le Siq, un étroit défilé sinueux entre les falaises rocheuses. Le plus ci-

gantique monument de la ville est le monastère, qui remonte au III^e siècle.

La mer la plus salée

A part les cités antiques du royaume, il faut mentionner les efforts consentis ces dernières années pour faire d'Akaba (à la pointe sud du pays) un centre de villégiature et une station balnéaire bien équipée. On y a construit un aéroport en 1972, et une série d'hôtels modernes. On y pratique aujourd'hui des sports d'été et d'hiver (natation, ski nautique,

plongée sous-marine, etc.). Akaba ne pourrait cependant devenir un lieu attrayant pour les habitants de l'Arabie et du Golfe que dans la perspective de la paix dans la région, car elle se situe à proximité du port israélien d'Eilat.

Quant à la mer Morte, dont l'altitude est la plus basse du monde, elle est jonchée à sa rive est par l'ancienne « route des Rois », qui va d'Amman à Karak, à 125 kilomètres au sud. Son eau est si salée qu'il serait impossible d'y couler. Quant à Karak, surnommée le Rocher du désert, c'est une ancienne forteresse du

temps des croisades où s'élève toujours un magnifique château avec ses donjons, ses douves, ses kuetes, et même une chapelle.

Romains, Arabes, croisés sont toujours présents sur le sol jordanien. Malgré la perte des Lieux saints en Cisjordanie, un avenir prometteur attend le tourisme en Jordanie, et toutefois les sacrifices nécessaires sont consentis pour remettre ce glorieux passé à la portée des touristes et pour doter le pays de l'infrastructure nécessaire à ce genre de « services ».

G. El-R.

SPIE BATIGNOLLES

TOUR ANJOU — 33, QUAI NATIONAL, 92806 PUTEAUX
TELEPHONE : 776-43-64 — TELEX : PAREL 620834

RÉALISATION D'ENSEMBLES "CLÉS EN MAINS"

QUELQUES RÉFÉRENCES :

- En Indonésie, usine d'engrais, Grésik ;
- Au Maroc, diverses unités d'engrais, Sali ;
- Au Sénégal, usine d'engrais, Dakar ;
- En Tanzanie, usine d'engrais, Tanga ;
- En Tunisie, usine d'acide phosphorique, Gafsa I, et unité d'acide sulfurique, Sfax ;
- En Zambie, extension du complexe d'engrais, Kafue ;



Complexe d'engrais de SAFI (Maroc). — Vue d'ensemble.

- En Jordanie, pour la Jordan Fertilizer Industry, important complexe d'engrais phosphatés, en cours de construction à Aqaba : 2 unités d'acide sulfurique, 1 unité d'acide phosphorique, 2 unités de granulation en DAP, ensemble des offsites et utilités.

Chambre de Commerce Franco Arabe

Créée en 1970 à l'initiative des ambassadeurs arabes accrédités à Paris, et avec l'accord du gouvernement français, la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Elle a pour vocation de favoriser et de développer les relations commerciales, industrielles et financières entre la France et l'ensemble des pays arabes. A cette fin, la Confédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture arabes a décidé, lors de son congrès à Bagdad en 1972, que la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE aurait pour correspondants officiels toutes les chambres de commerce arabes, dans leur pays respectif, et qu'elle serait leur interlocuteur en France.

Depuis l'année dernière, la Chambre s'est dotée de nouvelles structures pour mieux répondre aux besoins de ses adhérents français et arabes : sections bilatérales, comités nationaux (en pays arabe), comités régionaux (en France), comités techniques (transports, textiles, etc.).

Elle a édité un règlement de conciliation et d'arbitrage applicable entre les pays arabes et les pays occidentaux.

Elle organise pour chaque pays intéressé des journées d'études à Paris et des missions qui permettent l'échange d'informations et la prise de contacts très fructueux.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE
138, boulevard Haussmann
75008 PARIS
Téléphone : 924-99-85.



POUR LA FÊTE DU 25^e ANNIVERSAIRE

La Jordanie hospitalière
vous souhaite la bienvenue

que ce soit en

VISITE D'AFFAIRES
OU DE PLAISIR

SÉJOURNEZ A L'HOLIDAY INN

« Partout chez nous vous êtes chez vous »

HOLIDAY INN D'AMMAN

220 chambres et suites air climatisé. Situé dans le centre près des quartiers d'affaires et des ambassades - TV et mini-bar dans chaque chambre - Plusieurs restaurants : français, oriental, steak-house, coffee-shop, pub anglais et night-club sur la terrasse - salle de conférence et de banquet pour 600 personnes - Piscine. Ouverture en novembre 1977. Adresse : P.O. Box 6398 - Tél : 1633 NAZZAL JO

HOLIDAY INN D'AQABA

110 chambres et suites air climatisé. Au bord de la mer Rouge - TV et mini-bar - coffee-shop et restaurant français - salles de conférence et de banquet pour 125 personnes - Plage privée - Piscine - Ski nautique - Plongée sous-marine - Pêche. Adresse : P.O. Box 215 - Tél : 0283 HOLIDAY JO

RÉSERVATIONS INTERNATIONALES HOLIDAY INN :
PARIS TELEPHONE : 686-50-87 — TELEX : 204696

BANK OF JORDAN LTD

fondée en 1960

SIÈGE SOCIAL : AMMAN

P.O. Box 2140
Téléphone : 44327/8-44845
Capital : JD. 750.000
Réserves : JD. 1.085.331
Dépôts : JD. 21.341.041
Président : Husni Sido Al Kurdi

Directeur génér. : Zuhair Darwaza
Tél : Bank Jordan 1272
Adresse télégraph. : Bank Jordan
Avoir réalisable : JD. 9.334.668
Total de l'actif : JD. 33.572.468

La BANK OF JORDAN LTD effectue toutes opérations bancaires commerciales et a des correspondants dans le monde entier.

Succursales en Jordanie :
Amman (6 succursales), Karak, Irbid, Maan, Ramtha, Madaba, Jerash, Aqaba, Ajloun, Wadi Seer, Salt et Sweileh.

Filiaire : Union de Banques Arabes et Françaises, Paris

TABEAU COMPARATIF POUR LES SIX DERNIÈRES ANNÉES (1971-1976)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76
Capital (versé)	523.360	523.360	523.360	523.360	523.360	750.000
Réserves	224.833	201.418	385.838	702.533	818.630	831.620
Dépôts et cautionnements	5.294.228	6.061.846	7.603.336	9.726.881	16.234.871	21.341.041
Autres valeurs immobilisées	4.234.384	3.557.889	4.697.797	6.078.949	7.774.375	12.731.853
Disponible	1.682.947	1.831.051	2.406.451	2.944.897	5.251.013	7.200.825
Chiffre d'affaires	7.638.060	8.124.340	12.136.798	13.767.148	22.661.108	33.572.468
Bénéfices nets à distribuer après imputation aux réserves et règlement de l'impôt sur les sociétés	15.478	32.001	37.335	42.085	53.336	90.000

(1 dinar jordanien = U.S. \$ 3,03)

JORDAN PHOSPHATE MINES LTD

(Mines jordanaises de phosphate)

Amman JORDANIE

Capital : 11 millions de dinars

Mines exploitées : 11 mines de phosphate

Produit principal : phosphate

Exportations : 11 millions de tonnes

Production : 11 millions de tonnes

Investissements : 11 millions de dinars

Travaux : 11 millions de dinars

Recherche : 11 millions de dinars

Formation : 11 millions de dinars

Recrutement : 11 millions de dinars

Logement : 11 millions de dinars

Transport : 11 millions de dinars

Communication : 11 millions de dinars

Services : 11 millions de dinars

Autres : 11 millions de dinars

Total : 11 millions de dinars

POLITIQUE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

Les divergences

	P.S.	P.C.F.	M.R.G.
Salaires	Effort en vue d'une remise en ordre et d'une réduction de la hiérarchie des salaires.	Effort en vue d'une remise en ordre et d'une réduction de la hiérarchie des salaires. L'objectif étant de parvenir à un écart maximum qui puisse évoluer autour de 1 à 2 %.	Retrecissement de la hiérarchie des salaires.
Urbanisme	Fixation d'un prix de préemption des terrains bâtis ou non bâtis dans les périmètres d'urbanisation : taxe foncière et surtaxe sur les plus-values foncières ; location des terrains acquis par les municipalités.	Fixation d'un prix de référence et « celui de la taxe et de la surtaxe en fonction de ce prix ; revente des terrains acquis par les municipalités.	Possibilité pour les municipalités de revendre les terrains qu'elles auront acquis.
Nationalisations	Maintien des neuf nationalisations prévues en 1972 ; « retour à la nation » d'ELF-RAP et du C.A. transformés en participation majoritaire des prêts de l'Etat aux groupes sidérurgiques. Indemnisation sous forme d'obligations et de certificats sans droit de vote.	Ajouter aux neuf nationalisations prévues celle de Denain-Nord-Est Longwy Marais-Wendel, Empain-Schneider, Chiers-Châtillon, C.F.P.-Total et Peugeot-Citroën. Nationalisation des sociétés dans lesquelles les groupes nationalisés possèdent plus de 50 % des parts. Indemnisation sous forme d'obligations.	Maintien des nationalisations prévues en 1972 ; suppression de la phrase du texte de 1972 permettant aux travailleurs d'une entreprise de demander sa nationalisation.
Agriculture	Remplacement des SAFER par des offices fonciers disposant d'un droit de préemption sur les terres agricoles pour les louer, plutôt que les revendre, aux agriculteurs.	« Démocratisation » des SAFER, qui devront revendre plutôt que louer les terres qu'elles auront acquises.	Sauvegarde de l'exploitation familiale ; vente des SAFER aux agriculteurs.
Fiscalité	Création d'un impôt sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs par famille, à un taux de 0,5 à 2 %.	Impôt sur les fortunes supérieures à 1 million de francs par personne, à un taux de 0,5 à 8 %.	
Institutions	Limitation du scrutin proportionnel aux élections législatives et sénatoriales.	Application du scrutin proportionnel aux élections législatives, sénatoriales, cantonales et municipales.	Limitation du scrutin proportionnel aux élections législatives et sénatoriales.
Calendrier d'application	Le gouvernement élèvera immédiatement le SMIC à 2 200 francs et le minimum vieillesse à 1 200 francs ; il augmentera « sensiblement » les allocations familiales.	Le gouvernement portera immédiatement le SMIC à 2 200 francs et le minimum vieillesse à 1 200 francs ; il augmentera les allocations familiales de 50 %.	

LA POLÉMIQUE SUR LA DÉFENSE

M. Henu estime qu'il n'y aurait référendum qu'en cas d'échec des négociations sur le désarmement

M. Charles Henu, membre du comité directeur et président de la commission de la défense du parti socialiste, nous a déclaré :

« La polémique sur la défense nationale continue de me surprendre car elle se nourrit du faux procès adressé aux socialistes, les quels savent bien que depuis plus d'un an des responsables communistes — et même Georges Marchais — préparent une redéfinition du programme commun en matière de défense nationale. Il y a deux ans, au mois d'août, l'Humanité ne pouvait pas démontrer que l'écrit dans le Monde ce que le parti communiste dit, à peu près — aujourd'hui. Mais je ne m'en plains pas car je constate l'évolution du parti communiste français, il semble cependant qu'il lui reste un pas de plus à accomplir, mais il le fera sans doute. A savoir que l'écrit communiste souhaité par Georges Marchais n'est pas conciliable avec une politique autarcique militaire française, avec une politique de neutralisme, frileuse et peureuse. »

M. Sanguinetti relève l'incapacité des socialistes à concevoir les conditions d'une défense

M. Alexandre Sanguinetti, membre du conseil politique du R.P.R., a estimé, mardi 8 août, au micro de France Inter, qu'il est « extrêmement aberrant » de « demander aux Français de décider par référendum s'ils veulent ou non le maintien de l'arme nucléaire. Il a souligné que « le peuple français, le peuple européen, le peuple méditerranéen, le peuple méditerranéen », a donné « dans l'histoire l'exemple de la non-compréhension de ces problèmes ». L'ancien secrétaire général de l'U.D.R. a également relevé l'incapacité congénitale des partis socialistes libéraux de concevoir intellectuellement, moralement, politiquement, les conditions d'une défense. Il a ajouté : « Si la France avait écouté Jean Jaurès à la veille de 1914, dans son armée nouvelle, nous n'aurions pas dépassé le mois d'août et nous n'aurions pas gagné la Marne. Il en est toujours ainsi lorsque les socialistes arrivent au pouvoir, et c'est non seulement vrai dans le domaine militaire, comme l'a prouvé par exemple la période 1936-1940, mais également dans tous les autres ordres d'idées. »

M. Sanguinetti a d'autre part indiqué que l'opposition est aussi divisée que l'est la majorité, mais qu'elle arrivera certainement à se réconcilier électoralement. »

« Quant au référendum proposé par François Mitterrand et bien accepté par une majorité de Français selon les sondages — il me semble que le gouvernement de la gauche ne commencerait pas par là. Mais il proposerait un plan de paix et de désarmement aux puissances détentrices des armes nucléaires, essentiellement l'Union soviétique et les U.S.A. Si la négociation réussissait, il y aurait désarmement en France. Dans le cas où elle échouerait — il faut rappeler que cette hypothèse n'est pas prévue par le programme commun — alors il conviendrait de consulter les Français pour savoir si l'on doit désarmer unilatéralement, nous pays Personnels, ou si l'on doit maintenir unilatéralement, mais il faut bien reconnaître qu'une telle décision, après débat, devrait faire l'objet d'un référendum. Il n'est pas compréhensible que l'on puisse s'opposer à une telle logique. »

M. Bourges : le P.C. est loin d'avoir une position analogue à celle du général de Gaulle.

M. Yvon Bourges (R.P.R.), ministre de la défense, a estimé, mardi 8 août au micro d'Europe 1, que la critique de M. Marchais à l'égard du parti socialiste est « tout à fait fondée ». Il a ajouté : « Le parti communiste ne se donne que les apparences d'accepter la discussion nucléaire. Il n'a pas été jusqu'au bout et il est loin d'avoir une position analogue par exemple à celle du général de Gaulle. »

Pour M. Bourges, la critique et la réponse que M. Mitterrand a faites au parti communiste sont également « tout à fait fondées ». « Il faut que les Français, a-t-il expliqué, attendent le mois de décembre, moins de trois mois avant les élections, pour savoir quelle serait la position du parti socialiste alors que depuis dix ans M. Mitterrand prétend assumer la conduite du pays. Cela est inquiétant. »

M. Jacques Soustelle, député réformateur de Lyon, confirme, dans une interview accordée au quotidien Rhône-Alpes du mardi 9 août, qu'il se représentera aux élections législatives dans la troisième circonscription du Rhône « avec l'intention bien nette de garder celle-ci à la majorité ». Estimant que si le R.P.R. perdait beaucoup de voix « la majorité ne serait plus la majorité », l'ancien ministre déclare notamment : « Nous avons le plus grand intérêt du monde à ce que le R.P.R. sorte victorieux de l'épreuve. »

LES GRANDES MANŒUVRES

(Suite de la première page.)

Ce sont eux, chacun le sait, non les gouvernements, les partis ou les responsables politiques, qui perdent les guerres, provoquent les crises et assument les conflits. Au II^e s'il n'y avait pas de journaux comme on serait tranquille... Depuis longtemps, ce genre de « manœuvre déloyale » est accueillie par la presse avec philosophie et sérénité. Reste le fond, qui est plus sérieux. Pour l'instant, on ne peut encore que se poser des questions. Dans les milieux politiques, on attend depuis quelques semaines répéter, un peu étourdiment peut-être, deux ou trois formules toutes faites, exactement opposées à celles que, des mêmes bouches, on recueillait à la fin de la semaine. Celles-ci par exemple : les communistes ne veulent pas l'accord, ils ne veulent pas que la gauche s'engage, ils ne veulent pas aller au pouvoir. Et aussi : la gauche perd du terrain, elle n'est plus sûre de gagner les élections, alors les querelles reprennent de plus belle. Et même : au fond, tout se passe comme si, ayant cru sa victoire assurée, la gauche subissait déjà l'usure du pouvoir et commençait déjà maintenant la crise qu'elle ne pourra éviter trois, six ou douze mois après les élections qu'elle aura gagnées.

SOCIALISTES ET RADICAUX DE GAUCHE PRÉSENTERONT UNE LISTE COMMUNE DANS LE RHONE

Dans le département du Rhône, où sept sièges sénatoriaux seront à pourvoir lors des élections du 29 septembre — soit deux sièges supplémentaires en vertu de la loi du 16 juillet 1976 — M. Auguste Pinton (rad. de g.), sénateur sortant, a annoncé qu'il ne se représentera pas. Les socialistes et les radicaux de gauche ont constitué une liste commune, qui sera conduite par M. Frank Bracastri (P.S.), maire de Saint-Pons. Le parti socialiste n'a actuellement aucun sénateur dans le département. Le parti communiste présentera sa propre liste, qui sera vraisemblablement conduite par M. Camille Vallin, maire de Givors. Deux autres listes sont en cours de constitution : celle qui conduira M. Francisque Colomb, sénateur sortant (non inscrit), maire de Lyon, et une liste pour la promotion des collectivités locales par une gestion humaniste et indépendante, qui sera conduite par M. Alfred Gérin, conseiller général centriste.

Une exposition à la mémoire de Georges Pompidou est organisée jusqu'au 31 août à l'école de Montboudif (Cantal), village natal de l'ancien président de la République. Divers documents, extraits des archives de la commune, de la paroisse et de l'école ont été rassemblés à cette intention pour rappeler les origines cantalaises et boudmontaises de Georges Pompidou.

Le Collège pour une société de participation, club gaulliste que préside M. Daniel Richard, préconise la réunion, au mois de septembre, des divers clubs qui se réclament de la majorité.

La première de ces imputations, le refus du pouvoir par le P.C., M. Marchais a répondu avec vigueur et fermeté il y a trois jours. La cause est entendue. La seconde, le pronostic défavorable, est aussi hasardeuse, voire suspecte, que des sondages qui ne peuvent évidemment prendre en compte ni la date, ni les circonstances, ni les conditions politiques de la consultation. En fait, elle est lancée par des adversaires qui prennent plus ou moins leurs désirs pour des réalités. Quant à l'ingénue démonstration selon laquelle la gauche pourrait « faire l'économie du pouvoir puisqu'il en subit déjà les effets et les vicissitudes, elle relève de la méthode Coué et de l'obsédante propagande gouvernementale qui exploite et grossit à plaisir, la télévision aidant, le moindre incident. Quand on écoute MM Giscard d'Estaing et Chirac, qu'on regarde l'état de la majorité qui s'en va en lambeaux, on ne peut s'empêcher de hausser les épaules en entendant le porte-parole de cette même majorité s'apaisant interminablement et avec délectation sur les divergences au sein de la gauche.

M. Jean-Marie Daillet (C.D.S.) : « M. Mitterrand dissuade les Français de voter pour le programme commun. » M. J.-M. Daillet, secrétaire national du Centre des démocrates-sociaux chargé des affaires européennes, estime que « c'est en fait de discussion, M. Mitterrand est en train, à son tour, de dissuader les Français de voter pour les candidats du prétendu programme commun, car la politique qui se développe entre communistes et socialistes, dès à présent, toute vraisemblance à leur capacité de gouverner ensemble ». Il ajoute : « Comment les Français pourraient-ils envisager sérieusement de remettre leur sort dans le domaine militaire à des partisans qui s'opposent à de telles contradictions sur un sujet aussi fondamental pour notre indépendance, notre sécurité, notre liberté ? » Il a contre-pied par M. Marchais, M. Mitterrand courir en vain après un compromis qui en soi serait la fin de toute discussion, de toute défense, nucléaire ou non. »

La fédération du parti socialiste de la Haute-Corse a désigné, samedi 5 août, ses candidats aux prochaines élections législatives. Il s'agit de M. Pierre Antonietti, chargé de mission auprès du préfet de région dans la circonscription de Bastia, et de M. Vincent Carliotti, conseiller général du canton de Mofa-Verde, dans la circonscription de Corte-Calvi.

Le Collège pour une société de participation, club gaulliste que préside M. Daniel Richard, préconise la réunion, au mois de septembre, des divers clubs qui se réclament de la majorité.

M. Fiterman soupçonne les socialistes les radicaux de gauche et « le Monde » de chercher à « conduire la négociation dans l'impasse »

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F. et chef de la délégation communiste aux travaux d'actualisation du programme commun de la gauche, fait ce mercredi 10 août, en première page de l'Humanité, une mise au point à la suite de la publication, par le Monde (daté du 10 août) des principales dispositions du texte sur la défense auquel les délégations du P.S., du P.C.F. et du M.R.G. étaient parvenues lors de leur dernière séance de travail, le 28 juillet. « Le même texte, à une ou deux variantes près, purement formelles, nous a été adressé directement par porteur », M. Fiterman écrit. « Le journal le Monde publie dans ses colonnes ce qu'il prétend être, au moins sur les points les plus importants, le texte intégral du projet commun sur « le désarmement et la défense nationale », élaboré par le groupe des quinze » en vue de l'actualisation du programme commun. Ce texte n'a pu être transmis que par les négociateurs socialistes ou radicaux de gauche, le Monde n'ayant même pas eu la correction d'informer le parti communiste de cette publication. »

« Comme responsable de la délégation communiste au groupe des quinze », poursuit M. Fiterman, « j'exprime une protestation indignée contre une initiative absolument contraire aux règles de stricte et de réserve auxquelles s'entendront normalement les participants à une négociation non achevée, à moins qu'ils ne veulent la faire échouer. Le procédé est d'autant plus scandaleux que, en ayant eu sous leurs yeux des données contraires à la réalité des faits. »

Selon le responsable communiste, il y a trois omissions dans le texte publié par le Monde : le premier lieu, « le fait que les initiatives en faveur du désarmement tiendront compte de la nécessité de préserver à chaque étape la sécurité du pays ; en second lieu, la récusation de toute idée d'un condominium de super-puissances sur le monde ; enfin, « le paragraphe portant sur le refus de participation à toute nouvelle organisation militaire intégrée, ce qui constitue une conjonction non négociable, en en considérant, au texte de 1972. »

M. Fiterman ajoute : « Sur plusieurs paragraphes des plus

importants — notamment celui ayant trait au maintien de l'arme nucléaire — la discussion n'a pas permis d'aboutir à une rédaction commune ; les délégations ont alors décidé, d'un commun accord, de renvoyer la mise au point définitive du texte ou des discussions devant avoir lieu dans le cadre du comité de liaison ou à la rencontre « au sommet ». Le Monde fait le silence sur ce point comme il escamote les rédactions différentes de certaines phrases qui existent. »

Il poursuit : « Le Monde prétend qu'il y aurait accord définitif sur certaines parties du texte. C'est faux. Des bases générales d'accord se dégagent effectivement de la discussion qui a eu lieu (...) Mais il a été clairement indiqué au terme de la discussion — et sans contestation de la part de quiconque — qu'il ne pouvait y avoir accord global sur un texte tant que certaines parties restaient à rédiger, étant donné que les différents éléments d'un tel problème ne peuvent absolument pas être séparés les uns des autres. Nous avons donc ensemble constaté que des bases d'accord se dégagent, mais aucun accord définitif, total ou partiel, n'a été conclu sur cette question. »

M. Fiterman précise d'autre part : « J'ajoute que, dans le même esprit, notre délégation a expressément rejeté au cours des discussions du groupe des quinze « le recours au référendum proposé par François Mitterrand. Nos partenaires le savent, mais le Monde fait mine de l'ignorer. »

Le chef de la délégation communiste conclut : « En bref, je considère cette publication comme une manœuvre déloyale et insidieuse. Certains cherchent-ils, au parti socialiste ou au Mouvement des radicaux de gauche, avec le concours du Monde, à conduire la négociation dans l'impasse ? Je me le demande maintenant. »

REMARQUES CONTRADICTOIRES SUR LES NATIONALISATIONS

PRÉCISIONS

Dans son éditorial de l'Humanité, ce mercredi matin, M. Charles Fiterman conteste, d'une part, le principe de la publication des points d'accord auxquels les négociateurs socialistes, communistes et radicaux de gauche étaient parvenus sur la défense, d'autre part, l'exactitude des informations publiées par le Monde. (Voir à ce sujet l'article de Pierre Vianson-Ponté, page 1.)

Sur les points de fait, le responsable communiste observe d'abord que « le fait que les initiatives en faveur du désarmement tiendront compte de la nécessité de préserver à chaque étape la sécurité du pays » n'est pas mentionné dans la liste des points d'accord que nous avons publiés. Il paraît donc que le gouvernement rechasserait une négociation aboutissant à la réduction simultanée et contrôlée des armements, des forces armées et des budgets militaires. Nous avons omis également de mentionner la récusation de toute idée d'un condominium des super-puissances sur le monde. Il semblait, à l'époque, suffisant de mentionner l'objectif d'un élargissement du traité soviéto-américain, signé à Moscou en mai 1973 — qui a toutes les chances d'être caduc en octobre — et des négociations SALT sur la limitation des armements nucléaires.

Enfin, le négociateur communiste relève que nous n'avons pas cité « le paragraphe portant sur le refus de participation à toute nouvelle organisation militaire intégrée », disposition dont nous avons fait état à plusieurs reprises, notamment en rapportant dans le Monde du 5 août, les déclarations de M. Fiterman à l'Humanité-Dimanche.

Sur ces trois points, nous ne pouvons que savoir gré à M. Fiterman des précisions qu'il estime devoir apporter. Nous ne pouvons le suivre, en revanche, lorsqu'il accuse le Monde d'avoir prétendu qu'il y aurait accord définitif sur certaines parties du texte. Nous ne prétendons faire connaître à nos lecteurs que « les dispositions nouvelles du texte » qui a fait l'objet d'un « accord » entre les trois délégations, étant entendu que la question reste en suspens et qu'il appartient aux dirigeants des trois partis réunis « au sommet », de rédiger le texte définitif. Nous rappelons, au demeurant, la formule employée par les négociateurs lors de leur dernière réunion : « Ce texte contient des bases générales d'accord. »

M. Fiterman renvoie les lecteurs de l'Humanité à la déclaration publiée, dans la nuit du 28 au 29 juillet, par la délégation communiste. Celle-ci indiquait :

« Les bases générales d'un accord sur la politique de défense nationale ont été dégagées ; celle-ci reposera entre autres sur un grand effort en faveur du désarmement général, sur le maintien de l'armement nucléaire français, sur une stratégie de dissuasion au sens strict permettant de faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit, sur le refus de s'associer à la constitution de toute nouvelle organisation militaire intégrée. Il reste à préciser différentes formulations de ce texte sur lequel les représentants du parti socialiste ont déclaré que la direction de leur parti s'engagera clairement. »

Nous avions déjà relevé (le Monde du 5 août) que les responsables communistes omettent toujours, dans leurs déclarations publiques, la quatrième « base générale d'accord », qui figure incontestablement dans le texte du 28 juillet : « La décision finale devra appartenir aux Français. »

N'ayant pas eu communication des procès-verbaux des séances du conseil du « groupe » des quinze, nous ignorons que la délégation communiste avait « expressément regretté » le recours au référendum proposé par François Mitterrand. M. Fiterman nous l'apprend. Notons seulement que, le 26 juillet, M. Fiterman déclarait, après une réunion du groupe d'actualisation : « Notre parti n'a jamais rejeté la méthode du référendum comme une méthode, parmi d'autres, pour consulter les Français. » (Le Monde du 27 juillet.)

Quant à « escamoter les rédactions différentes de certaines phrases qui existent », comme nous en accuse M. Fiterman, nous croyons savoir, peut-être à tort, que ces différences, mentionnées entre parenthèses dans le texte tel qu'il était rédigé le 27 juillet, en avaient été effacées au cours de la séance du lendemain.

PATRICK JARREAU.

« Au tribunal des conflits, M. René Tump et Jacques Boudin, avocats généraux à la Cour de cassation, sont nommés respectivement commissaire du gouvernement et commissaire du tribunal des conflits. »

POLITIQUE

Je suis

هناك امر لا امل

POLITIQUE

Nouveau désaccord entre le président du R.P.R. et l'Élysée

M. Jacques Chirac s'oppose à la réforme du statut des suppléants avant les élections

Interrogé par l'Agence centrale parisienne de presse, le mardi 8 août, à la veille de la quatrième réunion des principaux partis de la majorité, M. Jacques Chirac a notamment déclaré : « Au-delà des divergences secondaires de forme, les révisions de la majorité font bien apparaître l'unité profonde de la majorité et marquent ainsi la différence avec l'opposition qui ne peut masquer ses divergences sur les problèmes les plus essentiels pour la France, notamment pour ce qui concerne la défense, c'est-à-dire sa sécurité et son indépendance. »

Il a proposé du projet de modification du statut des suppléants, qui permettrait aux ministres et secrétaires d'État ayant quitté leurs fonctions gouvernementales de retrouver, après un délai de six mois, leur siège de député ou de sénateur, le président du R.P.R. a indiqué : « Sur le fond, ce problème peut et doit être discuté. Je n'ai pas le sentiment cependant que cette question revête un caractère prioritaire, dans la mesure où, en fait, que quelques hommes politiques. La France a d'autres problèmes, et d'une autre ampleur, à résoudre. »

De plus, j'ajoute qu'il ne paraît pas convenable de faire modifier la Constitution par une Assemblée qui tient sa dernière session. Une procédure aussi soignée doit être réservée à la nouvelle Assemblée qui sortira des urnes au printemps prochain. »

M. YVES GUÉNA (R.P.R.) :
Tout nous sépare de M. Giscard d'Estaing

Dans un article consacré à M. Yves Guéna, député politique de cette semaine, plusieurs déclarations de celui-ci. Voici :

A Saint-Pierre-et-Miquelon

LES ÉLUS DEMANDENT L'ARRÊT DE LA DÉPARTEMENTALISATION

Dans un télégramme adressé à M. Valéry Giscard d'Estaing, le conseil général, les conseils municipaux des deux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon, les syndicats ouvriers (C.G.T., C.F.O.T., C.F.T.M.), les commerçants (Indépendant) et des fonctionnaires (F.O.) déclarent, après un an d'expérience départementale, être convaincus de l'insupportabilité du nouveau statut à un archipel qui se situe à l'intérieur de la zone dollar.

Les signataires, qui insistent sur l'aspect politique de leurs revendications, demandent au président de la République d'accepter l'arrêt de la départementalisation et réclament une nouvelle concertation sur l'avenir des îles.

S lisez

la vie sexuelle de robinson crusoë

de michel gall

aux éditions jean-claude simoen

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en vacances en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les distributeurs.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une succursale d'être assurés de recevoir le Monde, nous proposons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :	
Quatre jours	22 F
Trois semaines	30 F
Un mois	37 F
Un mois et demi	42 F
Deux mois	44 F
ÉTRANGER (valeur normale) :	
Quatre jours	37 F
Trois semaines	52 F
Un mois	62 F
Un mois et demi	67 F
Deux mois	74 F
EUROPE (avion) :	
Quatre jours	46 F
Trois semaines	65 F
Un mois	77 F
Un mois et demi	82 F
Deux mois	87 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, la livraison des journaux demandés et l'assurance des journaux. Pour faciliter l'abonnement, nous proposons nos lecteurs de bien vouloir nous adresser un mandat postal de règlement correspondant une semaine ou moins avant leur départ, en indiquant les noms et adresses en lettres majuscules.

Un des écologistes allemands condamnés à Bourgoin décide de faire appel

M. Roland Müller, militant écologiste allemand, étudiant berlinois âgé de vingt-quatre ans, a décidé de faire appel du jugement prononcé, dimanche 6 août, par le tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu (Isère), qui le condamne à six mois d'emprisonnement, dont trois avec sursis (le Monde du 9 août).

Condamné en vertu de la loi anti-casseurs et pour détention d'engins incendiaires, M. Müller aurait été reconnu par un gendarme mobile qui n'a pu se déplacer à l'audience. Ses défenseurs, M. Josy Thard et Damien Verrier, affirment qu'il n'a pas participé aux affrontements de Favergue. Si son innocence n'est pas reconnue, M. Roland Müller, qui se destine à une carrière d'enseignant, ne pourra pas exercer ce métier en République fédérale d'Allemagne.

Le comité Matville de Grenoble souhaite que les cinq autres militants anti-nucléaires, condamnés à des peines d'emprisonnement ferme et transférés en même temps que M. Müller de la maison d'arrêt de Bourgoin à la prison Saint-Paul, à Lyon, fassent eux aussi appel.

D'autre part, le secrétariat national du parti socialiste a déclaré, mardi 8 août, qu'il s'associe à la demande de libération des jeunes gens emprisonnés au terme du procès de Bourgoin-Jallieu, formulée par la fédération socialiste de l'Isère, et qu'il exprime « ses plus vives réserves quant aux conditions de déroulement du procès, au recours à la procédure de flagrant délit et à la loi anticasseurs, qui n'ont pas permis un débat complet ».

Enfin, l'enquête sur le décès de

TROIS MOIS DE PRISON FERME POUR LE LANCÉMENT D'UN ENGIN INCENDIAIRE CONTRE UN LOCAL DE L'E.D.F.

M. Philippe Thard, âgé de vingt-quatre ans, étudiant en cinquième année d'architecture, et Mlle Anna Placencia-Ouast, âgée de vingt-cinq ans, de nationalité vénézuélienne, également étudiante, ont été condamnées, mardi 8 août, par la quatrième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, à la même peine de six mois de prison, dont trois avec sursis (le Monde du 4 août). Ils avaient tous deux, dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, lancé un engin incendiaire dans une vitrine d'un local de l'E.D.F., 96, rue de Belleville.

Les jeunes gens avaient déclaré avoir ainsi voulu protester contre les événements qui s'étaient produits lors du rassemblement de Creys-Malville.

TÉMOIGNAGE

Je suis un bourgeois tranquille

M. Pierre Delpeux, demeurant à Cérat (Pyrénées-Orientales), nous adresse le témoignage suivant :

Je suis un Français moyen épris de paix et apaisement. Je pense éprouver les sentiments et résumer les opinions de millions de citoyens. Jusqu'à aujourd'hui, les affrontements entre casque de combat et casque de moto, matriques de caoutchouc et manche de pioche, grenade lacrymogène et cocktail Molotov, ne m'intéressaient pas, même si je trouvais parfois que la parole était un peu indigne et que les médias en général montraient toujours les bons du même côté. Je considérais que ces heurts étaient la conséquence logique de choix qui n'étaient pas les miens. Ma vie était exclusivement pacifique, démocratique ; je n'étais pas concerné. J'étais donc modéré, mais pas indifférent pour autant. J'aspire au contraire à un changement politique profond. Mais je l'attendais du verdict des urnes, pensant naïvement que mes adversaires politiques accepteraient la même règle de jeu.

Je suis brutalement effrayé, désespéré, car je viens de comprendre qu'en face il y a des tricheurs, prêts à utiliser tous les moyens pour gagner. Les avertissements, il est vrai, n'avaient pas manqué. Mais je n'y croyais pas. Or, qu'avons-nous vu à Matville ? Des forces publiques se comporter en garde prétorienne d'une tendance politique, des policiers convertis en soldats d'occupation à l'égard de la population (brimades, rafles, otages, représailles) et l'adversaire traité en ennemi à coups d'armes de guerre, une opération de maintien de l'ordre devenue une action militaire. Des chefs occupés par le mensonge et la passion à exciter au lieu d'apaiser. Des offici-

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER

SPORTSWEAR, COSTUMES, CHEMISES, JEANS ET CHAUSURES.

ouvert en août

10 avenue des Fêtes 75017 Paris

APRÈS CREYS-MALVILLE

Libres opinions

Contre une écologie du savon

par LAURENCE BARDIN (*)

Il y a six mois, le phénomène écologique, grain de sable venant entraver la machine politique, se glissait entre deux directes dans le commentaire électoral. Puis, au fil des semaines, il trouva sa place, cantonné sous la rubrique « Environnement ». Sa grandissante importance dans les pages politiques de la presse, cristallisée par l'activité antinucléaire et facilitée par la vacance politique estivale, autorise-t-elle les propos manichéens, les arguments rétrogrades, les images caricaturales (le tout enveloppé de la caution du « scientifique ») qu'on a pu lire ces temps derniers.

A moins qu'il ne s'agisse de provocation pour que puisse se faire la distinction entre les bons écologistes et les mauvais ?

D'un côté, seraient les « bons », c'est-à-dire les scientifiques se réunissant sérieusement en congrès, l'étiquette du spécialiste bien en vue à la boutonnière, chargés de calmer les esprits chavirés par les élucubrations des autres. Ces autres, les « mauvais », cloîtrés sur les planches, mimant la mort, irradiant l'opinion, grande lecture de Rousseau, nostalgiques de l'« équilibre » et de la « cause », mais, malgré tout, organisés en « commando armé et entraîné ».

En d'autres termes, il semblerait que certains nous invitent à voir clair entre les écologistes « propres » et les écologistes sales. Les premiers s'efforcent de la « pollution » de l'opinion, induite par les seconds mais se glorifient des puissantes méthodes qui ont rendu « les rivières plus propres qu'il ne l'ont jamais été », cultivent une « personnalité propre » (l'île en ont une) et réclament une « énergie propre », c'est-à-dire nucléaire. Dans le même tableau, les seconds sembleraient avoir comme principal slogan « A bas le savon ! ».

Ne nous laissons pas les mains en l'air de cette image d'Épinal ! Il est vrai qu'il y a de l'agitation chez les écologistes, mais le principal se passe aussi derrière la rideau, malgré les apparences. Dans les cercles de penseurs et de scientifiques qui ne sont pas seulement des détracteurs de l'environnement, mais qui essaient d'envisager les implications pour notre société du choix nucléaire, de comprendre en profondeur la crise, d'analyser des solutions non limitées au court terme. Ce sont gens de compétence qui ne refusent pas la science mais ne se cachent pas derrière, gens de bon sens mais capables de se démarquer des routines et d'innover, gens de « propre » allais-je dire, et cela peut satisfaire certains, c'est-à-dire d'honnêteté vis-à-vis des calculs politiques. Chose rare en des temps où les astucieuses ambiguïtés des partis (quels qu'ils soient) se multiplient.

De cela il ressort entre autres que :

- La crise n'est pas une crise d'adolescence ;
- Le danger du nucléaire n'est pas simplement où l'on croit ;
- La pratique écologique ne peut être partielle ;
- La solution ne réside pas dans un eurotisme de technique.

La crise de notre société n'est pas une crise d'adolescence (croissance des richesses plus rapide que celle des structures d'accueil), mais une crise de vieillissement, c'est-à-dire de dégradation des cellules vitales. Accélérer le processus de maturation, comme on le ferait d'un adolescent, ne ferait qu'accentuer le mal, car la crise de surmaturation, marquée par une fuite en avant de la logique capitaliste pour essayer de pallier les inconvénients de contre-productivité de plus en plus importants, se double d'une crise de reproduction caractérisée par la rareté croissante des biens non productibles (air, eau, forêts, matières premières, ressources énergétiques, fertilité du sol). Comme un vieillard qui dépense de plus en plus pour arriver à un moindre résultat, le capitalisme est obligé de dépenser de plus en plus d'énergie, de matières premières, de travail, de capital, pour arriver à une moindre satisfaction. Ce faisant, il compromet, sans espoir de renouvellement, ses dernières forces vives. Or la seule solution réaliste est de comprendre que, dorénavant, ce n'est pas pour le toujours plus qu'il faut opter, mais que moins peut être mieux ; et que la préservation et le recyclage vont devenir plus urgents que la production à tout prix.

Les partis politiques actuels obéissent aux mêmes fins (celles de la croissance capitaliste), seuls varient les moyens pour les atteindre. Les écologistes ont d'autres fins, et pour cela choisissent leurs moyens. Ils pressentent, et Matville en est une première (et non la dernière), que certains outils technologiques sont incompatibles avec leurs objectifs de civilisation. L'option tout nucléaire en matière énergétique de la France est à rejeter. Pas seulement pour des raisons de sécurité. Leur peur n'est pas cette réaction violente qu'on éprouve à l'égard du cancer ou de la bombe atomique, par exemple. Certes, à un premier niveau, il y a un refus de bon sens. Comment ne pas se poser des questions lorsqu'un nombre important de personnes « scientifiques » et « compétentes », reculent maintenant pour des raisons « techniques » devant les centrales nucléaires. Si, par là, la qualité des championnons, vous trouvez un championnons Inconnu et que le motif des personnes consultées vous répondent qu'il n'est pas bon, que faites-vous ? Moi, je préfère m'abstenir de goûter ce championnons-là, et je ne l'offrirai pas à mes voisins.

Mais bien plus profond, aux yeux des écologistes, est le mal corollaire d'une société nucléaire. Celui d'une société centralisée (et lorsque la foudre tombe, sept millions de New-Yorkais furent plongés dans les ténèbres et la panique). Celui d'une société policière (et lorsqu'un rassemblement pacifique s'approche d'une centrale, cinq mille policiers et l'ordre qui les gouverne provoquent un mort et cent blessés). Celui d'une société de peur (et lorsqu'on en parle, remontrances, les visages angossés : l'invasion de l'ennemi, l'agitation des garchistes, les ténèbres du Moyen Âge). On brandit (et ce n'est pas seulement la droite) des coupures de courant pour l'hiver prochain. Si l'électricité était stockable par chacun, comme le sucre, on ne trouverait plus un kilowatt sur le marché, et on sait que la crainte de manquer dans notre vieille bonne France conduit à voter « sérieux ». Mais où est dorénavant le sérieux ?

La pratique écologique ne peut être partielle. Penser qu'il suffira de déléguer des spécialistes pour recurer les océans lorsqu'ils seront sales est incompatible avec le projet écologique. Pour deux raisons : d'une part, la quantité de « lessive » nécessaire pour nettoyer les mers polluées fera vite comprendre qu'il est préférable de polluer moins (donc de produire moins ou autrement) que de consommer moins ou autrement, donc de vivre et de penser différemment. D'autre part, l'écologie mandatée, cantonnée dans un ministère de l'environnement, aux mains de scientifiques forts de leur savoir, donc de leur pouvoir, est contraire au désir écologique : c'est à chaque personne, chaque groupe, chaque collectivité de prendre (ou de reprendre) en charge sa vie dans l'épanouissement et la coopération.

Par suite, ce n'est pas dans un eurotisme de technique compensatrice mais dans la recherche pour le long terme de techniques appropriées à l'homme et à la société à laquelle il aspire que réside la solution.

On sait maintenant qu'agrandir les voies de circulation ne fait, après un court moment de répit trompeur, qu'augmenter la taille des bouchons. La voiture était-elle peut-être un admirable instrument d'émancipation personnelle ? Mais c'est du passé. Il faut regarder en avant. Les écologistes s'y emploient.

(*) Maître-assistant de psycho-sociologie à l'université de Paris-V. Responsable aux Annales de la Terre de Paris.

● Brockdorf spéculé. — Les militants antinucléaires qui occupaient depuis le vendredi 5 août les abords du chantier de la centrale de Brockdorf, en Schleswig-Holstein, ont été évacués les 10 et 11 août.

— (A.F.P.)

مكتبة من الأمل

Le Monde

L'ÉTÉ

La cueillette des framboises

Adieu illusions, picaillons, révolution...

CATHERINE et Hélène : des écritures de jeunes filles bien élevées. On les imagine nez en trompette et coiffées Jeanne d'Arc. Gentilles. Pourtant, elles ne sont pas contentes : « Déjà », disent-elles dans une lettre rageuse signée en commun. Arrivent-elles rêver d'une rencontre exaltante avec les paysans ? Avait-elles espéré amasser un petit trésor de

vacances ? Avait-elle imaginé quelque communion avec la nature ? Avait-elles envisagé une estivale révolution culturelle ?

A peine réveillées, engourdis de fatigue, elles se sont retrouvées au petit matin entre des rangées de framboisiers, à croupon, dans la chaleur moite, à remplir précautionneusement des cagettes. Un travail mécanique, harassant, fastidieux comme visser des boulons à la chaîne. Un chef de culture, gendarme et phalotrope, parcourt au pas des contre-maîtres. Une heure pour avaler un casse-croûte à midi. Et des framboises à ramasser pendant deux heures encore en plein soleil. Et la paye : il faudra attendre que le patron envoie des sous. Combien ? Le SMIC ? N'y comptez pas ! Sept francs l'heure, c'est bien payé, vu le rendement.

Elles n'en reviennent pas, Catherine et Hélène. Elles avaient pourtant espéré, pourtant cru comprendre. Adieu illusions, picaillons, révolution. Alors elles écrivent pour mettre en garde, pour prévenir d'éventuels candidats au retour à la nature par la cueillette des framboises. Elles oublient néanmoins de mettre leur adresse, de donner des références, de préciser les noms. Un vague qui laisse planer le doute : victimes ou bien tricheuses, ou bien mauvaises coucheuses ? Un doute qui fait décrocher le téléphone : « Ah, je savais bien que ça finirait par éclater. Tu parles qu'ils exploitent ! Ils récoltent des étudiants, ils leur promettent des mille et des vacances, et ils leur font faire les journées dingues. Non seulement ils les sous-paie, mais il y a toujours des risques d'accident. Tu devrais aller voir à O... dans le Centre ».

Tiens, tiens. C'est vérifié, constaté, incontesté. Même dans un syndicat paysan, on reconnaît qu'il existe de méchants patrons à la campagne. Alors donc à O...

A O... : « Quel ? Ici des étudiants exploités pour le ramassage des fruits ? Non ! Jamais entendu parler. Vraiment. Des colonnes. D'ailleurs, les étudiants sont tous en vacances. Et

puis cette année la récolte est mauvaise. »

Comme c'est étrange, cette réaction ! Voyons ce qu'en pensent les syndicats ouvriers. Les ouvriers agricoles, voyez-vous, sont déjà au bas de l'échelle sociale. Mais les conditions des saisonniers sont à peine croyables. Des étrangers pour la plupart. On va les chercher en Espagne, au Portugal, jusqu'en Roumanie. Ils sont logés dans des baraques, nourris avec de la soupe et des crêpes. A faire couramment quatorze ou quinze heures par jour. Renvoyés pour un oui pour un non. Sous-payés. Souvent exploités par des accidents. L'enfer, c'est qu'ils sont difficiles à organiser : très peu sont syndiqués, leur niveau de conscience politique est faible. Comme tous les sous-prolétaires. Les employeurs en profitent. Et les étudiants ? Des amateurs, des picaillons. C'est n'est pas le même

Pas question de confort

Le patron dit à peu près la même chose que M... Logement, nourriture, charges sociales, salaires reviennent à 0,50 F pour un litre de vin vendu 1 F. Alors il ne faut pas traîner. Pas question de confort. C'est pour cela qu'il n'emploie pas d'étudiants. Certes, il a essayé, mais il n'a pas insisté : ils se fatiguent vite, roussissent souvent, pensent trop aux jupons, quittent pour un rien. Il y en a même qui ont essayé de faire de la politique. « Comme si on avait besoin de ça ! » N'empêche que le contact avec de jeunes citadins pourrait être intéressant. « Si vous croyez qu'on a le temps de faire les cours, ça n'attend pas. Et puis on n'est pas des bêtes curieuses. La campagne n'est pas un zoo ethnologique ou écologiste. On a des exploitations. Il faut les faire tourner. »

Voilà pour le chapitre dialogue villageois. Reste à savoir qui fournira cette main-d'œuvre taillable et corvéable, immergée ou estudiantine. Chacun à son circuit. Ici, la chambre d'agriculture du Centre s'occupe de recruter des « étrangers » pour castrer le maïs. Là, le centre départemental des Jeunes Agriculteurs donne des adresses de coopératives. Ici, les maires des communes qui ont besoin d'un coup de main. On arrange. Remarque que,

normalement, l'Agence nationale pour l'emploi à la monopole des placements, celle de Montpellier, par exemple : « Pour l'instant, il n'y a rien. L'année n'est pas bonne pour les fruits. A cause des gelées du printemps et de l'été pourri. Rien donc, avant le 15 août, pour les premiers ramasseurs de table. Après, il y aura les pommes et les vendanges. Les porteurs : 12 francs de l'heure ; les coupeurs : 9,50 francs. On recrute le logement et la nourriture. S'il y a un problème ? Il faut s'adresser à l'inspection des lois sociales dans l'agriculture. Bonjour, monsieur. »

Caricature sociale ? Même pas : même si les vendangeurs sourient sur les photos de défilants touristiques et si les cueilleurs paraissent heureux sous les alignements de pèchers. Même si les fruits sont appétissants et s'ils ne sont plus succulents. Même si J.-P. S... qui n'en finit pas avec ses études de pharmacie, s'écroule : « Mais non ! Les vendanges ce n'est pas le bogue. Des syndicalistes ou des gauchistes ? Pour les anciens, c'est des histoires. Tiens, tu viendras avec nous en septembre : c'est la fête, il y a des filles, on rigole bien. Tu verras ça. » La vigne est à son père.

ALAIN GIRAUDO.

FLANERIES

Les maronniers d'Uzès

« L'Eclair est toujours clair tant que dure son cours »

Et nous avons des nuits plus belles que vos jours. Voilà, dans une lettre d'Uzès, ce qu'écrivait Jean Racine, jeune homme, qui y séjourna en 1801 et 1802. Comment tant de beauté n'émervellerait-elle pas ?

La route défilait, depuis Nîmes, avait été superbe. A travers la garrigue et les pins, c'était un long et tortueux ruban gris écaillé de soleil, tout embaumé des parfums du thym et des lavandes, brûlant de l'immense crissement des cigales. L'arrêt pourtant était interdit, car cette route si séduisante traversait un vaste champ militaire où les soldats en tréfil, abrutis de chaleur, s'entraînaient à survivre. Même les interdits disposés tout au long du chemin — « défense d'entrer, terrain militaire, danger de mort » — même ces portions pieuses venant de proche en proche rappeler les « passages de chât » n'arrivaient pas à rompre la chaleur. Dieu, que la « guerre » ait été jolies dans la garrigue !

Au sortir d'un lacet, le centième peut-être, ce fut Uzès. Il faisait si chaud, l'air transpirait si fort, que les campanilles, les tours, les bas sur le promontoir, semblaient flotter, comme balancées par la houle. Mirage ? Miracle.

Uzès en Languedoc, baroque, à la fois féodal et romantique ! « Oh ! petite ville, si tu étais en Ombrie, les Parisiens accourraient pour te visiter », s'exclama-t-il, y a un demi-siècle, une autre célébrité locale, André Gide. Celui-ci, qui y grandit dans le maison où était né son oncle, Charles, l'économiste, et raconte son enfance dans *Si le grain ne meurt*, serait aujourd'hui comblé. Uzès est vieille. Uzès même ses réhabilités depuis la loi Malraux de 1962, qui l'a classée ville à « préserver et à restaurer ».

Elle le méritait. Qu'y admette le plus ? Les monuments ? Ils y sont multiples et de multiples époques, un peu comme les témoignages successifs des luttes sans merci que se livrent ici huguenots et papistes, républicains et royalistes. Ce que l'un construisait, l'autre le rasait pour le reconstruire. Ainsi faut-il visiter Uzès avec l'aide d'un guide et se faire diriger.

Ici la tour Forestière du douzième siècle, un campanile d'art rombarco-roman, seul vestige d'une cathédrale rasée au seizième siècle par les protestants.

A côté, la cathédrale Saint-Théodoret, réhabilitée au dix-septième siècle, et son orgue, superbe instrument avec un buffet de bois gris patiné et or, encadré de volets peints. Là, le duc de Uzès, dans la cité, édifié au cours des siècles et, de ce fait, joignant le meilleur au pire. Il fut et resta, depuis près de mille ans, le refuge et l'abri d'une même famille : les Crussol d'Uzès, ducs et pairs de France à la devise fumeuse « Ferro non auro » (par le fer et non par l'or). Des monuments encore et partout. Le pavillon Racine, la crypte des chrétiens, l'hôtel des Monnaies, le palais épiscopal, l'ancien hôpital. La liste n'est pas limitative.

Partir à l'aventure

On peut tout aussi bien ne pas suivre le guide, partir à l'aventure par ces petites routes fraîches, s'asseoir un moment place du Marché-aux-Herbiers sur le rebord de la fontaine à vasques se déversant en multiples cascades et arcades et aux toits de tuiles romaines. On peut flâner, musarder dans ses vieilles boutiques obscures où des commerçants d'un autre temps n'ont pas encore compris que leur ville était devenue touristique. On peut bavarder tel pour tel seul plaisir avec les jeunes artisans venus des Cévennes vendre leur travail de l'éclair, s'offrir comme un luxe le temps de boire un verre à une des terrasses aux loutilles de rolin.

On doit, au soleil couchant, s'installer sous les maronniers du bordé pour simplement regarder la campagne. Au bruit des cigales répond le cri des hirondelles, et c'est un paysage somptueux qui s'offre. La garrigue, dominée par les taches vertes des pins, des chênes et des oliviers est traitée des jardins fleuris et étagés. Bref, « cette terre presque latine de rive grave, de poésie lucide et de belle sérénité », chère à André Gide. Paysage latin en effet que celui-ci, dans la sérénité et la plénitude de lointains virgiliens.

PIERRE GEORGES.

FEUILLETON N° 21

11 AOÛT 1977

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Après la violente bagarre qui l'a opposé à Walchak, Maya n'est guère de Polya et s'est installée à Varsovie chez Rose, une amie d'enfance, qui, espère-t-elle, pourra l'aider à trouver du travail. Rose lui révèle qu'elle fait partie d'une association de jeunes filles de bonne compagnie qui servent à agiter les sortites des étrangers ou des dignitaires du gouvernement. La présidente, Mme Halkanska, rencontre Maya et lui propose de la présenter à un riche Américain du nom de Malinich.

WALCHAK enfuit de Polya plus mort que viv. L'argent volé ne le rassure pas en repos. Et plus encore le souvenir de l'échec. Il ne pouvait oublier le regard mourant du petit animal ni son ultime spasme. A chaque fois, ses poings se serreraient, prêts à s'abattre de nouveau sur Maya.

C'est elle qui l'avait poussé ! Elle qui était cause de tout et souhaitait sa perte ! C'était une créature malsaine et dépravée, imaginativement perverse ! Au souvenir de leur lutte dans la forêt, sans qu'il comprît pourquoi, son sang se figeait comme s'il s'agissait d'un épisode diabolique. Il avait été près de la tuer ! Puis il avait volé cet argent.

Comme la nuit où il avait pénétré dans la chambre de Maya, persuadé qu'elle ne ferait aucun geste et ne pousserait aucun cri, il ne doutait pas à présent qu'elle ferait tout pour qu'on ne découvre pas l'auteur du vol.

A supposer qu'on l'arrêterait pour l'interroger, il n'aurait aucun geste et ne pousserait aucun cri, il ne doutait pas à présent qu'elle ferait tout pour qu'on ne découvre pas l'auteur du vol.

tographies dans des revues. Il suivait le jeu avec une attention passionnée. Chaque coup lui fournissait l'occasion d'un fulgurant examen de conscience. Aurait-il été capable de le réussir, pourrait-il en faire autant ?

Leur jeu surpassait de loin celui de Maya. Tous deux auraient pu la battre. Et pourtant leurs balles n'étaient absolument pas impossibles à reprendre, et ils commentaient beaucoup de fautes, évidentes même pour lui.

M. Badac vous fait demander au buffet du club, où M. Badac le présente au responsable, le capitaine Rafinski. Walchak bredouille qu'il arrive de province et cachant que le club cherchait des forces nouvelles, désirait être mis à l'essai.

Des joueurs, un verre de limonade à la main et une serviette sur l'épaule, écoutèrent la proposition de Walchak d'un air intéressé, mais sans la prendre trop au sérieux.

« Veuillez déposer une demande d'admission au club, contre-signée par deux membres », dit Rafinski. Votre candidature sera examinée en temps voulu et nous vous ferons part de notre décision.

Je n'ai pas d'argent et ne connais personne au club. Je voudrais être admis tout de suite.

— Et pourquoi devrions-nous souffrir une exception en votre faveur ? — Je joue bien.

— Vraiment ? fit Klonowicz avec ironie.

— Je pourrais même tenir ma place dans le match contre les Hollandais. Ces paroles provoquèrent l'hilarité générale.

— Alors, messieurs, s'exclama le capitaine, lui-même un peu amusé. Avez-vous pris part à un quelconque championnat ?

— Avez-vous au moins rencontré un joueur connu ?

Walchak ne voulut pas nommer Maya.

« Non. Mais je joue bien », se contenta-t-il de répondre avec obstination.

Le capitaine eut un mouvement d'impatience.

« Alors, dit-il, réfléchissez un peu ! Comment pouvez-vous savoir que vous jouez bien si vous ne vous êtes jamais mesuré à un joueur convenable ?

— Laissez-moi montrer ce que je suis capable ! » s'opiniâtrait Walchak. A cet instant, un sourire passa sur les lèvres minces de Klonowicz.

« Ma foi, pourquoi ne pas lui donner sa chance, à ce garçon ? dit-il en lui tapant sur l'épaule. Mais à une condition. Nous ferons trois jeux et, si vous perdez tous, vous ne vous enterrez plus. Ce n'est pas pour vous faire de la peine, mais il faut au plus vite vous ôter ces idées de la tête et garder les pieds sur terre. Vous êtes d'accord, capitaine ? »

Entendu ! » répondit le capitaine, qui craignait que Walchak ne vint sans cesse le harceler au club.

Walchak promena sur l'assistance un regard embarrassé.

« Mais je ne suis pas en tenue et je n'ai pas de raquette. »

Aucune importance. Vous trouvez des chaussures au vestiaire et vous pouvez prendre ma raquette de rechange.

— Je pourrais revenir demain.

— Non, tout de suite !

Au vestiaire, il se confondait tant de fois que mal un temps de fortune, mais il en resta fort mécontent.

Une partie du public n'avait pas quitté les tribunes, attirée par ce spectacle inattendu.

« Mais ce n'est pas sérieux ! s'exclama Klonowicz. A quel le service ? »

— Minute ! s'écria Wrobel. Vous êtes bien pressé ! Klonowicz joue depuis ce matin et l'autre ne s'est pas échauffé. Quelques balles, d'abord !

Le cœur de Walchak battait à tout rompre. Il se frotta les yeux, car il y voyait mal. Il regardait fiévreusement, perdait le sens des distances et des proportions. Klonowicz servit quelques balles, si molles qu'elles ne permettaient aucun retour véritable.

Malgré cela, il les renvoya, du plus fort qu'il put. Pour lui, l'essentiel était de trouver d'emblée une juste longueur de balle. Klonowicz n'en relança aucune, se contentant, sans bouger de place, de lui en envoyer de nouvelles, aussi négligemment et maladroïtement que les précédentes.

« Il se moque du monde, marmonna Wrobel entre ses dents. Ce Klonowicz quand même une belle canaille. »

Le champion de Pologne avait par expérience comme il était difficile de débuter. Il soupçonnait Klonowicz

d'un préjugé défavorable à l'égard de son partenaire et de vouloir, pour le plus grand amusement de la galerie, le battre à plate couture par des trucs de vieux routier.

Il commença le match. Le service revint à Klonowicz dans le premier jeu.

Walchak, derrière la ligne, attendait un service puissant, violent. Klonowicz fit un mouvement large, classique, dans le style américain. Walchak se précipita.

La balle tomba juste derrière le filet, fit un imprévisible bond de côté et se mit à tourner par terre, comme folle. Walchak, désorienté, s'arrêta à mi-court. Le public délaissa de rire. Klonowicz avait « coupé » la balle, selon une technique connue de lui seul, en faisant au dernier moment pivoter sa raquette dans sa main. Le coup, violent et régulier en apparence, s'était soldé par cette balle molle et sans rebond.

Il effectua le second service, de façon inattendue, par en bas. La balle sauta droit sur Walchak et le heurta en plein visage, ce qui provoqua un nouvel éclat de rire général.

« On ne joue pas ainsi ! lança Wrobel à haute voix. »

— Non ? Soit ! » fit Klonowicz. Et il assena un coup sur coup deux services puissants sur les lignes.

Ces balles n'étaient pas en principe très difficiles à recevoir, mais Walchak, perdant tous ses moyens, laissa passer la première et frappa l'autre du montant de sa raquette.

Le premier jeu était un succès complet pour Klonowicz. Les applaudissements retentirent. Même le garçon qui présentait les balles à Walchak riait.

Le service n'était pas le point fort de Walchak. Il réussissait rarement la première balle, et la deuxième était trop faible. Cette fois, il savait d'avance qu'il manquerait la première, qu'il ne pouvait en être autrement.

Il était énév au point qu'il en oublia un instant les mouvements qu'il devait accomplir et le mécanisme même du coup. Il envoya quatre balles au filet et la cinquième dehors. La

sixième, trop faible, fut si bien « racourcie » par Klonowicz qu'il fut inutile de courir.

Les septième seulement permit un échange de coups, mais, ne retrouvant pas ses automatismes, démolit, sans ressort, d'un niveau moyen. Klonowicz n'eut aucun mal à l'emporter.

« Nom de nom ! », jura-t-il.

Il ne se sentait guère comment il réussit le service suivant. Il se contentait seulement de s'être ramassé sur lui-même, d'avoir bondi et frappé en l'air la balle d'un mouvement inhabituel. Elle s'éleva, fulgurante, sans la moindre réaction. Il eut à peine le temps de la voir passer.

C'était un coup exceptionnel, que seuls quelques joueurs au monde pussent prétendre reproduire.

« Hasard ! », déclaraient les tribunes. Seul, Wrobel apprécia la superbe harmonie, le naturel et la plénitude du mouvement.

« Ho, ho ! Excellent ! », grommela-t-il entre ses dents.

Mais ce succès accabla la perte du jeu. Il essaya de renouveler le coup. Le résultat fut caricatural. Le deuxième jeu fut pour Klonowicz. Le troisième et le quatrième donnèrent aux spectateurs l'impression que Walchak ignorait tout du tennis. Les balles volaient de tous côtés. Le public, lassé, commençait à se disperser.

« Rien à en tirer », fit Wrobel à mi-voix.

Klonowicz, lui aussi, était convaincu que Walchak n'avait pas la moindre idée du jeu. Quant au capitaine, il s'approcha du garçon et déclara laco-

liquement : « Inutile d'insister ! »

Walchak se dirigea comme un automate vers le vestiaire, s'habilla, resta-t-il, et sortit du club, la tête vide. Il prit lentement le chemin de la rue de Chelm, où il louait une modeste chambre à une famille de petits employés.

(A suivre.)

© Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk.

سكنا من الأصل

AUX ARÈNES DE VÉRONE

Histoires brutales de désir et de mort

En 1913, le vieux Padouan avait sept ans. Il se rappelle : on arrivait en famille, par cariole, de toutes les campagnes, de Lombardie, de Toscane, de toute la Vénétie et même du Sud. On avait emmené ses provisions et, dès la fin de l'après-midi, on allait s'installer sur les plus hauts gradins où l'on attendait la nuit, en manquant, en chantonnant l'histoire. Or, quelquefois, au-dessus de l'immense amphithéâtre rose, l'apparition de la première étoile dans le ciel pâle. L'orchestre, enfin, s'installait dans la fosse. Alors on allumait les lampes qui s'éteignaient à la fin de l'ouverture. Comme aujourd'hui, on donnait *Aida*...

Imaginez-vous l'Arène de Vérone sans son *Aida* ? Roberto Rossellini n'a pas dédaigné un jour de la mettre en scène ici même à grands renforts de chevaux, de militaires et d'éléphants. Le lieu commande. Pour les Américains et les Allemands du barbare, peut-être, avec les Thèmes de Caracalla, imaginez un lieu propre à suggérer l'Égypte et la gigantisme de ses mythes secrets ? *Aida*, dira-t-on, pourrait aussi bien être un drame d'atmosphère intime et de ferveur passionnelle. La version 1977 (la vingt et unième d'*Aida* à l'Arène), à travers la mise en scène de Carlo Mastrini et la scénographie de Vittorio Rossi a toujours délaissé le parti du grandiose verdien, s'attache à éclairer les mécanismes implacables de l'aliénation d'un peuple. *Aida* n'est que la plus singulière de la foule. L'admirable pyramide de pierres fondus dans le décor des gradins ne renvoie pas aux deux contraires, mais à la machine du pouvoir.

Peut-être n'y a-t-il plus guère qu'à Vérone, qu'on puisse encore représenter avec un tel succès la *Cavalleria rusticana* de Mascagni et les *Pagliacci* de Leoncavallo, opéras peut-être injustement moqués d'un dix-neuvième siècle agonisant, œuvres solides et claires de bons artisans du théâtre, ennemis naturels des longs cris magnifiques. Comme si le siècle le leur et le nôtre, réagissait in extremis contre les inquiétudes de l'intelligence et l'angoisse des révolutions à venir, pour s'abandonner à des mélodies instinctives, faciles, sur des histoires brutales de désir et de mort où passe le rêve d'éternité des foules cherchant avant tout, comme le disait Loti, « la note qui chante l'amour » de la chair avec une puissance michelangellesque.

BERNARD RAFFALLI

Une anthropologie par l'image

Les Noirs vus par les Anciens

La Méditerranée, où s'articulent trois continents, n'a cessé de jouer un rôle exceptionnel pour l'identification réciproque des sociétés. Et même, semble-t-il, des plus lointaines. Il existe des vases grecs de la fin du sixième siècle, c'est-à-dire tout de même d'une haute époque, qui sont des petites cruches ou pots en forme de tête. Un aryalle (Athénien) figure un Noir bien reconnaissable aux grosses lèvres et aux petites pastilles destinées à traduire une chevelure crépue ; un canthare (Bos-ton), un peu plus grand, ajoute à ces traits des rides indiquant un vieil homme. Fort précis, rien de grotesque. L'Africain a évidemment été regardé avec la curiosité non exempte de sympathie que les Grecs avaient eue pour ce pays paysan à face hilare qu'on trouvait autrefois dans les foires de nos campagnes. Mais ces objets d'usage et de fantaisie prouvent, du moins, qu'avant même Hérodote, les Athéniens avaient quelque idée de la race noire ou, si l'on veut, des ethnies du sud de la Méditerranée.

Le Scythe blond et l'Éthiopien noir

D'autres vases, toujours pas très hauts (moins de 30 centimètres), mais vigoureusement peints, des mêmes dates (vers 500 avant notre ère), et traités avec une aisance divertissante, présentent deux faces opposées (Bruxelles, Boston) : une blanche et une noire. Quand on les tourne, ces pots de terre cuite à « janiformes », de manière à fixer les deux profils, le brio du peintre-océaniste pour définir le contraste des traits et des types en un objet bicolor ne fait pas seulement sourire. On est en présence d'un savoir anthropologique déjà formé sur les caractéristiques distinctes de l'humanité septentrionale et de l'humanité méridionale. L'écho s'en trouve chez certains présocratiques, pour qui tout

tournait autour de l'opposition fondamentale du Scythe blond et de l'Éthiopien noir. Opposition qu'on retrouvera en écho dans les traités dits de « physiognomonie » jusqu'au dix-septième siècle, moyennant un petit effort pour y faire tenir les Indiens cuivrés d'Amérique. Le théoricien, assez facile à nuancer, de l'ethnisme déterminant (Montesquieu et l'abbé Du Bos diront-ils autre chose ?) aidait à rendre compte de la diversité des types humains. Ceci dit, il était bien tentant, comme l'a écrit avec humour J. D. Beazley, quand on disposait du magnifique vases noirs de la civilisation athénienne antique, d'en tirer parti pour faire surgir les traits « éthiopiens ».

L'exotisme est ce qui naît de l'image de l'autre, du lointain, de l'étranger. Mais l'abondance même des pièces est finalement digne d'attention. Cheveux crépus, nez épais, lèvres épaisses, abondent non seulement dans la civilisation athénienne antique, d'un tiers parti pour faire surgir les traits « éthiopiens ». L'exotisme est ce qui naît de l'image de l'autre, du lointain, de l'étranger. Mais l'abondance même des pièces est finalement digne d'attention. Cheveux crépus, nez épais, lèvres épaisses, abondent non seulement dans la civilisation athénienne antique, d'un tiers parti pour faire surgir les traits « éthiopiens ». L'exotisme est ce qui naît de l'image de l'autre, du lointain, de l'étranger. Mais l'abondance même des pièces est finalement digne d'attention. Cheveux crépus, nez épais, lèvres épaisses, abondent non seulement dans la civilisation athénienne antique, d'un tiers parti pour faire surgir les traits « éthiopiens ».

A PROPOS DU FILM « A BRIDGE TOO FAR »

L'art militaire et le cinéma

ARNHEM. — A 30 kilomètres à l'Est, la frontière allemande. De cela, je me souviens comme personne, ayant eu le privilège de villageois dans un otage tout proche avec quelques milliers de camarades. Y avons-nous assez intensément pensé, le soir, à ces vols d'oiseaux britanniques le 17 septembre 1944, alors que ce même jour — une journée magnifique d'automne, toute sonore d'avions, qui n'est pas près de quitter ma mémoire — nos colonnes désarmées, mises en route à l'aube, tournaient des regards sans rancune vers le ciel d'où tombaient les bombes ! D'où l'intérêt passionné que j'ai suscité pour moi le film *A Bridge Too Far* (Un pont trop loin), retraçant la bataille d'Arnhem, que je viens de voir dans un des cinémas de Lancaster Square, à Londres. Film tiré du livre que Cornelius Ryan a écrit sur le ton trop minutieux du Jour le plus long, et dont Richard Attenborough, le metteur en scène anglais, a suivi la trame documentaire sans oublier un bouton de guêtre, mais aussi sans effets mélodramatiques, sans attendrissement, simplement viril — comme à la guerre, où l'unique mesure d'humanité est le courage et la seule situation dramatique la position de deux armées ennemies qui se cherchent, se dérobent et, s'étant enfin trouvées, s'entre-tuent. Ainsi, grâce aux formidables moyens dont dispose le cinéma, cette caméra de l'histoire moderne, a pu être reconstituée pour l'édition des jeunes générations l'attaque surprise aéroportée d'Arnhem, que les stratèges britanniques appelaient « l'opération Market-Garden », où les Alliés inscrivent une page d'héroïsme aujourd'hui digne de la légende, et qui se solda en réalité par un désastre militaire.

La plan de l'opération était hardi, voire risqué. Mais Montgomery, qu'il critiquent les avancées fulgurantes de l'armée Patton en Lorraine, avait réussi à convaincre Eisenhower, commandant suprême des forces alliées, de son bien-fondé. La phase aérienne de l'opération (Market) consistait à parachuter vingt mille hommes de troupe alliés, largués par cinq mille avions et deux mille cinq cents planeurs, derrière les lignes allemandes, en Hollande. Ces troupes avaient pour tâche de s'emparer de cinq ponts de première importance sur la Meuse, le Waal et le Rhin inférieur, et de garder ces têtes de pont dans le dos des Allemands, en attendant que les blindés de la II^e armée britannique (Gardien), partant de leurs positions sur la rive belge, fissent leur jonction avec elles. La distance qui les séparait sur la carte était terrible : 100 kilomètres. Mais Montgomery, dont le victoire d'El Alamein en 1942 avait été saluée comme un chef-d'œuvre d'art militaire et qui passait pour « exagérément prudent », voulait à tout prix cette fois aller de l'avant. L'armée allemande, en retraite depuis la Normandie, était épuisée. Faisait fond sur la surprise, les troupes de Montgomery franchiraient le Rhin, franchiraient à revers la ligne Siegfried et lanceraient sur la Ruhr le

grand dessein du maréchal britannique était de terminer la guerre plus rapidement et d'épargner des pertes en vies humaines. En fait, jamais l'armée de terre n'atteignit Arnhem, le pont le plus éloigné, le pont de Vro, où seuls les « Red Devils », au prix d'une bravoure surhumaine, parvinrent à se maintenir jusqu'à ce qu'ils soient presque entièrement massacrés.

Au cours de la gigantesque invasion de la Normandie, pendant les vingt-quatre heures du 6 juin 1944, les pertes alliées s'élevaient à un total approximatif de dix mille à douze mille hommes. Du 17 septembre au 25 septembre, pendant les neuf jours de l'opération Market-Garden — laquelle ne devait initialement durer que quarante-huit heures — les pertes des forces tant aéroportées que terrestres dépassèrent en morts, blessés et disparus le chiffre de dix-sept mille. Des dix mille « par-ras » encerclés dans le périmètre d'Arnhem, deux mille quatre cents réussirent à gagner la rive sud du Rhin, le plus souvent à la nage, les seuls à réaliser la jonction avec cette dernière II^e armée l'année après laquelle ils défilèrent.

Les erreurs étaient de taille. A commencer par le manque délibéré de coordination avec l'admirable Résistance hollandaise. Celle-ci, incarnée par la vaine Wilhelmine, qui avait déstabilisé par son impatience qu'on rassemble les châteaux, disposait d'un réseau de renseignements sans égal que, dans leur orgueil typiquement britannique, les officiers de Montgomery s'empressèrent de « snobner ». Pour l'opération aéroportée, les zones de parachutage étaient trop éloignées (6 à 13 kilomètres) du pont d'Arnhem. Pour l'opération au sol, le long corridor allant de la frontière belge à Arnhem via Nimègue était une route étroite se terminant par une simple levée sur des polders : les blindés du lieutenant-général Horrocks, commandant la II^e armée, allaient y former des embouteillages monstrueux et devenir des cibles dignes de stands de tir pour les Allemands.

Les malchances ne furent pas moins fabuleuses. Dès la première heure des parachutés, le major général Urquhart, commandant la division aéroportée, lui prit dans une embuscade, contraint de se cacher dans un grenier et coupé de ses troupes. Les postes radio, en raison de gâcheries défectueuses, refusèrent de fonctionner, d'où rupture de contact total entre les divers éléments d'assaut, durant deux jours. Au même moment, le tog fit son apparition sur les terrains d'envol anglais, clouant au sol le deuxième et le troisième vagues de « par-ras ». Enfin, et surtout, par le plus grand des hasards, les deux divisions de panzers du général-lieutenant Bittrich se trouvaient au repos à Arnhem, lieu que le haut commandement allemand avait choisi comme « secteur paisible où il ne se passait rien ». Les avions de reconnaissance de la R.A.F. avaient réussi à tirer des clichés de chars Tigre sous des couvertures, mais, dans son obstination à sous-estimer les

forces du III^e Reich, l'état-major du Montgomery n'avait pas voulu en tenir compte.

La bataille d'Arnhem, terminée en carnage, n'avait duré que neuf jours. Pour la reconstituer, Richard Attenborough passa le printemps, l'été et l'automne 1976 à tourner sur les lieux mêmes. Trois cents techniciens l'entourèrent, ainsi qu'une constellation de vedettes anglaises, américaines ou allemandes, citées par ordre alphabétique dans le générique. Dirk Bogarde, James Caan, Michael Caine, Sean Connery, Ewan McGregor, Elliott Gould, Gene Hackman, Anthony Hopkins, Hardy Kruger, Laurence Olivier, Ryan O'Neal, Robert Redford, Maximilian Schell, Liv Ullmann.

Le haut lieu de l'action se situe tout naturellement à Arnhem, et ce point, exalté comme un ouvrage d'art à l'instar de celui de la rivière Meuse, sert de théâtre aux plus grands faits d'armes. A cet égard, la scène où les « Tigres » de la rive d'ont face apparaissent sur la rampe d'accès dans la sinistre griserie des chenilles, puis s'y propulsent furieusement, implacablement, écrasant tout sur leur passage, tournant enfin leur gueule féroce vers les troupes qui sont terrées les derniers braves, pour cracher leurs flammes aveugles, a servi de document d'anthologie à toutes les cinémathèques du lycée pour prévenir la jeunesse des horreurs de la guerre. Car le vrai, le seul danger, c'est la évidence l'homme lui-même, qui, depuis l'enfance, comme le montre l'ultime image du film, n'aime que jouer au soldat.

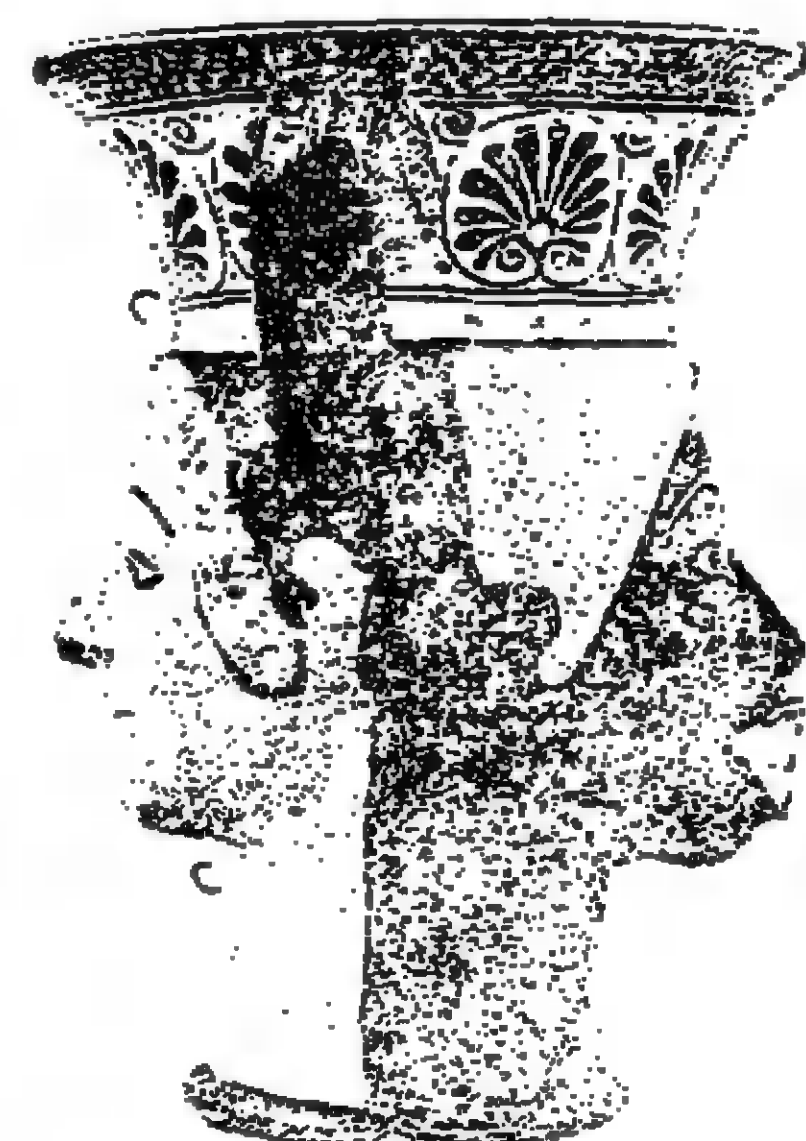
Arrivé à l'âge adulte, quand par malheur la mobilisation l'entraîne à faire son devoir, le voilà soudain qui attrape la peur, le vertige du risque, dans un paroxysme d'émotion et qu'il prend conscience de la valeur au tréfond de lui-même. Parfois, dans la pire adversité, il aura la « baraka », comme dans la magnifique scène vécue du film, le sergent américain Doherty traversant les lignes allemandes au vol de sa Jeep et sauvant miraculeusement son officier à moitié mort. Jusqu'à ce que, au bout de son sacrifice méconnu, loin des siens, loin de la douceur des femmes, loin de sa mère qu'il appelle, il n'en finisse plus de perdre son sang.

Reste une énigme : le général Browning, commandant le 1^{er} corps aéroporté britannique, le mari « dans le civil » de la romancière Daphné du Maurier, était-il ce commandant distingué envoyant ses troupes au casse-pipe entre deux tasses de thé ? Je sais bien que le cinéma nous a habitués à la représentation d'illustres ganaches militaires, mais à ce point ! Il faut voir et entendre Dirk Bogarde, avant reconnu qu'il y avait dans l'affaire « un pont de trop » (« a bridge too far »), ajoute, comme à Oxford, du bon dos des dents : « Mony est très satisfait. Pour lui, l'opération a réussi à 90 % ».

Splendide et féroce mot de la fin qui remet en mémoire le vers de Baudelaire : « Les morts, les pauvres morts, ont de grandes douleurs. »

OLIVIER MERLIN.

* Ce film sort à Paris le 24 août.



céphales, hommes sans tête — c'est-à-dire à face pectorale — ne sont signalés en Afrique que par dérivation des fables de l'Asie. Et quand apparaît le Nouveau Monde, ils ont tendance à y émigrer (3). Tout cela pour dire que l'image du Noir est restée relativement pure dans le monde antique : elle occupait un pôle anthropologique fixe, avec sans doute des implications superstitieuses. Mais, les remuants Pygmées mis à part, elle comportait un accompagnement légendaire faible. Et un investissement affectif léger, par comparaison avec ce qui suivra.

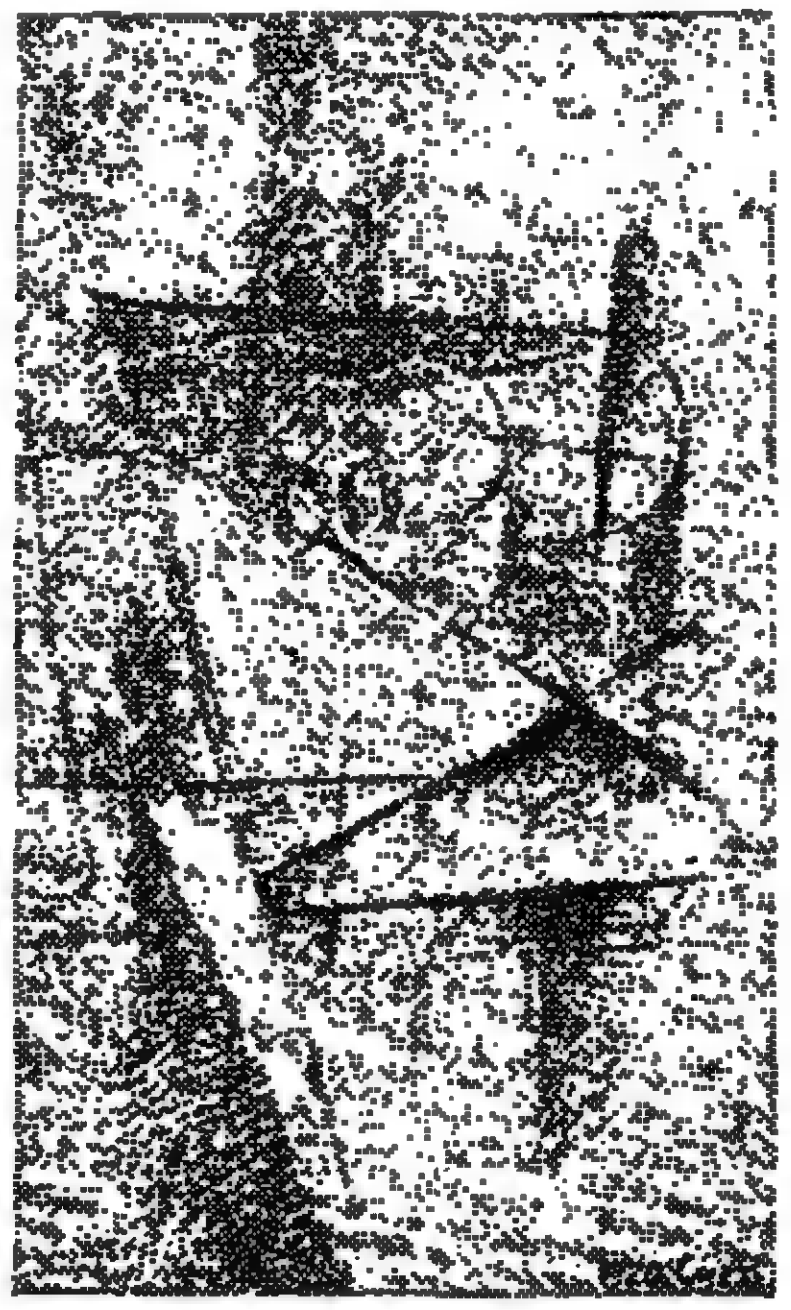
ANDRÉ CHASTEL

(1) L'image du Noir dans l'art occidental, vol. 1 : Des pharaons à la chute de l'Égypte romaine, par J. Veronique, J. Leclant, F. Schmitt, J. Deshayes, Préface S.M. M'bow ; introductions par D. de Manti et L. Buge, Office du livre, Paris (pour l'édition française).

(2) A. Wittkower, *Monsters of the East, a study in the history of monster (1942)*, dans « *Expository and the migration of symbols* », Londres, 1977.

(3) B. Buecher, *Le Sarcophage aux solons pendants*, Ed. Hermann, 1977, s'est efforcé de systématiser dans cet esprit les représentations complexes des Indiens dans les douze volumes de *Rechts des Voyages américains* publiés par Th. de Bry (1590-1624).

Une sélection



UNE LECTURE AU « GUEULOIR »

Un auteur en quête de spectateurs

Pendant les deux premières semaines du Festival, Théâtre ouvert, qu'animait Lucien Attoun, a présenté, comme chaque année, à la chapelle des Cordeliers, rebaptisée pour la circonstance « le Gueuloir », des pièces inédites lues par leur auteur. Hervé Guibert raconte son expérience.

QUE faire, quand on a mis deux ans à écrire une pièce et qu'on a envie de la monter, un jour ? L'envoyer à des éditeurs, à des directeurs de théâtres parisiens, à des centres dramatiques de province, à des metteurs en scène, à des vedettes ? La chose est difficile. Il faudrait disposer de beaucoup d'exemplaires et n'est-ce pas le genre de démarches qui se soldent automatiquement par un « remerciement » poli et encourageant (« continuez dans ce genre, c'est plein de promesses et faites-nous lire la seconde... »). D'abord ma pièce dactylographiée fait soixante-quinze pages et la photocopie coûte 1 franc pièce. Je vais trouver mon blanchisseur, il a une photocopieuse, il me dit : « Dites donc, c'est vous qui tapez comme ça, vous tapez aussi bien que ma femme, et elle, elle est siénodactylo. » Je le surveille du coin de l'œil, j'ai peur que son œil à lui s'accroche sur certains mots de mon texte, que mon côté masculin lui saute soudain aux yeux et qu'il ne me regarde plus de la même façon quand je lui apporte mes serviettes-éponge. Je l'oblige à la discrétion en récupérant avec empressement les feuilles au fur et à mesure. Pour dédramatiser l'atmosphère, il me lance : « Dites donc, vous écrivez vos Mémoires ? »

Je suis impatient (fera-t-on la distinction entre l'arrivisme et l'impatience) et les refus sont toujours désagréables : je me dis que je vais faire le moins de démarches possible. C'est une pièce à deux personnages, je ne rêve pas de décors farfelus, je me dis que ça devrait être facile. Tout à coup, une idée : le Gueuloir. Lucien Attoun, Théâtre ouvert, le patronage de France-Culture, tout ça est sérieux. On donne la possibilité à de jeunes auteurs de lire leurs « pièces originales et inédites », d'avoir un public, d'être confrontés à des réactions. Quelle chance ! J'envoie ma pièce et on retient ma candidature. Il faut venir et se loger par ses propres moyens, mais ça c'est normal, c'est déjà une chance de pouvoir passer pour un auteur dramatique et de s'exprimer librement, sans censure. Ma lecture est fixée le dimanche 24 juillet, à 18 heures.

Je reviens exprès d'Allemagne, où je suivais les répétitions générales de la Tétralogie montée à Bayreuth par Chéreau. J'arrive à Avignon avec seize heures d'opéra dans la tête et vingt-quatre heures de train dans le corps, passablement décomposé. Je fais une première lecture, seul, dans ma chambre d'hôtel, ma montre à la main, ça dure 1 h. 15. Je me suis beaucoup amusé en la lisant. Bien sûr je me pose la question suivante : vais-je tout lire « à plat » en affichant la froideur hautaine et dévastatrice des auteurs de Breton, ou bien vais-je mettre des intentions et me laisser aller à quelque vivacité ? Le ton Breton est très à la mode et ne manque pas d'élégance, je ne suis pas comédien, mais je décide quand même de « jouer » ma lecture : j'ai peur de m'ennuyer. Je me rends dès 11 heures du matin dans la chapelle des Cordeliers, pour la séance de mise au point avec le régisseur. Présentations. Heureusement, je ne suis pas seul. Une amie actrice que j'accompagne parfois en tournée pour la dépanner a promis de me rendre la pareille et de jouer pour moi les impressions. Elle parle aux techniciens, m'installe à une table d'écoute à l'empilement de la gradins et me met très à l'aise en me disant : « Vasy ! »

J'hésite entre le silence et la pétrification, ou la fou-rire infantile, mais finalement l'opéra pour l'efficacité. On me regarde, on m'écoute. Je me dis : après tout, ils ne sont pas forcés de voir la peur qu'il y a en moi, il faut paraître sûr de

soi, alors allons-y, et je commence à lire, en faisant semblant de prendre une page au hasard, mais en fait je choisis mon passage préféré.

Je n'ai pas dit deux mots qu'on me coupe aussitôt on ne me comprend pas au-delà du deuxième rang. Je parle trop vite, le n'articule pas. On me dit : va lentement hache, articule, lève la tête de temps en temps et ne ramène pas tes pieds comme ça. En fait il y a un écho épouvantable dans cette chapelle, et le micro n'y fait rien. Je reprends ma lecture, imperturbable. Au bout de trente secondes, je lève et plisse les yeux dans les projecteurs pour demander : ça va ? On me répond : c'est un peu mieux mais tu vas encore trop vite, si tu lis comme ça la salle se vide au bout de cinq minutes, attends que l'écho te revienne et ne lève pas la tête sans arrêt, on sent que tu la forces. Le régisseur, Néma Marquez, « cool et sympa » comme tous les gens de Avignon, me rassure : « Ne t'en fais pas, tout se passera bien. » Mon amie me dit : « Surtout ne lise pas d'intentions, ça tombe à plat : ne joue pas ton texte, ça devient anecdotique, lis le plus à plat possible, il faut laisser aux gens la possibilité d'imaginer, de projeter. » Je regarde la salle vide un peu déçoutragé en pensant : mais qui va bien pouvoir venir ? A nouveau on me rassure : mais si, il y a tout un public qui s'intéresse, un public d'habituels, tu verras, il y aura du monde. On arrête la « répétition » : il ne faut pas me fatiguer avant l'heure H.

Louise et Suzanne

En sortant, on rencontre mes parents, venus exprès depuis leur lieu de vacances pour écouter leur fils. Mon père, qui pense à tout, me dit : surtout, pense bien à articuler. Puis nous rencontrons dans les rues d'Avignon ou aux terrasses des cafés des comédiens à qui mon amie annonce, compatissante : il lit tout à l'heure sa pièce au Gueuloir. On me regarde du même air compatissant, on me souhaite bonne chance, on ajoute : « Ne vous en faites pas, il y aura du monde, il y a tout un public pour ça. » Mais ce public, ce n'est pas eux : ils ne se proposent même pas de venir m'écouter, et j'ai suffisamment de compréhension pour ne pas les inviter. Alors quel est ce public du Gueuloir : des professeurs de grammaire à la retraite, des hippies, des lycéennes ? On verra bien.

J'entre dans la salle et dévisage les gens. Les projecteurs s'allument. On annonce les prochaines lectures, le débat qui suivra celle-ci, mais on s'agitte le public qu'il faudra quitter la salle à 20 heures, c'est comme ça, et l'heure c'est l'heure. J'ouvre mon texte, je lis, haché et articulé : « Louise et Suzanne. Dialogues. Personnages et décor... » Ça y est, je suis lancé, je suis dedans, ça ne peut plus me faire peur. Les gens sont muets. Je me dis qu'ils vont partir par rafales et que ça va me déprimer, mais, miracle ! Ils restent assis sur leurs sièges. Scène 1, scène 2, scène 3... Quand j'arrive à la scène 13 ou 14, je commence à trouver ça pénible. Je m'ennuie. Je me dis que ça va être bien, en tout cas détaché, de regarder ma montre de temps en temps, et je ne me gêne pas : je lis depuis une heure et demie. Je pense que si j'étais spectateur je ne tiendrais pas la coup : écouter comme ça pendant une heure et demie quelqu'un d'immobile qui lit un texte assis à une table et avoir mal aux fesses en même temps, il n'y a pas de quoi être bouleversé. Enfin, certains spectateurs se couchent par terre, les techniciens vont fumer une cigarette dans la cour, une femme au premier rang m'écoute en lisant son courrier, comme je le comprends.

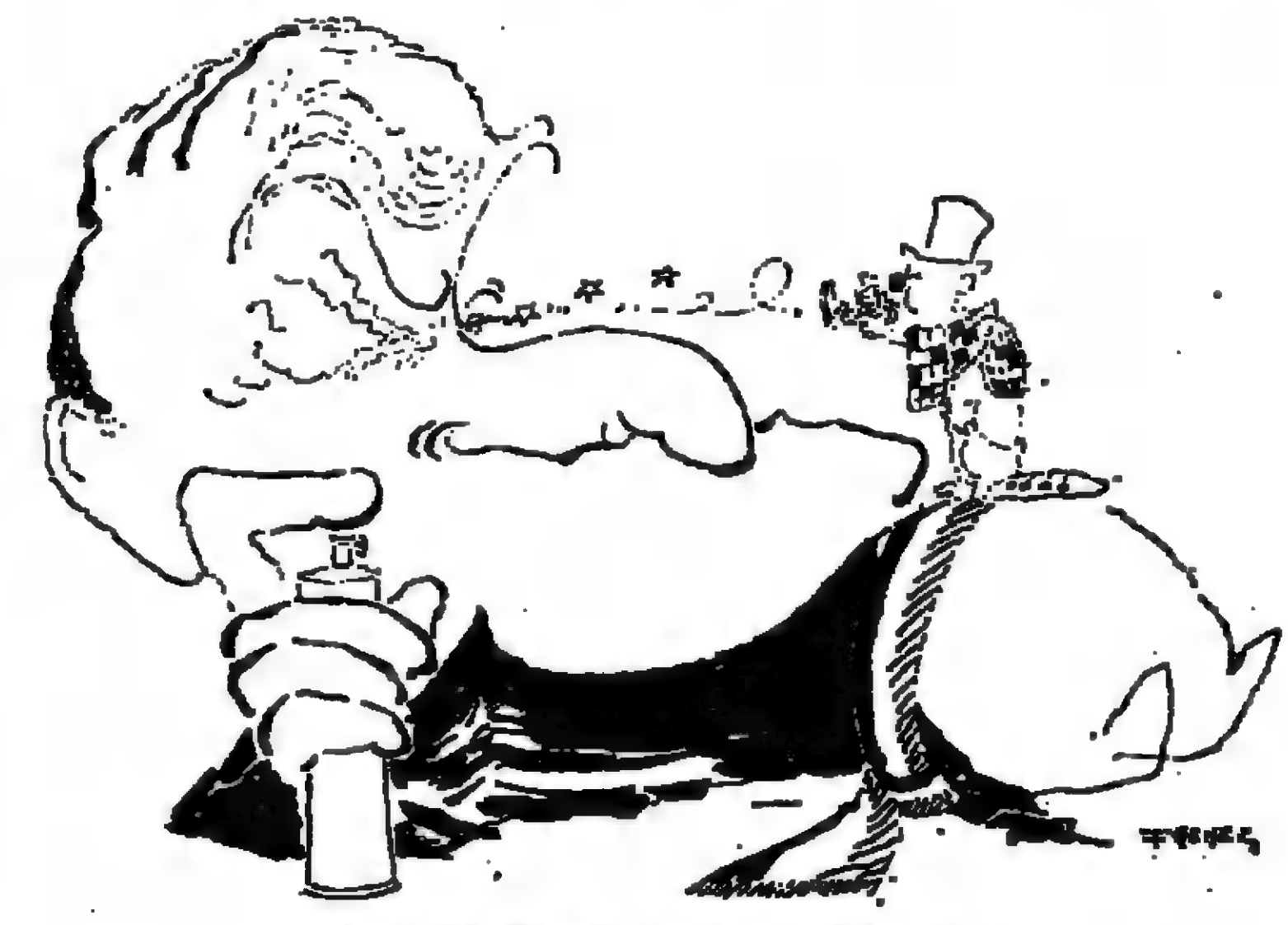
Soudain un couple de touristes uruguayens, qui veulent visiter la chapelle, surgissent derrière moi, éblouis par les projecteurs sans comprendre ce qui se passe. Puis un chien vient me renifler les pieds. A chaque fois tout en continuant à lire, j'affiche le petit sourire ironique qui s'impose. Je continue, stoïquement. Parfois j'ai envie de m'arrêter et de leur dire :

écoutez, ça a suffisamment duré comme ça, faisons autre chose. A la fin, j'emballerai tout ça un peu rapidement, je passe en douce des indications de scène. C'est fini, le refrain s'exécute, les gens applaudissent. Je sursprends quelques regards vaguement admiratifs, mais je suis trop fatigué pour me sentir grisé. La lecture a duré deux heures moins le quart et ne reste plus que dix minutes pour le débat.

Une femme me dit : « On sent parfois l'influence de Céline, surtout pour les passages sur la mort et les descriptions du cancer du visage... » Je dis que je n'ai rien lu de Céline, mais un jeune auditeur décidément très sympathique répond que des personnages qui ont été mes « modèles » l'ont peut-être lu et le « redéclinent ». On me parle de théâtre quotidien. Je dis que pour moi ce n'est pas vraiment, que mes personnages ont une vie très secrète, qu'ils ne s'arrachent jamais tout à fait au quotidien. Il faut quitter la salle car il est 20 heures.

Mes parents viennent m'embrasser. J'avais donné à lire ma pièce à mon père avant cette lecture, et il me l'avait rendue en me disant : « Il y a des fautes d'orthographe. » La, il me dit : « A un moment, j'ai eu peur, tu t'es mis à ramener les pieds, heureusement tu t'es arrêté. En tout cas, tu as bien articulé. » Un ami metteur en scène vient me dire : « Tu as bien lu, juste un peu trop articulé. » Mon amie comédienne me dit : « De toute façon, la salle était pour toi, tu n'as pas vu l'assemblée de

AVIGNON : l'institution et son public



« Fantasia Miss Madonna », au Chêne Noir.

vierges, au premier rang à droite ? Elles te gobaient des yeux, elles buvaient les paroles... »

Il n'y avait pas un journaliste dans la salle, ni un directeur de théâtre, ni même l'organisateur du Gueuloir. On me dira qu'il avait d'autres chats à fouetter et qu'il ne savait certainement plus où donner de la tête entre ses émissions à France-Culture, ses « mises en espace » et sa « cellule de création ». C'est vrai. Je ne me faisais pas d'illusions sur cette lecture, mais quand même, à quoi m'aurait-elle servi, au-delà de la satisfaction sans doute narcissique et exhibitionniste de lire mon texte, d'être applaudi et de répondre à des questions ? Le dramaturge qui a conduit le débat m'a dit : « Téléphonez-nous de temps en temps, pour nous dire comment ça se passe, si vous arrivez à la monter. » Le soir au restaurant, mes amis m'ont trouvé triste et sinistre. Je n'ai pas dit un mot.

HERVÉ GUIBERT.

LES RENCONTRES DU CEMEA

Vie de groupe autour du théâtre

PAUL PUJOL, administrateur du Festival, le proclame : « Les rencontres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) sont l'un des piliers d'Avignon. » Depuis qu'en 1955 Jean Vilar fit appel à Henri Laborde, de l'équipe nationale des CEMEA, pour utiliser la jeunesse au Festival, les « rencontres internationales » puis les « centres de jeunes », organisés ou gérés par les CEMEA, ont accueilli des milliers de participants, de dix-sept à vingt-huit ans, issus de tous les milieux. Avec un objectif : faire en sorte que les « festivaliers » ne soient pas de simples consommateurs de spectacles.

Pour les instructeurs des CEMEA, dont la vocation est de former des animateurs de centres de vacances, Avignon est une expérience indispensable, explique M. Jacques Rebuffat, secrétaire général des CEMEA au Festival.

Dans les locaux des Rencontres internationales comme dans les quatre centres de jeunes, le dialogue interrompt, la réflexion sur le théâtre, les

écoute un travail de « prise de conscience » et d'expression du corps. Quelques années auparavant les stagiaires qui ne possèdent pas de matériel, quelques notions de maquillage, s'étaient « construits » des visages à l'aide de plâtre de des-cendre en ville les montrer aux passants. Une parade de plus.

Pourtant, malgré le dévouement des animateurs, le plaisir évident des participants, les Rencontres internationales comme les centres de jeunes, entraînent depuis quelques années une baisse sensible de fréquentation. Le temps a été plus où les services culturels des ambassades recrutent sans difficultés. Depuis mai 68, bien des dirigeants hésitent à envoyer les jeunes de leur pays aux 107 ans avignonnais de peur que l'esprit de contestation les gagne. Cette année les places ne manquaient pas. « Nous ressentons les indicateurs de la crise économique. Pour les jeunes particulièrement menacés et qui souvent sont sans emploi, nos prix sont encore trop élevés. Nombreux sont ceux qui ne peuvent mettre 580 francs pour un stage de dix jours qui comprend cependant l'hébergement, la nourriture, l'animation et qui donne droit à quatre spectacles », reconnaît un responsable des CEMEA, Yann Serpoué, ancien militant de l'organisation. La clientèle qui fréquente les centres de jeunes ne vient plus à Avignon ou préfère des formules moins coûteuses comme celle offerte par l'AJA (Association pour les jeunes dans Avignon), créée par la municipalité pour héberger les plus démunis.

Hors les murs

La spéculation a chassé les pauvres d'Avignon. Des quartiers entiers « rénovés » se sont vidés de leurs habitants. Les logements ont atteint des prix effrayants. Pour « tenir » les lieux les centres de jeunes ont dû s'installer hors les murs, loin de tout. Enfin, les équipements sommaires qui conviennent aux militants purs et durs découragent ceux qui aimeraient un contact moins rude avec les réalités du Festival.

Peut-être, plus simplement, que le mode de passage, que le grand discours sur le théâtre amplifié par les Rencontres internationales n'intéresse plus autant que naguère ? Interlocuteurs privilégiés des organisateurs du Festival, les CEMEA déconcertent ceux qui veulent rester en marge. Au centre de Champfleury, l'Institut national de l'audio-visuel (INA), avait installé un réseau de radiodiffusion par câbles qui vivait les centres entre eux. Les participants s'en sont servi pour débiter sans fin des événements de Creys-Malville. Pendant que d'autres manifestaient.

Une voie étroite

« Actuellement la jeunesse a besoin de soutien. Ils se plaignent de ne pas être assez encadrés », constate un animateur. Comme si les participants — plus de filles que de garçons, étudiants ou enseignants pour la plupart, demandaient aux CEMEA de prendre en charge l'écueil de leur esprit critique dans un lieu qui ne les dépayse pas, une école par exemple, mais plus ouverte, plus libre. « D'ailleurs l'école, l'armée », reconnaît, avec un air de s'excuser, une toute jeune stagiaire. Mais, d'autres se méfient aujourd'hui de cette assistance et de cette protection ; ils rejettent une vie collective, dé-suée selon eux, qui pourrait porter atteinte à leur liberté.

On a vu pourtant au centre des jeunes de la rue Thiers, Gérard Lefèvre, comédien et animateur, analyser pour les participants les idées du Portugais Augusto Boal sur le théâtre. A cette occasion, le programme officiel a été violemment critiqué. Nulle part n'est mené apparu le rôle des CEMEA, leur nécessité entre ces deux réalités inconciliables du Festival : les ballets d'Alvin Ailey — voiles et paillettes — et, à deux pas de là, les épages de la place de l'Horloge, où désormais le gros rouge a remplacé le haschisch.

CHRISTIAN COLOMBANI.

12^e Festival Estival de Paris
GALERIE YVES BRUN
7, rue Bude - 75004 Paris
IBA NDIAYE
Toiles - Livres - Dessins
« Variations sur le thème du jazz »
3 - 21 août

Réunion des musées nationaux
Derniers jours :
Grand Palais
L'Islam
dans les collections nationales
jusqu'au 22 août
Orangerie des Tuileries
Henry Moore
jusqu'au 29 août
tous les jours, sauf le mardi
de 10h à 20h, le mercredi jusqu'à 22h

MARIE FRANÇOISE BUCQUET
Festival Estival de Paris
Théâtre Récamier
18 août
à 20 h 30
piano
recueil FR 1161
Atelier Beethoven
PHILIPS

« LE COUSIN PONS »
LIVRES ILLUSTRÉS MODERNES par :
Bonnard, Chagall, Dufy, Goya, Léger, Miro, Picasso,
Rouault, Toulouse-Lautrec.
Tapisserie de Jean Lurçat « Les Signes du Zodiaque »
● Livres anciens
● Gravures antiques et modernes
1, rue Joyeuse (près du Musée de la Poste) — 37400 AMBOISE
Tél. : (47) 57-00-57

Seul à Paris
UGC ODÉON V.O.
ALAIN RESNAIS
PROVIDENCE
7^e mois

ELYSEES LINCOLN (V.O.) - QUINETTE
(V.O.) SAINT-LAZARE PASQUIER (V.O.)
MONTFARASSE 63 (V.O.)

more
Barbet SCHROEDER
PINK FLOYD

Beaux masques
L'animation, c'est la force des CEMEA. Ici, on part en excursion à la découverte du pays, là on retrouve M. Fautier, l'érudit local, qui connaît tout sur Avignon et qui ouvre toutes les portes ; là encore on organise un débat avec les comédiens de la troupe de « l'Orléans » ou bien avec les acteurs de l'Hamlet de Benoît Besson à propos duquel un participant anglais ne cache pas son indignation. Autant d'activités du maquillage ou des masques. Sur de grands panneaux chacun s'exprime : « Je comprends mieux comment un spectacle est fabriqué depuis que je participe aux activités du stage... » : « Incalquer l'esprit critique au moyen de l'action, favoriser la découverte de ses propres capacités d'expression dans une pratique, voilà notre but », explique M. Jean Boudé, l'un des quatre-vingts animateurs des CEMEA à Avignon.
Devant une soixantaine de participants attentifs, la comédienne Bernadette Onfroy,

LE MONDE DES SPECTACLES

LE THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
présente le
IV^e FESTIVAL DU LOUVRE
(Coeur Caré)
Tous les soirs (21 à 25) sur le thème
jusqu'au 13 AOUT
DERNIÈRES REPRÉSENTATIONS

AMERICAN BALLET THEATRE
Directeur : Lucie Chabrier-Guy Smith

GISELLE
Ballet en deux actes de
Théophile Gautier
sur un thème de Heinrich Heine
Musique de Adolphe Adam
Chorégraphie de Jean Coralli
et Jules Perrot version de David Blair

Solistes :
Mikhail BARYCHNIKOV - Erik BRAUN
Fernando BLOJONES - William CARTER
Cynthia GREGORY - Selsay KIRKLAND
Natalia MAKAROVA - Ivan NAGY
Marcello PARÉS - John PINZ
Marlene TCHERKASSKY - Carl TUPET
Marlene VAN HANDEL - Charles WARD
Sally WILSON - Gayle YOUNG

REPRÉSENTATIONS : COEUR CARÉ DU LOUVRE
(FACE SUD SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS)
MÉTRO : LOUVRE - TEL. : 236.14.36
DÉPART : 10 H 30 (SAUF DIMANCHES) 12 H 30
14 H 30 A 18 H ET 20 H 30

ORGANISATION : A.L.A.P. (LUMINOS)

LES CHAINES
(Brothers)
BERNIE CASEY - VONETTA MCGEE - RON O'NEAL
Produit en association avec ROBERT GREENBERG - L'île en scène de ARTHUR SARKIS
Producteur Exécutif LEE SAVIN - Musique de JAHMAAL
Distribué par Warner Columbia Film

CABARETS
LIDO NORMANDIE
116 BIS CHAMPS ÉLYSÉES
RÉSERV. 359.11.61 et 225.68.61

MOULIN ROUGE LISETTE MALODOR
20 H 30 CHAMPS-ÉLYSÉES - REVUE
179 F par paye
22 H 30 CHAMPS-ÉLYSÉES
115 F par paye
SERVICE COMPRIS

En version originale : Au cinéma le PANTHÉON

VOTRE TABLE CE SOIR
Ambiance musicale - Orchestre P.M.R. : prix moyen du repas - J... : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 336-74-24
16, rue Coquillière, 16^e T.J.J.
BRASSERIE DE L'OPERA 261-77-78
10, rue de la Harpe, 10^e F/mam, 20^e F. J.J.
RESTAURANT PIERRE FIDIM 47-47-47
Place Gallieni, 2^e OPE, 8^e F. J.J.
CHEZ HANSI 548-94-42
3, place de la Bastille, 1^e T.J.J.
LE ROI DE COEUR 225-35-00
6, rue de la Pépinière, 6^e T.J.J.
AUT DE RIQUET 70-62-39
12, boulevard Montmartre, 2^e T.J.J.
LA BOUTIQUE DU PATISSIER T.J.J.
24, bd des Halles, 9^e 224-51-77

Ouv. jour et nuit. Chans et musiq. de 22 h. à 5 h. du mat. av. nos
animés. Soirée élise. Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières
J. 9 h. 15. Petit Bistro sympa. La Patroline reçoit. Le Patron aux
fourneaux. Spéc. lyonnaises. Ses plats du jour de 17 à 23 F. Vins prop.
Maison de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Diner
Sug. 50 F. Sa carte. Polonoise, grill et spée. du Sud-Ouest. PAREINGO
Jusqu'à 2 heures du matin Ambiance musicale. Ses spécialités
alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières
J. 23 h. vous invite à la table de la Brasserie de la Reine PÉDAGOGUE
avec ses menus à 62 et 80 F vins à discrétion, services compris. Piano
Jusqu'à 3 heures du matin Ambiance musicale. Ses spécialités
alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières
J. 23 h. et 24 h. 30 vend., sam. dim. Ses 3 plats du jour renouvelés,
ses 5 viandes et, unique à Paris : ses 40 pâtisseries et glaces

DINERS... DANS UN JARDIN

L'ÉPICURIEN F/mam midi et dim.
13, rue de Valenciennes, 13^e T.J.J.
LA FRUITE VAGABONDE 27-79-30
14, rue des Batignolles, 17^e F/mam.

En août le soir seulement. 3 salles intimes autour d'une fontaine
fleuri. Cassinot de l'Océan. Lote Bréval. Salons de canard aux épées.
Jusq. 22 h. Dans la verdure de la plus riante terrasse couverte de Paris
Fruits de mer, poissons : arrivages directs tout l'été.

DINERS

ASSIETTE AU Bœuf - POCARDI T.J.J.
3, bd des Italiens, 3^e T.J.J.
LA MENARA 073-05-02
8, bd de la Madeleine, 8^e F/Dim.
DARKOUM 742-33-60
44, rue de la Chapelle, 2^e T.J.J.
ASSIETTE AU Bœuf T.J.J.
123, Champs-Élysées, 8^e T.J.J.
LA SALAMANDRE 339-35-07
54, rue F.-Charron, 5^e T.J.J.
LE CAFE D'ANGLETERRE 770-01-23
Carref. Richelieu-Drouot, 9^e T.J.J.
DOUCET EST 208-40-23
4, rue du 8-Mai-1945, 10^e T.J.J.
LA FREGOLA (près de l'Étoile) 332-70-23
144, Champs-Élysées, 8^e T.J.J.
LE GAUCHO 200-28-44
12 bis, rue Pierre-Duval, 17^e T.J.J.
BAUMANN 270-18-18-74-01-13
94, av. Ternes, 17^e F/mam, lun. midi

MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24,70 s.n.s. (23,40 s.n.)
le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
Jusqu'à 23 h. 30 dans le cadre féérique d'un palais marocain : Feuilles
aux pigeons. Michouli. Ses tagines et brochettes. MENU 90 F.
Le nouveau restaurant marocain à Paris. Salles climatisées. Un cadre
et une cuisine raffinée. Salons. On sert jusqu'à 23 h. 30.

MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24,70 s.n.s. (23,40 s.n.)
le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
Jusqu'à 23 h. 30 dans le cadre féérique d'un palais marocain : Feuilles
aux pigeons. Michouli. Ses tagines et brochettes. MENU 90 F.
A deux pas des Champs-Élysées, cadre feutré, planis, salle climatisée.
Spéc. Grillades, Buffet hors-d'œuvre. MENUS 50 à 74 F. vins, serv. comp.
A 50 m. Gare Est. J. 24 h. Res-de-chaussée : Brasserie. Menu 22 F. et
carte. Choucroute fermière avec jarret 42 (3 pers.) et plats du jour.
le dîner : restaurant panoramique, spécialité du chef et POISSONS.
Restaurant des provinces françaises. Spécialités régionales. Dégras-
sation. Brasserie : 21 F. Grill : 80 F. S.C. Ouvert tout le mois d'août.
Nouvelle auberge breillienne ouverte en juillet et août. Grande carte.
Ses spécialités. Ambiance jeune. Vous découvrirez vos viandes comme
les sanchos.
Une gamine incomparable de choucroutes. Spécialités d'Alsace. Ou
sert jusqu'à minuit. Nos choucroutes climatisées à emporter.

RIVE DROITE

ASSIETTE AU Bœuf - POCARDI T.J.J.
3, bd des Italiens, 3^e T.J.J.
LA MENARA 073-05-02
8, bd de la Madeleine, 8^e F/Dim.
DARKOUM 742-33-60
44, rue de la Chapelle, 2^e T.J.J.
ASSIETTE AU Bœuf T.J.J.
123, Champs-Élysées, 8^e T.J.J.
LA SALAMANDRE 339-35-07
54, rue F.-Charron, 5^e T.J.J.
LE CAFE D'ANGLETERRE 770-01-23
Carref. Richelieu-Drouot, 9^e T.J.J.
DOUCET EST 208-40-23
4, rue du 8-Mai-1945, 10^e T.J.J.
LA FREGOLA (près de l'Étoile) 332-70-23
144, Champs-Élysées, 8^e T.J.J.
LE GAUCHO 200-28-44
12 bis, rue Pierre-Duval, 17^e T.J.J.
BAUMANN 270-18-18-74-01-13
94, av. Ternes, 17^e F/mam, lun. midi

MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24,70 s.n.s. (23,40 s.n.)
le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
Jusqu'à 23 h. 30 dans le cadre féérique d'un palais marocain : Feuilles
aux pigeons. Michouli. Ses tagines et brochettes. MENU 90 F.
Le nouveau restaurant marocain à Paris. Salles climatisées. Un cadre
et une cuisine raffinée. Salons. On sert jusqu'à 23 h. 30.

MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24,70 s.n.s. (23,40 s.n.)
le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
Jusqu'à 23 h. 30 dans le cadre féérique d'un palais marocain : Feuilles
aux pigeons. Michouli. Ses tagines et brochettes. MENU 90 F.
A deux pas des Champs-Élysées, cadre feutré, planis, salle climatisée.
Spéc. Grillades, Buffet hors-d'œuvre. MENUS 50 à 74 F. vins, serv. comp.
A 50 m. Gare Est. J. 24 h. Res-de-chaussée : Brasserie. Menu 22 F. et
carte. Choucroute fermière avec jarret 42 (3 pers.) et plats du jour.
le dîner : restaurant panoramique, spécialité du chef et POISSONS.
Restaurant des provinces françaises. Spécialités régionales. Dégras-
sation. Brasserie : 21 F. Grill : 80 F. S.C. Ouvert tout le mois d'août.
Nouvelle auberge breillienne ouverte en juillet et août. Grande carte.
Ses spécialités. Ambiance jeune. Vous découvrirez vos viandes comme
les sanchos.
Une gamine incomparable de choucroutes. Spécialités d'Alsace. Ou
sert jusqu'à minuit. Nos choucroutes climatisées à emporter.

RIVE GAUCHE

ASSIETTE AU Bœuf - POCARDI T.J.J.
3, bd des Italiens, 3^e T.J.J.
LA MENARA 073-05-02
8, bd de la Madeleine, 8^e F/Dim.
DARKOUM 742-33-60
44, rue de la Chapelle, 2^e T.J.J.
ASSIETTE AU Bœuf T.J.J.
123, Champs-Élysées, 8^e T.J.J.
LA SALAMANDRE 339-35-07
54, rue F.-Charron, 5^e T.J.J.
LE CAFE D'ANGLETERRE 770-01-23
Carref. Richelieu-Drouot, 9^e T.J.J.
DOUCET EST 208-40-23
4, rue du 8-Mai-1945, 10^e T.J.J.
LA FREGOLA (près de l'Étoile) 332-70-23
144, Champs-Élysées, 8^e T.J.J.
LE GAUCHO 200-28-44
12 bis, rue Pierre-Duval, 17^e T.J.J.
BAUMANN 270-18-18-74-01-13
94, av. Ternes, 17^e F/mam, lun. midi

MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24,70 s.n.s. (23,40 s.n.)
le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
Jusqu'à 23 h. 30 dans le cadre féérique d'un palais marocain : Feuilles
aux pigeons. Michouli. Ses tagines et brochettes. MENU 90 F.
Le nouveau restaurant marocain à Paris. Salles climatisées. Un cadre
et une cuisine raffinée. Salons. On sert jusqu'à 23 h. 30.

MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24,70 s.n.s. (23,40 s.n.)
le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
Jusqu'à 23 h. 30 dans le cadre féérique d'un palais marocain : Feuilles
aux pigeons. Michouli. Ses tagines et brochettes. MENU 90 F.
A deux pas des Champs-Élysées, cadre feutré, planis, salle climatisée.
Spéc. Grillades, Buffet hors-d'œuvre. MENUS 50 à 74 F. vins, serv. comp.
A 50 m. Gare Est. J. 24 h. Res-de-chaussée : Brasserie. Menu 22 F. et
carte. Choucroute fermière avec jarret 42 (3 pers.) et plats du jour.
le dîner : restaurant panoramique, spécialité du chef et POISSONS.
Restaurant des provinces françaises. Spécialités régionales. Dégras-
sation. Brasserie : 21 F. Grill : 80 F. S.C. Ouvert tout le mois d'août.
Nouvelle auberge breillienne ouverte en juillet et août. Grande carte.
Ses spécialités. Ambiance jeune. Vous découvrirez vos viandes comme
les sanchos.
Une gamine incomparable de choucroutes. Spécialités d'Alsace. Ou
sert jusqu'à minuit. Nos choucroutes climatisées à emporter.

Le plus grand succès historique du cinéma français aux États-Unis

Cousin Cousine

LA CINÉMA THEATRE DE PARIS
Téléphone 523 72

LABORATOIRE FRANÇAIS
réalisateur monteuse

LABORATOIRE FRANÇAIS
réalisateur monteuse

ENVIRONS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE T.J.J.
Boisbois, aut.-Ouest à Bonnières
COTTAGE LA METAIRIE DE POÏE
L'Isle-Adam, Rte. 489-01-14

A 35 min. de Paris. Vue panor. sur Seine. Parc 2 ha. Tennis éclairé.
piscine chauff. Salons rénov. week-end forfait 200 F. Tél. 479-91-24.
Changé de propr. Cuisine personnalisée du chef Ch. Delahaye.
Salle pour repas d'affaires et banquets. P. mercredi.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS 742-70-50 - 033-21-00
171, bd du Montparnasse
Au piano Yves Meyer

LE PETIT ZINC r. de Buci, 9^e
Rutire - Poissens - Vins de Pays

LE MUNICHE 21. r. de Buci, 9^e
Choucroute Spécialités

TERMINUS WORD 624-42-72
Ouvrier 20 AOUT
22, rue de Danterque, 10^e

CLUB HOUSE 30-31, place Made-
moiselle - 9^e - 565-77-97
Res-de-cha. PUB. Grill. Jr et Nt.
1er ét. restaur. vue panoramique

Jusq. 1 h. 30 (et dim.)
Tous les soirs 770-12-09
14, rue du P-Saint-Denis (10^e)
OUVERT EN AOUT

BRASSERIE TABAC PIGALLE
Pl. Pigalle, 108-72-80, Choucroute,
Bœuf d'Anglais, Bières Löwenbräu

SCIENCES

UN NUMÉRO SPÉCIAL DU « COURRIER DE L'UNESCO »

La désertification et la responsabilité de l'homme

Pourquoi les déserts avancent-ils dans de nombreuses régions du monde ? Les problèmes posés par la désertification sont si graves que les Nations unies réunissent, du 28 août au 9 septembre prochain, à Nairobi (Kenya), une conférence internationale sur ce sujet. En prélude à cette conférence, le *Courrier de l'Unesco* a consacré son numéro de juillet à la désertification.

Partout l'homme est en grande

partie responsable de la progression du désert : surpâturage, remembrement du nomadisme par une semi-sédentarisation, déboisement total (le bois est l'unique combustible accessible), disparition des forêts naturelles (la bouse remplace, comme combustible, le bois disparu ou de plus en plus cher), salinisation des sols par une mauvaise irrigation. Toutes ces pratiques conduisent à la désertification. Ce n'est pas le ciel, mais l'homme qu'il faut accuser dans la plupart des cas. Et c'est ce qu'expliquent fort bien les articles publiés par le *Courrier de l'Unesco*.

La vie n'est pourtant pas absente des déserts, en dépit des conditions extrêmes auxquelles sont soumises les régions arides. Des animaux, bien plus nombreux qu'on pourrait le croire, vivent en effet dans les déserts, et chacun d'eux - fennec, corbeau brun, oiseau de brousse, scorpion, varan, vipère des sables, etc. - a su s'adapter pour survivre, en dépit de l'extrême aridité des pluies et de la chaleur. L'article du *Courrier de l'Unesco* est passionnant à cet égard.

★ Le *Courrier de l'Unesco*, 7, place de Fontenay, 75006 Paris. Prix de l'abonnement d'un an : 28 F. prix du numéro : 2,80 F.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75221 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
108 F 135 F 253 F 370 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
135 F 315 F 453 F 570 F

ÉTRANGERS
(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
135 F 250 F 365 F 480 F

II. - JAPON
173 F 325 F 475 F 590 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (à 15 semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande aux adresses ci-dessus avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les annuels par chèques ou mandats d'appointement.

Édité par le S.A.E.L. Le Monde.
Général : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Mondy »
5, rue des Italiens
PARIS-IX^e
1977

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

... LE MONDE — 11 août 1977 — Page 21

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 10 AOUT

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 30. Série policière : Désiré Lafarge et le cher Alfred. d'A. Franck. P. Billard et J.-P. Gallo.
22 h. Arts : Carpeaux, inconnu célèbre. Portrait d'un des grands sculpteurs du dix-neuvième siècle.
22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2
20 h. 30. Série américaine : Un shérif à New-York. 21 h. 55. Magazine d'actualité : Question de temps.
Début sur la social-démocratie, après M.M. Georges Sarra, conseiller de Paris (P.S.), et Olivier Stira, secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M., vice-président du parti radical.
23 h. 10. Journal.

CHAÎNE III : FR 3
20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : LE CRI DE LA VICTOIRE, de R. Walsh (1955), avec

V. Heffin, A. Ray, M. Freeman, N. Olson, J. Whitmore, T. Hunter (Rediffusion).
Pendant la deuxième guerre mondiale, la rue de France à Paris est envahie par un camp d'entraînement et au cours des opérations militaires du Pacifique. Une fresque épique dont les personnages ont une réelle présence humaine.
22 h. 40. Journal.

FRANCE-CULTURE
20 h. La création musicale contemporaine aux États-Unis, par R.-B. Reynaud (les voix de la création) : 22 h. 30. Entretiens avec... P. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) : 23 h. Jean Cartier et la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30. Les voyages de M. Cellier... Des Alpes au Caucase : 21 h. Fantômes d'Europe : 21 h. Festival de Salzbourg : 21 h. 30. Entretiens avec... P. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) : 23 h. Jean Cartier et la transparence, par E. Driant.

JEUDI 11 AOUT

CHAÎNE I : TF 1
12 h. 30. Le francophonisme : 13 h. Journal : 13 h. 45. Feuilleton : Lucien Leuwen, de Ch. Autant-Lara, d'après Stendhal (troisième partie) : 18 h. Spécial jeunes : 18 h. 25. Série : Les mystères de l'Ouest : 19 h. 47. Candide caméra : 20 h. Journal.

20 h. 30. Série : L'appel de l'or (d'après J. London, adapté W. Ulbrich) : 21 h. 47. Musique : Bal canot (Pierre Dural).
22 h. 40. Journal.

CHAÎNE II : A 2
15 h. FILM : REMONTONS LES CHAMPS-ÉLYSÉES, de S. Guiry (1938), avec S. Guiry, J. Delubac, L. Lanvin, L. Baroux, P. Mingand, M. Parey, L. Allibert, E. Drain (N. rediffusion).
En 1938, un instituteur raconte à ses élèves la vie pittoresque de ses ancêtres. Une brillante fresque historique, semée de mots d'esprit, et merveilleusement interprétée.
18 h. 45. Documentaire : Caribbe I Caribbe I (Trois Français chez les Indiens d'Amazonie, de J. G. Bessandier) : 17 h. 38. Documentaire : La vie des insectes (La vie dans la roche, de G. Calderon) : 18 h. Vacances animées : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 44. Souvenirs : La joie de vivre : 20 h. Journal.

20 h. 30. Opéra : « Così fan tutte », de Mozart, avec G. Thesmar, K. Siram, F. Arazzi, V. Masterson, S. Lindenstrand, G. Bacquer, N. Burrows, l'English Chamber Orchestra dir. Ch. Mackerras) et la Chorale E. Brasseur (dir. Cath. Brilli) au Festival d'Aix-en-Provence.
23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3
19 h. 40. Pour les jeunes : le club d'Ulysse et Carroyage : 20 h. Les Jeux.
19 h. 40. Cycle cinématographique 1968-1976 : LA PROMESSE, de P. Fajdyer (1969), avec J. Bisset, G. Pascal, J.-F. Maurin, P. Zimmer, M. Porel.
Le poète éperdu d'un garçon de chez ans (orphelin) pour une jeune Anglaise

recevoir passer quelque temps dans la propriété de son oncle. Une étrangeté psychologique qui aura un impacte sentimental. De beaux paysages pour charmer l'œil.
22 h. Journal.

FRANCE-CULTURE
17 h. 2. « Parallèles » : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) : La civilisation de la main : 2 h. 8 h. 22. Les intellectuels et la politique : 2 h. 8 h. 30. En étrange pays : 8 h. 7. Les Forcines d'autrefois, par S. Proenza et Aguirre, par J. Pivin : 9 h. 30. Semaine canadienne, par E. Rier : 11 h. 5. Nouvelles musicales de tous les temps, par C. Samet : 12 h. 3. Agora, par H. Tournaire : 12 h. 45. Panorama, à propos de R. de La Brevière : 13 h. 30. Entretiens avec J. Périot : 14 h. « Guerre et Paix », d'après Tolstoï, réal. R. Jenet (rediffusion) : 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Magazine international : 14 h. 55. Poèmes d'Amal : 14 h. 58. En direct avec J. Lascagne : 17 h. 30. Entretiens avec : J. Lascagne : 18 h. 2. Scritables : 18 h. 30. Peinture ancienne : 19 h. 30. Feuilleton : « La Beccarie », de R. Boylston, adapté M. Ricard, réal. E. Premy : 20 h. L'Europe, d'A. de Musset, réal. G. Peyrou, avec J.-G. Nordmann, S. Fresson, A. Perrier : 22 h. 30. Entretiens avec P. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) : 23 h. Jean Cartier et la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE
17 h. 3. Summertime : 9 h. 2. Points cardinaux : « L'Ouest », avec G. Gershwine : 10 h. Clerencia : 10 h. 45. Musique populaire italienne : 10 h. 50. Schubert : 12 h. La chanson : 12 h. 10. Jour J de la musique : 12 h. 30. Musique à la lettre : 14 h. Paysages d'œuvre : Extraits du concert du 4 avril 1977 de la musique : 14 h. 45. Les quatre figures du surréalisme : Monteverdi et Mozart sous le regard de Lucien. Lettres et Vailland : 16 h. 2. Le livre des mélanges, métamorphoses instrumentales : Le tambour : Beethoven, Britten, Takemitsu : Musique française : Boucouffler : Paysages parisiens : Delibes, Berlioz, Chopin : 19 h. 35. Écoule, magazine musical : 19 h. 40. Jazz : 19 h. 45. Jeunes solistes : 20 h. 30. Les voyages de M. Cellier... Des Alpes au Caucase : 21 h. La France musicale : 21 h. Festival de Royan... Extraits du concert du 4 avril 1977 de la musique : 21 h. 30. L'Orchestre symphonique de Baden-Baden, dir. E. Bour et P. Stoll : 21 h. 45. Le monde de trois poètes espagnols : (Baltasar), et Che « Récit » (Récit) : 21 h. 55. Take the heat - trace : 0 h. 5. Les fouteurs de paroles : 0 h. 10. Les beaux dres : 1 h. 15. Brève, par E. Dietlin.

D'une chaîne à l'autre

RADIOS PRIVÉES : M. DEBRÉ INTERROGE M. BARRE

M. Michel Debré, ancien premier ministre, député R.P.R. de la Réunion, a été de demander à M. Raymond Barre, dans une question écrite, s'il n'estime pas nécessaire d'avisier solennellement ceux qui voudraient créer des stations privées d'émission que le gouvernement a le droit et le devoir de les interdire (et qu'il usera de tous les moyens en sa puissance pour respecter la loi de la République).

D'autre part, le juge des référés de Montpellier s'est déclaré incompétent pour examiner la plainte déposée par les responsables de Radio-Pil, bien contre l'émission de France 3 qui avait brouillé ses émissions.

SATELLITES : LA PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR

Des représentants de la CISAC (Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs) et de l'U.E.R.E. (Union européenne de radiodiffusion) se sont rencontrés, à Paris, pour examiner les problèmes de protection du droit d'auteur lors de la transmission de France 3 et artistiques par satellites de radiodiffusion. Cette première réunion a permis de dégager, selon les participants, « de larges possibilités d'accord ».

OFF-BAYREUTH EN DIRECT SUR FRANCE-MUSIQUE

France-Musique participera aux vingt-septièmes Rencontres internationales de la jeunesse en organisant - parallèlement au Festival de Bayreuth - une série de manifestations : certaines de concert données par l'orchestre et les chœurs ; Rencontres internationales, et par des ensembles régionaux seront retransmis en direct du 19 au 24 août. Pierre Bouleiller en assurera la présentation.

EQUIPEMENT

TRANSPORT

QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES ?

La survie des chemins de fer américains est entre les mains du gouvernement fédéral

Les Etats-Unis sont le paradis de la libre entreprise. C'est dire que le gouvernement fédéral ne possède ni ne gère aucune société de transport. Il n'en est pas moins sollicité d'intervenir, notamment pour aider financièrement les chemins de fer et pour fixer les règles de la concurrence entre les compagnies aériennes.

Malgré sa volonté de principe de non-ingérence dans la politique de ces entreprises, le

gouvernement ne peut ignorer que celles-ci exercent des activités qui, pour la plupart, ont un caractère de « service public ». C'est à un dilemme comparable qu'est confronté le gouvernement français : au conseil des ministres de ce mercredi 10 août, il entend une communication sur le rétablissement financier des entreprises publiques.

De notre correspondant

vernement, cette année, 1,75 milliard de dollars pour améliorer son réseau de Washington, New-York et Boston. Le gouvernement a promis de verser, en outre, 1,7 milliard de subventions au rail en 1977 pour la réhabilitation de son réseau et de son matériel dans le reste du pays, mais pour deux tiers cette somme sera consacrée à l'amélioration des transports terrestres de marchandises. Cette aide peut paraître modeste quand on la compare à celle qui est prévue pour les autoroutes en 1978 : 7,5 milliards de dollars.

Une honte nationale

Le gouvernement s'est engagé également à verser 3 milliards aux différents services de transports en commun publics, dont l'insuffisance est encore plus criante que celle des chemins de fer. Au niveau municipal et fédéral, on a lentement mais sûrement pris conscience, ces dernières années, du fait que ces transports (et d'abord le métro) doivent être soutenus par l'Etat et qu'ils ne peuvent survivre s'ils sont confiés à la seule entreprise privée. En 1975, le déficit de l'ensemble des transports en commun urbains était de 1,7 milliard alors que, en 1971, il avait été de 411 millions.

Jusqu'en 1975, les municipalités combattaient leurs déficits. Lorsqu'ils faillirent basculer dans le gouffre, le gouvernement fédéral accepta de délier — timidement — les cordons de la bourse et lui contribua, l'an passé, pour 18 % aux versements destinés à couvrir ce déficit. Atlanta, Baltimore, Washington, sont en train de mettre en place un réseau de métro et de trains de banlieue grâce à l'appui du gouvernement fédéral.

L'administration Ford avait promis de fournir des subides pour 3 milliards, déclinés sur dix ans, à quatre autres villes pour leur permettre de construire ou d'améliorer leurs transports en commun. On pense que l'administration Carter va tenir cet engagement. A elle seule, New-York a reçu 1 milliard de dollars pour améliorer son système de transports publics. « Une véritable honte nationale », comme le dit justement un editorialiste. L'amélioration des transports en commun à San Francisco, à New-York, à Minneapolis, n'a pas empêché une hausse constante des prix du billet.

Il apparaît que le soutien fourni par le gouvernement est insuffisant pour les évaluer, mais pas pour leur insuffler vraiment une vie nouvelle. Les spécialistes estiment qu'il faudrait 40 milliards de dollars pour réhabiliter, moderniser et rentabiliser les transports en commun à New-York, 1 000 milliards pour donner aux Etats-Unis un réseau de transports en commun ferroviaires capables de concurrencer la voiture et l'avion.

Concurrence à tout prix

Dans le domaine aérien, le gouvernement — qui ne possède et ne gère aucune compagnie — versera, cette année, 2,3 milliards pour assurer le contrôle du trafic aérien (tours de contrôle, radars, équipements) et pour l'amélioration de certains aéroports. En revanche, il semble s'orienter, depuis la prise de pouvoir par M. Carter, dans la direction d'un assouplissement de la réglementation jusqu'ici très stricte du Bureau de l'aéronautique civile (CAB) à laquelle les compagnies sont soumises.

Un récent rapport du General Accounting Office affirme que les passagers auraient fait l'économie de 2 milliards de dollars l'année dernière si la concurrence entre les compagnies avait été plus grande. On pense qu'une loi visant à « déréglementer » partiellement les transports aériens sera votée très prochainement par le Congrès. M. Carter a déclaré que, par suite de la réglementation, le prix du billet était plus cher de 20 à 30 %. Les compagnies auront une plus grande latitude pour fixer leurs prix, fermer les liaisons peu rentables et se concentrer sur des routes profitables.

Les compagnies aériennes protestent à cor et à cri contre toute velléité de « déréglementation ». En réalité, l'administration Carter n'est pas prête à sérieusement abolir la réglementation dans le domaine des transports. Sans quoi des milliers de petites villes américaines se trouveraient coupées du jour au lendemain du reste du pays : ni les che-

CARNET

Naissances

— M. Michel Dousselin et Mme. née Françoise Perrin, ont la joie de faire part de la naissance de Emmanuel, le 4 août 1977, 46, boulevard de Neuilly, 75012 Paris.

— M. et Mme Jacques Valentin et Pierre, sont heureux d'annoncer la naissance de Guillaume, le 7 août 1977, 15, avenue Ferdinand-Buisson, 75015 Paris.

Mariages

— On nous prie de faire part du mariage de Mlle Barbara Mercillon, fille de M. Marcel et de Mme. née Rose-Marie Schwartz, avec M. Armand Bréjon de Lavergnée, conservateur des musées nationaux, fils de M. Bréjon de Lavergnée, et de Mme. née Moulouze Perquès, célébré dans l'intimité, le 30 juillet 1977, en l'église de Bourg-la-Roche, 92160 Bourg-la-Roche, 7, rue de Bertrand, 35000 Rennes.

Décès

— Nancy. M. Taubé Paul Aubertin, M. et Mme Jean-Pierre Balast et leurs enfants, M. Robert Frouin, M. et Mme Brasseur, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme François Godinot, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Jean Aubertin, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Hubert AUBERTIN, né le 25 août 1907, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques seront célébrées le vendredi 12 août 1977, à 9 h. 45, en l'église Saint-Esprit de Nancy, où le corps sera déposé. Réunion et enterrement à l'église. Le présent avis tient lieu de faire-part. Collège de la Malgrange, 54140 Jarville, 16, rue François-1er, 52100 Saint-Dizier, 10, avenue de Salomon, 75017 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 3 août, à Neuilly-sur-Seine, de M. Emilie BARGEON, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Selon la volonté du défunt, ses obsèques ont eu lieu à Saint-Denis-les-Bains (Haute-Savoie), le 8 août. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Grenoble. Mme Serge Chevaline, 29 rue de la République, font part du décès de M. Serge CHEVALINE, ingénieur S.A.G.E., survenu le 3 août 1977. Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Elisabeth Couper-Edwards et ses enfants Gratianna, Elizabeth et Jean-Jacques, M. et Mme Arnold Heymann von Dreyhausen, M. Arnold Heymann von Dreyhausen et sa fille Laurence, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, tante et grand-tante, la duchesse douairière de DOUDEAUVILLE, née Elisabeth Heymann von Dreyhausen, survenue en son domicile, 40, rue de Bassano, Paris (8^e), le 8 août, munie des sacrements de l'Eglise. La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 août, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot (cimetière), sa paroisse, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu à Vienne (Autriche). Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Beyrouth. Montréal. Montecarlo. Le docteur Henri Nachman et Mme. née Gossuaty, et leurs enfants, M. et Mme André Gossuaty et leurs enfants, M. Paul Gossuaty, ont la douleur de faire part du décès de M. ALBERT GOSSUATY, survenu le 30 juillet 1977, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. A Montréal (Canada).

Notre absent, bénéficiant d'une réduction sur les services de « Carnet de Monde », nous prie de publier ses obsèques de façon que ses proches puissent assister à sa dernière demeure pour lui rendre un dernier hommage.

— Meudon-la-Forêt. Mme André Gassach, Mme Marie Gassach, M. et Mme Roger Kaweck et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, fils, père, grand-père, M. André GUASCH, survenu accidentellement à Albertville (73), le 8 août 1977. Les obsèques auront lieu ce mercredi 10 août 1977, à 10 heures, en l'église Saint-Esprit de Meudon-la-Forêt. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Gérard, Nicole, Annie, Stéphane, Anne et Vincent Gégan, ont la douleur de faire part du décès de Mme Marie-Louise GEGAN, leur mère et grand-mère, survenue le 3 août 1977, à Marseille. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès subit, dans sa trente-deuxième année, de M. Jean-Marie GUENICHO, directeur du Club de Prévention spécialisée d'ATHUS-MOOS, survenu le 26 juillet dernier. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Portet-sur-Garonne (31), où il a été inhumé. 60, rue de la Balle, 33100 Saint-Denis, 2, rue de la Cité, 31120 Portet-sur-Garonne.

— Mme Félix Pinto, Mlle Evelina Pinto, M. et Mme Francis Pinto, Emmanuel, Isabelle et Vanessa, ont la douleur de faire part du décès de M. FÉLIX PINTO, survenu le 8 août 1977. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme et M. Robert Cohen et leurs enfants, M. André Scemama et leurs enfants, M. et Mme Joseph Scemama et leurs enfants, M. et Mme William Cohen et leurs enfants, Les familles Scemama, Cohen, Berdab, Tafeh, Sebati, parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté ALBERT SCEMAMA, leur père, grand-père, beau-frère et oncle, survenu le 8 août 1977, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques auront lieu le 11 août 1977, Départ à 14 h. 15 de l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne, et rendez-vous à 14 h. 45 au cimetière de Bagneux-Parisien.

— M. et Mme Jacques Vigne, Françoise, Isabelle, Natalie et Emmanuel, Les familles Vigne, Teillard, Lacombe, Cheyrie, Chanchabier, Limon, Villeneuve, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. François-Joseph VIGNE, ancien combattant 1939-1945, ancien déporté, leur père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 8 août 1977, à Paris, dans sa soixante-douzième année, muni des sacrements de l'Eglise. Prière pour lui. Le levé du corps aura lieu à l'ambulance de l'hôpital Tautou, 47, rue Pelleport, à Paris (20^e), le vendredi 12 août 1977, à 9 h. 30. Les obsèques auront lieu le 11 août 1977, en l'église de Buzelles (77) le même jour, à 10 h. 45, suivie de l'inhumation dans le caveau de la famille. 103, avenue Henri-Martin, 75016 Paris. Château Saint-Paul, 77000 Rubelles/Méun.

Remerciements

— Mme Jean Saussey, M. et Mme Henri Saussey, Mme Collette François, Le docteur et Mme Victor Reynes et leurs enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur père, Jean SADSAY, assistant à l'université de Paris-VIII, agrégé de l'université, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les remerciant de leur profonde gratitude.

Messes anniversaires

— A l'occasion du premier anniversaire du décès de M. André FROMAGET, née Michèle Dravet, une prière solennelle est demandée en témoignage d'espérance, à ses amis et à ceux qui l'ont aimé. La messe de 10 h. 30 sera célébrée le 14 août à son intention en la cathédrale Saint-Michel de Sospel, ainsi que celle de 11 heures, le même jour, en la basilique Notre-Dame de Beaulieu. 2, place Zorn, 12000 Beaulieu. La Vasta, 06200 Sospel.

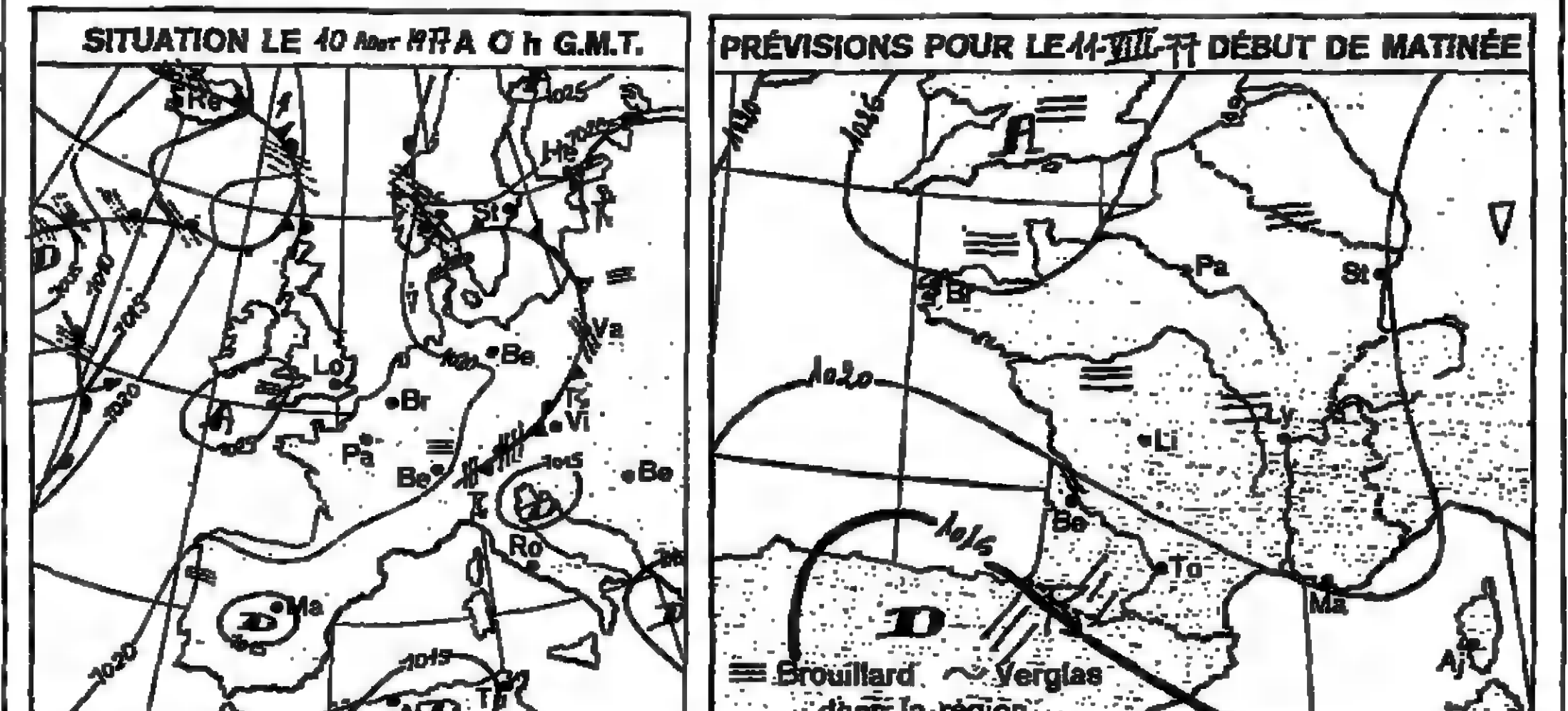
Visites et conférences

Jendi 11 août
VISITES GUIDÉES ET FROMAGET. — 15 h. 1, rue du Figulier, Mme Legros : « La bibliothèque Forney et ses collections sur l'artisanat, les affiches, les costumes et les techniques ». 15 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Magnan : « Paris et jardins de Paris : Le Luxembourg ». 17 h. 15, rue de Valenciennes, entrée de l'exposition, Mme Saint-Girons : « Henry Moore ». 20 h. 32, rue Saint-Martin, Mme Renard : « Beaulieu le soir » (Casse nationale des monuments historiques). 15 h. 15, rue Sully-Morand : « Au Musée de la Seine d'Aumont » (A travers Paris). 14 h. 30, 197, rue de Rivoli : « Au Musée des arts décoratifs : exposition Artistes-Artisans » (L'Art pour tous). 14 h. 30, 42, avenue de Gobelin : « Manufacture des Gobelins » (Mme Ferrand). 15 h. 11, quai de Conti : « Exposition Watteau » (Mlle Hagot). 15 h. 6, place des Vosges : « Peintures et dessins de la place des Vosges ». 15 h. 15, entrée, place Paul-Fabert : « La galerie des rois de Notre-Dame exposés au musée de Cluny » (Paris et son histoire).

Le comble de la tentation : voir la pulpe de citron descendre dans une bouteille de SCREWEPES Ritter Lesau.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
— Zone de pluie ou neige — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 9 août à 0 heures et le jeudi 11 août à 24 heures :

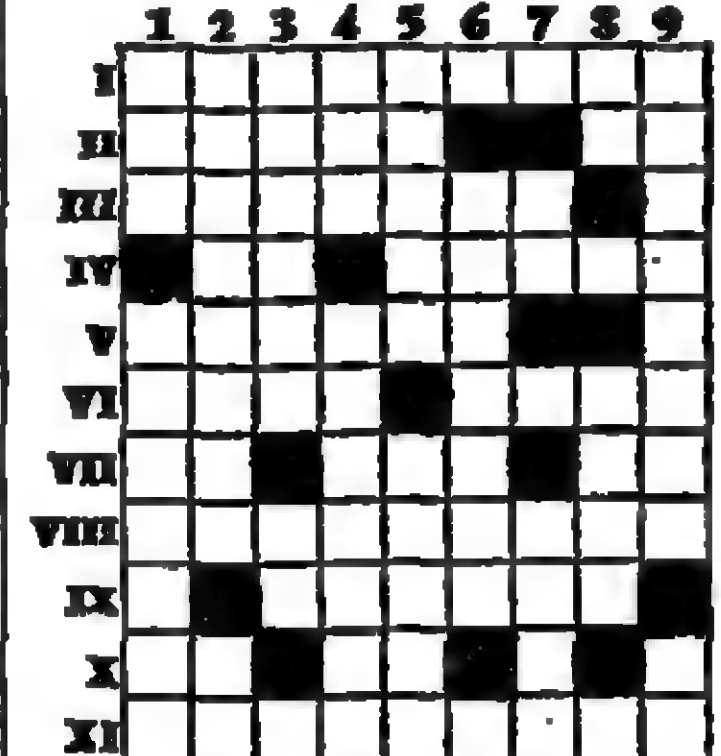
Les hautes pressions, qui se renforceraient encore un peu sur les îles Britanniques, auront pour effet d'aligner vers l'Europe centrale le temps instable de nos régions orientales. Du flux de secteur nord-est s'établira sur notre pays. En bordure de perturbations orageuses évoluant sur la péninsule ibérique, le sud du Bassin aquitain puis le golfe du Lion, seront probablement affectés par quelques orages. Jeudi, sur le sud du Bassin aquitain et les Pyrénées, puis sur les régions bordant le golfe du Lion, le temps deviendra plus nuageux par des nuages à aspect orageux. Des ondées et des orages se produiront, probablement localisés, mais parfois forts.

Sur le reste de la France, on notera un ciel souvent dégagé le matin, sauf dans quelques vallées et près des côtes de la Manche, où l'on notera des brumes et quelques brouillards temporaires. L'après-midi sera généralement bien ensoleillé avec quelques adages passagers. Les vents, de secteur nord-est dominant, seront faibles à modérés. Il fera un peu frais au lever du jour sur les régions du nord-ouest, mais les températures maximales marqueront encore une légère hausse par rapport à celles de la veille.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 août ; le

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1837



HORIZONTALEMENT

1. N'est pas belle quand elle est triste. — 2. Ne s'attache pas à l'argent. — 3. Chef d'accusation. — 4. Pour gâcher. — 5. Abréviation épistolaire. — 6. Courant d'air. — 7. Ville ancienne. — 8. Très sérieux. — 9. N'agit pas à la légère. — 10. Préfixe. — 11. Terme de jeu. — 12. Préfixe. — 13. Fines confiances. — 14. Clémence du sort. — 15. Méditation. — 16. Symbologie. — 17. Vierge latine. — 18. Donzeraie de belles couleurs.

VERTICALEMENT

1. La bourse ou la vie, par exemple. — 2. Souffrance à un régime de haute surveillance. — 3. Se jettent aux pieds de n'importe qui. — 4. Cité. — 5. Récentes. — 6. Filles (épées). — 7. Ordre de suppression. — 8. Distance. — 9. Endroit idéal pour se suicider. — 10. Vraiment désolé. — 11. Virent lors d'effets orageux. — 12. Symbologie. — 13. Au point. — 14. Possessif. — 15. Royaume parfumé. — 16. Point uni. — 17. On lui accorde moins d'importance quand il est grave.

Solution du problème n° 1836

Horizontalement
I. Assuré. — II. Tâs. — III. Légère. — IV. Lésé. — V. S.O.S. — VI. Ovide. — VII. St. — VIII. Ruer. — IX. — X. — XI. Starlette.

Verticalement

1. Liseron. — 2. Sténo. — 3. Usait. — 4. Sagesse. — 5. R.D.A. — 6. Usé. — 7. Tracer. — 8. Niel. — 9. Ecrou. — 10. 7. Oualt. — 11. S.S. — 12. ND. — 13. Usent. — 14. Espéglie. — 15. GUY BROUTY.

PRESSE

DURCISSEMENT DU CONFLIT AUX « ECHOS »

Les ouvriers empêchent la publication d'un numéro « spécial »

Le conflit qui, depuis le 2 août, oppose la direction du quotidien économique *Les Echos* au Comité inter-syndical du Livre parisien C.G.T. s'est brusquement aggravé le mardi 9 août. L'imprimerie de laubert, à laquelle avait été confiée la fabrication d'un numéro « spécial » de quatre pages destiné, selon la direction, à « exprimer » les préoccupations de la situation actuelle, a été investie par une quarantaine de personnes. Ce « commando du Livre C.G.T. » — selon les termes utilisés par la direction du quotidien — a empêché la parution de ce numéro spécial et, notamment, dérobé les bandes perforées servant à la composition des textes.

Le différend qui entraîne la non-parution du journal depuis le 2 août a pour origine la décision de la direction de transférer la composition du quotidien des imprimeries parisiennes réunies (I.P.R.), équipées de machines classiques, à la société Publications-Elyses, qui utilise du matériel moderne (le Monde du 4 août). En effet, les conditions de travail et les salaires proposés à l'équipe de composition des *Echos* par le nouvel imprimeur sont moins favorables que ceux qui étaient pratiqués aux imprimeries parisiennes réunies.

Le syndicat du Livre parisien C.G.T. demande donc à la direction des *Echos* d'intervenir auprès de la société Publications-Elyses afin qu'elle aligne les conditions de travail les salaires sur ceux des I.P.R. Mais la direction des *Echos* estime que sa responsabilité ne saurait être engagée sur ce point, un problème juridique subsistant sur les engagements de l'éditeur, qui, selon l'interprétation des *Echos*, est le seul client de l'imprimerie, et, selon le Livre C.G.T., est l'employeur véritable. Mme Jacqueline Berytoul, propriétaire et directrice des *Echos*, ne s'estime, pour sa part, pas liée par l'accord du 7 juillet 1976 — qui prévoit les conditions d'emploi des ouvriers de la presse parisiennes dans le cadre de la modernisation — car cette signature a été donnée par un de ses collaborateurs et non pas par elle-même.

documentaire le format
c laudre-vuel

Admissions aux opéras

SOCIETE

plan qui ne se lit pas lire

مكتبة الامم المتحدة

	19 1992	19 1991
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

L'immobilier

10

emplois régionaux

L'IMMOBILIERE
DE L'OUEST vous offre
un choix incomparable d'habitat
propriétés situées à Saint-Ger-
main, La Vieux-Gravelle, St-Germain-
de-la-Gravelle, St-Jacques.
Téléphone : 976-19-18

URGENT cause départ, vente
de maison, garage, terrain, ar-
rière de parc 100 km Paris
500.000 F, 623-96-34 (après-midi)

domaines

LANDES
10 km. DE MONT-NE-MANSA
Joli ferme en b. état, 4
chambres, 2 salles de bain, gar-
sant., c. hall entr. à sep-
aration, 2 cuisines, 2 b. s.
Etable, porcherie pour 30 vaches
Eau, électric. Dép. 90 km
volée, 2000 m. de forêt
300.000 F, St-Jacques. A voir
à Villeneuve-de-Marcay, 49

fermettes

Dans PARC DU MORVAN
Particulier à particulier ven-
te charmante fermette caracté-
ristique, 1000 m. de parc, 10
chambres, 5 b. s. c. hall, mansar-
de, 2000 m. de forêt, 2000 m.
impr. 5/4 m. à l'entrée dans
La Roche-Vanne, 58. 400.000 F
TEL. GERARD 44-44-41

EN BERRY
propr. venée de la Cresse et de
10 km. fermes, grande cour-
courtières d'un h. habita, gran-
des cuisines, dépendances, gar-
sant., 2000 m. de forêt, 2000 m.
impr. 5/4 m. 400.000 F

PRX 70.000 F
avec 30 m. sq. 4000 m. 19 m

es du
ophone
endredi
30 à 18 heures
ure des le lendemain.

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE DÉBAT SUR LES NATIONALISATIONS

CORRESPONDANCE

Remarques contradictoires

L'enquête que nous avons publiée sur « Les nationalisations aujourd'hui et demain » (« Le Monde » du 23 juin au 7 juillet), nous a valu un abondant courrier. Les réactions de nos lecteurs sont contradictoires et concernent tantôt tel sujet tantôt tel autre parmi les huit thèmes que nous avions traités. Nous en présentons ci-dessous des extraits significatifs.

La position du P.S.U.

Sur l'objet même des nationalisations, M. Michel Mouzel, secrétaire général du P.S.U., écrit :

En se prononçant pour de larges nationalisations sous le contrôle des travailleurs, nous ne faisons pas un panacée, répondre l'illusion qu'il suffirait de beaucoup nationaliser pour engager une transition socialiste : si les nationalisations ne sont qu'une « étiquette », elles n'aboutiront qu'à un vaste secteur de capitalisme d'État. À l'inverse, le P.S.U. ne pense pas qu'on puisse envisager le développement de l'autogestion sans appropriation collective des moyens de production. Ainsi, nationalisation et autogestion ne doivent pas être conçues comme antagonistes, mais comme deux processus complémentaires, qui ne seront achevés qu'avec la disparition de la propriété privée des moyens de production et la généralisation du pouvoir des travailleurs.

Il est clair que si les nationalisations avaient pour effet de renforcer des secteurs capitalistes (par l'indemnisation par exemple), de constituer d'énormes monopoles publics fonctionnant selon les mêmes règles que les autres, et de substituer la technocratie d'État au management privé, elles trahiraient l'objectif poursuivi.

Selon M. Mouzel, trois types d'entreprises devraient être « concernés » par la nationalisation :

- Toutes les entreprises actuellement établies qu'il faut renationaliser, au sein desquelles il faut organiser le contrôle ouvrier et populaire ;
- L'ensemble des nationalisations des entreprises et banques actuellement prévues par le programme commun, auxquelles devraient s'ajouter la sidérurgie, le pétrole, l'automobile, les transports aériens et maritimes, les concessions d'autoroutes, le traitement et la distribution des eaux, les télécommunications, ainsi que l'ensemble des filiales des entreprises nationalisées ;

● Dans tous les autres cas, les travailleurs demandent la nationalisation. Le P.S.U. appellera leur initiative chaque fois qu'elle visera à renforcer leur contrôle. Poser la question d'un tel contrôle populaire sur les secteurs vitaux de la vie sociale ne correspond pas à un désir de surenchère, mais à une volonté de ne pas égarer les difficultés qui seront celles de la transition au socialisme : distribution et transports, machine-outil et engineering, publicité, presse, enseignement... Comment, pour ne prendre qu'un exemple, prétendre juguler l'inflation si, dans le même temps, on ne se donne pas les moyens de contrôler la distribution de gros et les grandes surfaces ? Comment prétendre imposer un plafond au prix de vente des commerçants si leurs prix d'achat ne sont pas contrôlés ? Il ne s'agit pas de proposer des nationalisations systématiques, mais d'envisager à chaque fois, après débat, la forme juridique la plus adaptée : nationaliser sous contrôle ouvrier ou avec gestion ouvrière, contrôle des organes centraux de planification, régies régionales ou municipales.

● Les nationalisations en tout état de cause ne doivent pas être assimilées à un transfert à l'État des propriétés privées, mais à une appropriation collective. Elles appellent une restructuration et une décentralisation adaptées au développement économique régional, la cohérence entre établissements autonomes, étant assurée du point de vue économique par la planification démocratique, et du point de vue social par les conventions collectives de branche.

La crainte d'une « dictature paperassière »

M. Jacques Niguarda, cadre dans une société nationale, écrit :

Qu'une nationalisation du crédit n'amène rapidement la dictature paperassière d'administrations technocratiques. En effet, je ne vois pas comment, sur le plan pratique, le système pourrait fonctionner autrement que par la fixation de normes et de ratios dont seraient déterminées par les dites administrations suivant des

critères discutés entre experts : ce serait la disparition rapide du critère « valeur du chef d'entreprise ». Dans le système actuel, des banques peuvent se tromper mais pas toutes, et le chef d'entreprise valide trouve toujours des banques pour le comprendre. Ce dernier critère est en règle générale totalement ignoré des administrations, car il est subjectif, et l'administration a besoin de règles et de normes objectives ; en outre, nos énarques, n'ayant qu'un peu de connaissances concrètes de ce qu'est une affaire industrielle ou commerciale, ont tendance à considérer que si une affaire est organisée, programmée, rationalisée, peut importe la personnalité de celui qui la dirige. Il n'est que de voir, d'ailleurs, l'appétit que manifestent les fonctionnaires « bien placés » pour occuper des postes dans des entreprises nationalisées, en débutant souvent d'emblée à un très haut niveau alors que la plupart n'ont jamais exercé auparavant de fonctions de chef d'entreprise. Chacun doit faire son métier, et le fait de disposer d'une forte puissance de travail et d'une faculté d'abstraction ne rend pas forcément apte à exercer des postes de commandement ; beaucoup, malheureusement, n'en sont pas convaincus.

Le cas du bâtiment

M. Barlet, spécialiste bien connu des questions du logement, s'interroge sur l'application de la formule à l'industrie du bâtiment.

Dans cette industrie, la production par les méthodes traditionnelles oscille entre le type de production de l'artisanat ou de la production de l'industrie. La production dite industrialisée (telle la pré-fabrication) atteint le niveau de la production rationalisée. Il y a vingt ans environ, trois mille heures de travail étaient nécessaires pour construire un logement traditionnel ; aujourd'hui, sept mille heures. Les techniques plus modernes. Ce gain est intéressant, mais il n'est quand même que dans le rapport trois à quatre avec le temps passé dans le mode artisanal, et il ne correspond donc pas à des séries industrielles. Le bâtiment atteint donc le niveau de la rationalisation, mais pas celui de l'industrialisation.

Il en résulte qu'une grosse entreprise ne dispose pas d'un matériel de production notablement différent de celui de la moyenne entreprise.

En outre, l'entreprise du bâti-

ment vit dans une concurrence perpétuelle, étant d'adjudication en adjudication ; si l'on conservait dans le secteur nationalisé certaines de ces entreprises, elles seraient en concurrence perpétuelle avec les entreprises du secteur privé. Or le taux de rentabilité est très faible, et le marché en récession a déclenché une importante vague de faillites. Tout permet de penser qu'elles ne pourront pas survivre longtemps dans cette jungle. Techniquement, deux solutions sont possibles : nationaliser toutes les entreprises du bâtiment ou les placer, toutes, dans le secteur privé.

Qui supporterait le coût social de l'opération ?

Plusieurs lecteurs évoquent l'aspect social des nationalisations, pour s'interroger sur l'incidence financière de l'opération.

M. Beauvergne, de Saint-Denis, ancien cadre d'une importante entreprise aujourd'hui indistinctement nationalisée, écrit, par exemple :

Les nécessités de gestion ont fait que, dans le cas que je connais, la nationalisation n'a strictement rien changé au sort du personnel, du bas en haut de l'échelle. « Les faits sont là », et il faut leur obéir. La question est donc de savoir si les avantages que vous énumérez (qui n'y aspireraient ?) moi-même, j'en ai pu bénéficier. S'agissant de ces activités autres que protégées, monopolistiques ou quasi monopolistiques ? Comment étendre les avantages de l'E.D.F. de la S.N.C.F. par exemple, traitée à cinquante-cinq ans, garantie de l'emploi, tarifs spéciaux, etc.), à de vastes secteurs soumis à la concurrence sans condamner leur compétitivité et reporter les charges sur les contribuables ? « That is the question », à laquelle je n'ai trouvé nulle part de réponse.

L'autogestion ? Qui en veut pour le personnel ? Je sais par expérience la difficulté que l'on a à trouver des gens qui veulent prendre des responsabilités. Conclusion : une vie plus dure, plus saine, avec moins d'effort — résultat des nationalisations — c'est certes séduisant, mais comme dans la vie tout se paye (si tout ne s'achète pas), il faudra aussi payer ces avantages, sans doute par un niveau de vie (niveaux de consommation) plus modeste pour tout le monde.

Dans le même esprit, M. A. Hadjichristou, cadre, trouve évident que les nationalisations, dans une économie dite libérale, apportent à leurs salariés des avantages finalement supérieurs aux salaires des autres entreprises, particulièrement en temps de crise. Car leurs statuts sont en réalité une fonctionnarisation dont les garanties de sécurité d'emploi, de retraite et d'avantages en nature sont difficiles, sinon impossibles, à transposer sur les entreprises privées. Mais, ajoute ce lecteur, l'économie française ne se résumant pas en une économie repliée sur elle-même, notre vitalité économique est tributaire de la balance commerciale. Vous le savez fort bien, et il serait utile que vous examiniez l'apport positif que nous apportent les entreprises nationalisées à ce titre. Bien sûr, il y a Renault, mais ensuite ?

S'agissant du cas particulier de l'E.D.F., dont les charges sociales sont liées au chiffre d'affaires de l'entreprise, M. Hadjichristou ajoute : Celui-ci cesse d'augmenter, du consommateur intérieur, chargé d'ailleurs de plus en plus le passif de la balance commerciale. Les tarifs sont en hausse et ne subissent aucune concurrence. Ce qui se résume ainsi : tous les consommateurs français d'E.D.F. (leurs salaires exclus) paient ces charges ; tous les producteurs français exportateurs sont mis à contribution pour assurer les besoins extérieurs d'E.D.F. en progression constante.

Il serait bon d'évoquer les « payeurs », ne serait-ce que pour les remercier. La France et les privilèges, on en parle depuis 1789 malgré une certaine nuit du 4 août !

L'indemnisation des actionnaires...

A propos du coût financier de la nationalisation, M. Michel Mouzel écrit : « Il ne s'agit pas d'une question pour le P.S.U. de favoriser le développement de nouvelles firmes capitalistes avec le produit des indemnisations versées aux anciens propriétaires. Mais, à l'inverse, il ne s'agit pas de question de pénalisation de la population et des institutions qui la gèrent, lorsque cette épargne a été nationalisée par des actions. Nous proposons donc la transformation des actions en titres non négociables, sachant que les gros porteurs (et cela ne concerne pas que deux cents familles !) seraient exclus de cet échange. À terme, ces titres seraient transformés en bons du Trésor en fonction du revenu pour les ménages, sous condition de contrat avec le Plan pour les entreprises.

... et la place des salariés

M. Mouzel évoque enfin le problème du rôle des salariés dans les entreprises. L'affirmation du contrôle des travailleurs dans l'entreprise est indissolublement liée à l'acte même de nationalisation. Nationaliser sous contrôle ouvrier, c'est d'abord signifier que l'opération juridique et financière se déroule sous le contrôle des travailleurs. Le contrôle ne concerne pas seulement les conditions de travail, de rémunération, de formation, mais il s'étend à l'ensemble de la gestion de l'entreprise (veto sur les licenciements, ouverture des livres de comptes, orientation des investissements). Cela suppose une refonte de l'actuel comité d'entreprise : élection de délégués par ateliers sur propositions syndicales, révocabilité, levée du secret et pouvoirs étendus.

Mais il ne peut être question d'en rester au stade du contrôle. Dans les organes de gestion (l'actuel conseil d'administration) des majorités ouvrières doivent se substituer à l'actuelle représentation tripartite qui favorise en fait l'État ou les grands monopoles. Devront siéger :

- a) Des représentants élus des travailleurs de l'entreprise exerçant leurs mandats sous l'étroite contrôle de ces derniers (au moins les tiers) ;
- b) Des représentants élus, ouvriers des entreprises de la même branche ou des entreprises d'amont ou d'aval (a et b) ;
- c) Des représentants des associations populaires (sociales, familiales, de consommateurs ou de défense de l'environnement) ;

OCIBU OFFICE DES CULTURES INDUSTRIELLES DU BURUNDI

B.P. 450 BUJUMBURA

NFX/KL - N° 654/77/PROJET V.A. 14 COMPT.

APPEL D'OFFRES N° 04/77/OCIBU/AID/KOWEIT

Bujumbura, le 29 juillet 1977

Dans le cadre du projet d'amélioration du café Arabica au Burundi, projet financé par le Gouvernement du Burundi et l'Association pour le Développement et le Fonds de Développement du KOWEIT (IDA-KOWEIT, crédit 593 Bu.), un appel d'offres est lancé pour la fourniture des machines et de l'équipement de sept usines de traitement du café en cours dans la province de NGOZI au Burundi.

- Les principaux articles sont :
- Châssis de débulage ;
 - Ravitailleurs et accessoires ;
 - Pompes et moteurs ;
 - Groupes électrogènes ;
 - Matériaux textiles ;
 - Toile de polyvinylchlorure et toile de sisal ;
 - Balances à cadran, basscules ;
 - Humidificateurs pour lenter le café en parche.

Chaque usine aura une capacité de 150 tonnes de café en parche par saison.

Le présent avis s'adresse à tous les fournisseurs au Burundi et des pays membres de la Banque Mondiale y compris la Suisse. Les soumissions seront ouvertes publiquement à 15 heures (heure locale) le 11 août 1977 dans les bureaux de l'OCIBU, boulevard du Port à BUJUMBURA.

Les personnes intéressées par le marché peuvent, dès à présent, retirer le cahier des charges à l'OCIBU, B.P. 450 BUJUMBURA. OFFICE DES CULTURES INDUSTRIELLES DU BURUNDI Pascal KABURA, Directeur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés dont le groupe de la Compagnie Générale d'Électricité contrôle 50 % au moins du capital s'élève, pour le premier semestre 1977, à 223 M.F. taxes comprises, et à 130 M.F. H.T.

Ce dernier chiffre est en augmentation de 15,8 % par rapport au

(Millions de francs)	1976 structure 1977	1977	1977-1976
Entreprise électrique	778,7	807,2	+ 3,7 %
Entreprises et ingénierie	1 375,6	1 705	+ 23,9 %
Télécommunications et électroniques	2 183	2 410,5	+ 10,5 %
Câbles	723,1	800,6	+ 10,7 %
Accessoires et piles	787,4	832	+ 5,6 %
Matériaux	340,3	388,2	+ 14,1 %
Grand public	253,3	278,5	+ 9,9 %
Autres activités	800,8	738,6	- 7,6 %
	7 022,4	8 130,6	+ 15,8 %

Après prise en compte de la part de la C.G.E. dans le chiffre d'affaires consolidé d'Alstom-Atlantique et des autres participations minoritaires dont elle contrôle au moins 20 % du capital, le chiffre d'affaires consolidé global du groupe s'élève pour le premier semestre 1977 à 102 M.F. taxes comprises, et à 9 223 M.F. H.T. ce dernier

chiffre est en augmentation de 14 % par rapport au montant comparable du premier semestre de l'exercice 1976.

En ce qui concerne non plus l'ensemble du groupe mais la C.G.E. seule, les revenus du premier semestre 1977 ont atteint 130 M.F. contre 102 M.F. pour le premier semestre 1976.

CIT-ALCATEL

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1977 s'est élevé à 1 233 millions de francs. Du fait de diverses modifications de structure, ce chiffre d'affaires n'est pas comparable à celui du premier semestre 1976 pour CIT-ALCATEL considérée isolément.

Pour l'ensemble constitué par CIT-ALCATEL et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du premier semestre 1977 s'élève à 1 448 millions de francs, en progression de 11,9 % par rapport au chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1976 (1 288 millions de francs).

POINT DE VUE

LE CAS DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Pourquoi et pour qui ?

A la totalité des laboratoires français a été incluse dans les projets de nationalisation du programme commun des partis de gauche en 1972 (1). Un projet socialiste prévoit de limiter la nationalisation à quatre grands groupes (Roussel-Uclaf, Parke-Davis, Schering et Eli-Lilly), qui couvrent 64 % du marché (2). Le chiffre de coût des nationalisations s'élèverait avec les rallonges du parti communiste. Le poids du secteur public pourrait alors être porté à 45 % de l'investissement et 75 % de la dépense de recherche des entreprises (3). On comprend fort bien que la nationalisation de l'industrie pharmaceutique soit un enjeu important pour faciliter le changement de système économique.

Cette « nationalisation » est un projet politique et non social, elle relève au second plan les choix de santé.

Nous posons ici la question : pourquoi nationaliser ? et plus encore la question : pour quel nationaliser ? pour les malades, pour la profession, pour la nation ?

Au bénéfice des malades ?

Un projet de socialisation doit avoir une finalité sociale. Si la nationalisation est au service de l'usager, celle-ci devrait aboutir à une diminution du prix du médicament et à une sélection plus efficace des produits. Or rien n'est moins certain. La baisse du prix des médicaments n'est pas une conséquence mécanique de la nationalisation. L'exemple suédois nous le prouve. En 1971, la nationalisation du plus grand laboratoire et de toute la distribution pharmaceutique a été suivie d'une hausse de 53 % du prix des médicaments en trois ans.

Or les laboratoires protestent contre le blocage des prix en France, alors que les profits se sont élevés (0,5 % en 1975 contre 8 % aux États-Unis). Il est vraisemblable que les laboratoires nationalisés échapperaient plus facilement au contrôle des prix. Prétendraient-ils qu'en matière de prix la règle Renault est en retard sur les entreprises privées concurrentes ? Rap-

par DENIS-CLAIR LAMBERT (*) et JEAN RONDELET (**)

peons également que le prix des médicaments est aujourd'hui deux fois moins élevé en France qu'en Allemagne ou aux États-Unis, ce qui ne nous empêche pas de nous plaindre de la hausse des prix. Les usagers souhaiteraient certainement que ce prix relatif persiste (4).

Une sélection plus efficace des produits nous paraît un objectif plus essentiel que le premier. Or il s'agit d'un choix de politique de santé, indépendant de la propriété publique ou privée des entreprises. En position de concurrence affaiblie, les entreprises « nationalisées » se comportent en matière de recherche, de marketing et de publicité, sans autre aspiration que de consolider leur position dominante.

En période de chômage, tous les travailleurs ont besoin de sécurité et la nationalisation offre une sécurité exceptionnelle, car l'entreprise ne fait plus faillite. Sur ce plan, le personnel des laboratoires pharmaceutiques, par ricochet, celui des pharmacies, peut redouter un marché de dupe. La nationalisation ne fait pas toujours le bonheur d'une profession. Tout d'abord, l'appartenance aux « nationalisées » offre la séduction mais aussi les contreparties du corporatisme. L'entreprise nationalisée n'est pas altruiste, elle distribue à son personnel des droits acquis, dans l'indifférence à l'égard de l'usager, au lieu de redistribuer les fruits de sa activité à ses consommateurs. Or, c'est pourtant dans ces mêmes entreprises nationalisées que

(*) Professeur d'économie politique, université Jean-Moulin, Lyon.

(**) Docteur en médecine et en pharmacie, Lyon.

(1) Programme commun de gouvernement, Flammarion 1973, pages 17 et 18.

(2) « Le Monde » du 17 mai 1977. A. Dasset : « Le P.S. limiterait la nationalisation aux grands groupes. » (3) et G. Mathieu : « Les nationalisations, aujourd'hui et demain, » « Le Monde » du 29 juin 1977.

(4) Roesch et Sohier : « Les soins médicaux en France et aux États-Unis », cahiers de sociologie et démographie médicales, décembre 1976.

(5) C. Levinson : « Les trusts du médicament », Souli 1974, page 154.

9 AOÛT

MAI

هناك امين الاصل

QUATRE HEURES AUX MAINS DE HUIT RAVISSEURS

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
2. AFRIQUE
3. AMÉRIQUES
4. ASIE
4. PROCHE-ORIENT
- 12-13. POLITIQUE
13. APRES GREYS-MALVILLE
- LIBRES OPINIONS : « Contre une écologie du savoir », par Laurence Bardia.
14. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- FEUILLETON : « Les Envies », par Wladimir G. Gromov.
- LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
- PAGES 15 A 20
- CINÉMA : La bataille d'Alger
- FESTIVALS : Opéras à Venise, Les Rencontres de CEMEA à Avignon.
22. ÉQUIPEMENT
23. ÉDUCATION
23. SPORTS
23. JUSTICE
- 25-26. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (21)
Aujourd'hui (22) : Carot (22)
Journal officiel (23) : Météo (23)
Mots croisés (23)
Bourse (27).

Selon Moscou LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE AURAIT L'INTENTION DE FABRIQUER UNE BOMBE ATOMIQUE

L'URSS a attiré l'attention de plusieurs pays, entre autres la France, le lundi 8 août, et l'Allemagne fédérale, mardi, sur l'intention présumée de la République d'apartheid de fabriquer une bombe atomique. Dans une « déclaration » publiée lundi, l'agence Tass souligne les « conséquences les plus graves » qu'aurait pour la paix et la sécurité la fabrication de la bombe atomique en Afrique du Sud. Elle appelle « tous les États, l'ONU et l'opinion internationale » à « empêcher » une telle opération.

À Paris, où la démarche soviétique est confirmée, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré : « Si le gouvernement de Pretoria met à exécution les intentions qui lui sont prêtées, le gouvernement français ne pourrait que condamner une telle initiative qui compromettrait gravement les efforts de tous ceux qui essaient de trouver des solutions pacifiques aux problèmes difficiles de l'Afrique australe. »

En Allemagne fédérale Le taux d'escompte pourrait être abaissé à 3 %

Le conseil central de la Bundesbank, qui se réunit jeudi 11 août, à Francfort, pourrait abaisser d'un demi point, à 3 %, le taux d'escompte. Cette mesure, qui ramènerait ce taux à son niveau de 1972, pourrait être accompagnée d'une diminution des réserves obligatoires des banques.

Il s'agit de lutter contre la prolongation d'une conjoncture pour le moins maussade. Une réunion restreinte du gouvernement, qui s'est tenue, le 10 août, à Hambourg sous la présidence du chancelier Schmidt et avec la

participation du nouveau président de la Banque centrale, M. Otmar Emminger, a été consacrée à l'examen de la politique économique et monétaire de la R.F.A. La définition des budgets publics (Etat, Länder, communes) pour 1978 devra tenir compte de la nécessité de soutenir la croissance et de lutter contre le chômage, à l'issue de cette réunion.

Le chômage, qui ne devait plus toucher que huit cent cinquante mille personnes en moyenne mensuelle cette année, en a frappé 1,02 millions pour les sept premiers mois. De son côté la croissance, qui devait atteindre 5,5 % en 1977, se situerait entre 4 et 4,5 %. Cependant, selon certains experts, la Banque n'accorderait pas de nouvelles liquidités, ses interventions en faveur de la monnaie allemande sur le marché des changes ayant provoqué un afflux de devises correspondant à 2 milliards de dollars.

Tassement du deutschemark

Les rumeurs faisant état d'un éventuel abaissement du taux de l'escompte de la Bundesbank ont entraîné un nouveau tassement du deutschemark mercredi dans la matinée. À Francfort, le cours du dollar est ainsi passé de 2,15 à 2,32 deutschemarks tandis qu'à Paris la devise allemande s'échangeait à 2,115 F contre 2,110.

À l'inverse du DM le dollar, stimulé par la tension des taux d'intérêt outre-atlantique, a poursuivi son redressement. Il valait 4,89755 (contre 4,8850 F) à Paris, 2,4140 francs suisses (contre 2,4070) à Zurich et 2,4475 florins (contre 2,44) à Amsterdam.

M. Barre évitera difficilement un déficit budgétaire de 10 milliards de francs

Le gouvernement peut-il présenter en octobre prochain au vote du Parlement un projet de budget pour 1978 dans lequel les dépenses dépassent largement les recettes ? Telle est la question essentielle qu'on se pose actuellement à l'Élysée comme à l'hôtel Matignon et Rue de Rivoli. Essentielle, cette question ne l'est que dans la mesure où, depuis des années, M. Giscard d'Estaing a fait de l'équilibre budgétaire une règle sacrée à laquelle il avait même eu l'intention à une époque de donner force de loi. Il n'y a pas si longtemps — c'était en juin dernier — le président de la République avait répété, au cours d'un conseil des ministres, que le budget de 1978 devrait être présenté en équilibre. Paroles imprudentes...

Dans l'état actuel des choses, les charges publiques excèdent les recettes de quelque 15 milliards de francs. Les dépenses ont été définitivement fixées à la fin du mois de juin. Elles atteignent 396 milliards de francs contre 364 milliards de francs pour cette année, soit une progression de 11,9 %. Ce fort accroissement, qu'a confirmé mardi 9 août M. Raymond Barre lors d'un déplacement dans le Jura, ne doit pas trop faire illusion. En fait les charges publiques ont été fortement comprimées, seul le ministère des armées échappant à la rigueur des arbitrages de M. Barre grâce à la loi programme militaire votée en 1975.

Mis à part cette exception et des efforts relativement peu coûteux faits dans quelques domaines (justice, culture, jeunesse et sports, environnement, affaires étrangères, programme d'action du VII^e Plan), le budget 1978 a été calculé au plus juste. C'est dire qu'il paraît maintenant difficile d'économiser davantage.

Les surprises d'une conjoncture nouvelle

Les rentrées fiscales, en revanche, augmentent moins vite que les années précédentes en raison du double ralentissement de l'inflation et de l'activité économique (le taux de croissance prévu pour 1977 n'est que de 3 à 3,5 %, c'est-à-dire presque deux fois moins rapide qu'au cours des belles années 1970-1973). Or, cette évolution a des effets beaucoup plus rapides sur les recettes publiques que sur les dépenses de l'Etat qui, elles, progressent de façon quasi autonome pendant encore quelques années du seul fait des engagements pris antérieurement et de l'application des lois (revalorisation des pensions, augmentation des traitements, etc.). On avait complètement omis cette vérité d'expérience en France, habitués qu'on était à l'euphorie créée jusqu'en 1974 par la conjonction d'une forte inflation et d'une vive croissance économique.

Que faire alors ? Aux 15 milliards de francs d'un déficit qu'on pourrait qualifier de spontané s'ajoutent le coût de certaines promesses, celui aussi de certaines actions politiques nécessaires. Ces promesses, ce sont

notamment celles de la loi Royer de décembre 1973 qui prévoit au début de 1978 l'extension aux artisans et aux commerçants de l'abattement de 20 % du revenu imposable dont seuls bénéficient actuellement les salariés. C'est aussi, sous une forme ou sous une autre, la réévaluation des bilans des entreprises réclamée par le Conseil national du patronat français.

Les actions politiques, ce sont les projets de M. Barre d'élargir l'avoir fiscal de 50 à 100 % pour redonner aux Français le goût de la Bourse, afin d'apporter à notre industrie l'épargne dont elle a besoin.

Si l'on chiffre tout cela, on arrive à un déficit voisin de 20 milliards de francs. Sans doute est-il possible sur chaque poste de dépense d'économiser : les tranches du barème de l'impôt sur le revenu ne seront probablement relevées que de 6,5 % malgré une hausse des prix de détail qui atteindra 9 % ; l'application de la loi Royer aux commerçants et artisans ne bénéficiera qu'à une seule professionnelle qui confieront leur comptabilité au centre de gestion agréé (autrement dit qu'ils seront relativement peu nombreux eu égard au petit nombre de ces centres et au coût élevé de leurs honoraires) ; l'avoir fiscal pourrait être porté à 100 % comme en Allemagne, mais en plusieurs étapes, la première — celle de 1978 — étant peu coûteuse. Même chose pour la réévaluation des bilans qui est, de plus, marchande contre une modification des règles de l'amortissement dégressif.

Reste à savoir comment couvrir 15 milliards de déficit. Le relèvement de ce que les fonctionnaires de la rue de Rivoli appellent avec quelque humour « les recettes de poche » (tabac, essence, alcool), est une solution possible, à laquelle l'Etat fait d'ailleurs régulièrement appel. Mais il est exclu de gagner plus de quelques milliards de francs en ayant recours à ces expédients. Comme un effort fiscal exceptionnel (majoration de l'impôt sur le revenu ou des taxes de T.V.A. ou de l'impôt sur les sociétés) est pratiquement à exclure en période pré-électorale, on ne voit pas comment M. Barre pourrait présenter un budget 1978 en déséquilibre de quelques 10 milliards de francs.

Après les inondations UN APPEL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCH

À la suite des inondations du 8 juillet dans le Gers, le bureau d'aide sociale d'Auch, qui travaille en étroite collaboration avec les organismes d'aide et de secours, a demandé le 9 août dans un communiqué, d'arrêter l'envoi de vêtements et d'objets d'usage courant, afin d'éviter des attaques contre le français. A Matignon, M. Barre répète depuis belle lurette qu'une impasse financière par des bons du Trésor à moyen terme n'est pas inflationniste comme le démontre d'ailleurs chaque année le gouvernement allemand. Quant à la gauche on la voit mal critiquer un budget expansionniste.

Le conflit du « Parisien libéré » NOUVEAUX ENTRETIENS AVEC M. BEULLAC

Les entretiens séparés prévus entre M. Christian Beullac, ministre du travail, et les deux parties impliquées dans le conflit du Parisien libéré auront bien lieu jeudi 11 août. Le ministre rencontrera dans la matinée M. Claude Belanger, président-directeur général du Parisien libéré, et, à 15 h, une délégation du Livre C.G.T. et la direction du Parisien libéré, qui ont permis, sans remettre en cause le fond de l'accord du 11 juillet, de modifier la forme afin de répondre aux préoccupations de M. Barre.

Il est certain que, si les entretiens avec le ministre du travail aboutissent à une rupture, le Livre C.G.T. réagira par une grève, qui n'atteindrait pas uniquement la presse parisienne, mais pourrait aussi s'étendre à la province.

D'autre part, M. Robert-André Vireux, député R.P.R. du Val-de-Marne, veut de poser à M. Barre et à M. Beullac deux questions écrites sur le conflit du Parisien libéré.

● Un notaire de Bayonne incrimé d'abus de confiance. — Un notaire de Bayonne, M. Emmanuel Sentouq, s'est vu notifier le 5 août une inculpation d'abus de confiance. M. Sentouq a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire pendant l'enquête de la brigade

L'enlèvement-éclair de M. Bernard Mallet

Tous les auteurs du rapt ont été arrêtés par la brigade anti-gangs

Un homme d'affaires parisien, M. Bernard Mallet, âgé de cinquante ans, a été enlevé mardi 9 août, dans la matinée, au bois de Boulogne à Paris, et libéré quelques heures plus tard, par les policiers de la brigade de recherche et d'intervention (brigade anti-gangs), qui avaient pris les malfaiteurs en filature depuis quatre mois et avaient assisté à la scène. Il avait été emmené par ses ravisseurs dans la cave d'un immeuble du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine).

M. Mallet a fait lui-même le récit suivant de son enlèvement : « Comme tous les matins, après le petit déjeuner, je promène mon chien au bois de Boulogne. Au moment de regagner ma voiture, des individus se sont approchés de moi. Ils étaient normalement habillés (1). L'un d'eux m'a appelé : « M. Mallet ? J'ai dit « oui », et il m'a demandé : « Vous avez un gas lacrymogène. Ils m'ont transporté dans une voiture avec cageule et menottes aux poignets, puis ils m'ont transféré dans un autre véhicule et j'ai tout de suite senti que j'étais enfermé dans une sorte de boîte ou de coffre. Après je n'ai plus rien entendu jusqu'à ce que les policiers soient arrivés, ont percé le coffre et le coffre en demandant : « Il y a quelqu'un ? J'ai répondu : « Oui, c'est moi, M. Mallet. Ils m'ont dit alors de ne surtout pas bouger d'ailleurs que j'étais tout seul. »

Reste à savoir comment couvrir 15 milliards de déficit. Le relèvement de ce que les fonctionnaires de la rue de Rivoli appellent avec quelque humour « les recettes de poche » (tabac, essence, alcool), est une solution possible, à laquelle l'Etat fait d'ailleurs régulièrement appel. Mais il est exclu de gagner plus de quelques milliards de francs en ayant recours à ces expédients. Comme un effort fiscal exceptionnel (majoration de l'impôt sur le revenu ou des taxes de T.V.A. ou de l'impôt sur les sociétés) est pratiquement à exclure en période pré-électorale, on ne voit pas comment M. Barre pourrait présenter un budget 1978 en déséquilibre de quelques 10 milliards de francs.

LA BRIGADE DE RECHERCHES : les preuves avant tout.

Créée en septembre 1964, la brigade de recherches et d'interventions (B.R.I.) visait à mettre en pratique de nouvelles méthodes d'investigation policières faisant appel, pour l'essentiel, non plus à la pénétration, mais à la surveillance permanente du milieu délinquant, ce qui permettait d'agir contre les gangsters dans un temps très rapproché du méfait.

Les services traditionnels de police entrent en lice seulement une fois que le crime est commis, ce qui permet à des bandes bien organisées de s'évanouir ou, à tout le moins, de faire disparaître les preuves et pièces à conviction. La B.R.I. — parfois surnommée « brigade anti-gang » — prend, au contraire, le problème à l'envers : elle agit sur les bandes bien organisées de malfaiteurs présumés jusqu'au moment où ils commettent un délit établissant ainsi la preuve formelle de celui-ci.

Les grandes bandes ayant été successivement éliminées par ces procédés au cours des années 60, la B.R.I. fut, par la suite, reconstruite pour agir sur les bandes plus ou moins organisées de la « nouvelle vague » du banditisme. La brigade prit alors l'habitude d'intervenir en flagrant délit sur les lieux des infractions avec des résultats très satisfaisants et en faisant prendre des risques considérables aux témoins éventuels. Diverses « bavures » ont obligé les responsables policiers parisiens à rendre la B.R.I. à sa vocation initiale.

UN HOMME D'AFFAIRES

Né le 13 avril 1927 à Neuilly-sur-Seine, M. Bernard Mallet a été associé-gérant de la banque Mallet Frères et Cie de 1953 à 1956, date à laquelle cet établissement financier a fusionné avec la banque Neufville Schlumberger Mallet (N.S.M.). M. Bernard Mallet a collaboré jusqu'en 1972 avec le groupe N.S.M. puis s'est retiré pour exercer d'autres activités. Selon le « Who's Who », il est actuellement administrateur des sociétés Schindler-radio-télévision, Etaxis et Walfarm du Tonkin, Sema, Etaxis et réalisations immobilières et de la Société d'investissement et de réalisations immobilières (SIRSA).

M. Mallet est également président d'Accorrest S.A. et membre du conseil de surveillance du centre méditerranéen d'études et de sondages. P.-D.G. d'E.R. Hutton (France) S.A., société de conseils financiers, filiale d'un groupe américain depuis 1973, il a démissionné de ce poste le 1^{er} juillet dernier.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Demandez le nouveau guide de l'ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Ecole privée fondée en 1973 soumise au contrôle pédagogique de l'État. 4, rue des Petits-Champs, 75008 PARIS — CEDEX 02.

françois de closets



LA FRANCE ET SES MENSONGES

100000 exemplaires en un mois

denoël

LA DÉCISION
DES CHARGES
DE LA GENDARMERIE
EST DÉFINITIVE

Washington renonce à ses droits perpetuels

Le général... Washington renonce à ses droits perpétuels...

Washington renonce à ses droits perpetuels

Washington renonce à ses droits perpétuels...

Washington renonce à ses droits perpetuels

Washington renonce à ses droits perpétuels...

Washington renonce à ses droits perpetuels

Washington renonce à ses droits perpétuels...

Washington renonce à ses droits perpetuels

Washington renonce à ses droits perpétuels...

Washington renonce à ses droits perpetuels

Washington renonce à ses droits perpétuels...

Washington renonce à ses droits perpetuels

Washington renonce à ses droits perpétuels...

Washington renonce à ses droits perpetuels

Washington renonce à ses droits perpétuels...